

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

La surveillance policière dans les bars de Montréal

Par
Rémi Boivin

École de criminologie
Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
En vue de l'obtention du grade de maîtrise (M. Sc.)
en criminologie
option analyse criminologique

Août 2007



© Rémi Boivin, 2007

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

La surveillance policière dans les bars de Montréal

Présenté par :

Rémi Boivin

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Maurice Cusson

.....
président-rapporteur

M. Pierre Tremblay
directeur de recherche

Mathieu Charest

.....
membre du jury

Résumé

Le présent mémoire porte sur l'évaluation de l'impact d'une opération policière du Service de police de la ville de Montréal (SPVM), l'opération Avance. Celle-ci ciblait spécifiquement les établissements de divertissement servant des boissons alcoolisées, comme les bars, clubs, brasseries, tavernes et autres. Par le biais de visites administratives et d'une visibilité accrue, le SPVM s'est principalement attardé à exercer un contrôle accru sur les établissements les plus turbulents et fréquentés par des membres de gangs de rue. L'objectif était à la fois d'augmenter le sentiment de sécurité des clients et des résidents avoisinants et de diminuer la criminalité violente associée aux gangs de rue. La principale contribution du mémoire est d'incorporer dans le devis évaluatif un indicateur permettant de mesurer les variations dans la proportion de délits signalés à la police. Il se trouve que ce taux de signalement augmente dans les établissements soumis à une surveillance policière accrue. Lorsqu'on ne tient pas compte de ce facteur, l'opération Avance semble avoir été un échec. Lorsqu'on en tient compte, en revanche, on s'aperçoit que l'initiative des policiers a exercé un impact important sur la fréquence à la fois des délits de violence et des délits contre la propriété commis dans ces établissements. On observe également une absence de « déplacement » et une diffusion de ces « bénéfices » parmi les établissements semblables à ceux qui ont été ciblés.

Mots-clés

Police, opération coup-de-poing, recherche évaluative ; bars, reportabilité, gangs de rue

Abstract

Our goal, in this dissertation, has been to evaluate the ability of police officers to deter crime in bars, night-clubs and taverns, especially those who were patronized by street gang members. We analyzed the monthly reported crime rates of 841 Montreal licensed establishments before (January 2000 to March 2005), during (April 2005 to September 2006) and after the crackdown (October 2006 to April 2007). We compared the reported crime rates of three groups of establishments: those who were more consistently monitored (N=24), those who were only occasionally visited (N=60), and finally the control group of establishments who were not targeted by the operation (N=757). One major problem, however, for evaluation purposes, is that crimes are more likely to be reported during the crackdown. We controlled for variations in reporting rates by analyzing separately a set of proactive or police initiated offences (such as drug offences, probation violations, municipal violations etc.). Variations in police initiated offences were used as an indicator of variations in reporting rates over time and across groups of establishments. Findings indicate that increasing levels of police presence in licensed establishments does have a deterrent impact on property and violent crimes and that this impact was not offset by displacement effects. Indeed there is some persuasive evidence of a “diffusion of benefits”. Had we not controlled for variations in reporting rates, findings would have indicated “failure of treatment”.

Key words

Police, crackdown, reporting rates, evaluation research, bars, street-gangs

Table des matières

<u>Chapitre 1 : État de la question</u>	1
1. Introduction	1
2. L'évaluation des interventions policières	2
3. La prévention de la criminalité dans les bars et autres débits de boisson	11
4. Problématique	16
<i>La criminologie environnementale</i>	17
<i>Les occasions criminelles (routine activities)</i>	18
<i>La théorie des choix rationnels et les décisions délinquantes</i>	20
<u>Chapitre 2 : Données et méthodologie</u>	28
1. L'opération Avance	28
2. Stratégie d'analyse	31
3. Les données	34
4. Description des variables	38
<i>Le nombre de délits</i>	38
<i>Les cibles</i>	39
<i>L'estimation de l'ethnicité de la clientèle</i>	40
<i>L'étiquetage « Gangs de rue »</i>	41
<i>Les mentions</i>	42
<i>L'emplacement</i>	43
<u>Chapitre 3 : Analyse et résultats</u>	45
1. La pertinence de l'opération	45
<i>Les établissements ciblés étaient-ils turbulents?</i>	49
<i>Les établissements ciblés étaient-ils fréquentés par des gangs de rue?</i>	50

<i>Le SPVM a-t-il fait preuve de profilage racial injustifié dans la détermination des cibles de l'opération?</i>	51
<i>L'opération Avance a-t-elle couvert le territoire de façon uniforme?</i>	52
2. L'impact apparent de l'opération Avance	54
<i>Criminalité observée et criminalité attendue</i>	54
<i>Comparaisons avant-pendant-après</i>	58
3. La reportabilité	63
4. Réévaluation de l'impact de l'opération Avance	68
5. Exemples d'analyses individuelles d'impact	73
6. Déplacement et diffusion des bénéfices	79
 <u>Chapitre 4 : Conclusion</u>	 86
 <u>Bibliographie</u>	 97
 <u>Annexes</u>	
A1. La saisonnalité de la criminalité des établissements de divertissement servant des boissons alcoolisées.....	i
A2. Les criminalités attendue et observée des établissements ciblés lors de l'opération Avance, 2000-2004.....	ii
A3. Les établissements non ciblés, comparaison avec les mois correspondant des années précédentes.....	iii
A4. Les changements observés (en %) pour la criminalité des établissements ciblés et non ciblés.....	iv
A5. Effet réel de l'opération Avance pour les établissements B, C, D et E, en nombre de délits par mois, en comparant avec le groupe contrôle.....	v
A6. Les moyennes mensuelles par établissements, études de cas.....	vi

Liste des tableaux

Tableau 1 : Modèles de régression logistique pour la période janvier 2000- mars 2005	48
Tableau 2 : Les criminalités attendue et observée des établissements ciblés lors de l'opération Avance.....	55
Tableau 3 : Moyennes mensuelles de délits par établissement, avant, pendant et après l'opération Avance.....	60
Tableau 4 : Effets de dissuasion initiale et résiduelle réels, pour les quatre premières phases de l'opération Avance (2005-2006).....	70
Tableau 5 : Caractéristiques des établissements sélectionnés pour les études de cas ..	74
Tableau 6 : Effet réel de l'opération Avance pour les établissement B, C, D et E, en nombre de délits par mois.....	75
Tableau 7 : Changements totaux pour les mois d'activation de l'opération, en nombre de délits, pour les établissements B à E.....	78
Tableau 8 : Répartition des établissements en quatre groupes, selon le critère gangs de rue et le critère d'ethnicité de la clientèle.....	82
Tableau 9 : Effet réel de l'opération sur les groupes A, B et C, selon le critère gangs de rue.....	83
Tableau 10 : Effet réel de l'opération sur les groupes A, B et C, selon le critère d'ethnicité de la clientèle.....	84
Tableau 11 : Écarts de prédiction relatifs, pour le déclin.....	94

Liste des figures

Figure 1 : Les éléments principaux de la théorie des occasions criminelles.....	18
Figure 2 : Calendrier de l'opération Avance.....	30
Figure 3 : Emplacement des deux quadrilatères.....	44
Figure 4 : La criminalité dans les bars et débits de boisson, de janvier 2000 à mars 2005	46
Figure 5 : La criminalité dans les bars et débits de boisson, avant, pendant et après l'opération Avance (janvier 2000-avril 2007).....	59
Figure 6 : Les délits rapportés.....	67
Figure 7 : L'effet des opérations misant sur la présence policière.....	67
Figure 8 : Répartition des établissements, selon deux critères dichotomiques.....	81
Figure 9 : Distributions des délits non initiés par la police, de octobre 2006 à avril 2007.....	93

Liste des sigles et des abréviations

GDR : gang(s) de rue

SPVM : Service de police de la ville de Montréal

Remerciements

La rédaction de ce mémoire a été rendue possible grâce au concours de plusieurs personnes. D'abord, à l'Université de Montréal, un merci particulier à Pierre Tremblay, professeur à l'École de criminologie, qui a cru en mes capacités et m'a offert ce projet. Merci aussi à Étienne Blais, dont les commentaires ont orienté les analyses, et aux confrères et consœurs étudiants, en particulier, Marie-Pier, Joanie, Raphaël et Karine qui m'ont motivé et conseillé. Merci au comité des bourses de l'Université, qui m'ont octroyé la bourse Berthelet-Aubin et qui, par conséquent, ont payé une bonne partie du loyer durant l'été... Au Service de police de la ville de Montréal, merci à Alain Dagenais et à Bertrand Taillefer, qui ont offert une collaboration précieuse. Mention spéciale à Mathieu Charest, toujours là au besoin, qui sait tout et connaît tout le monde.

Merci à tout ceux qui ont participé indirectement au mémoire, c'est-à-dire ma mère, mon père, ma sœur, mes amis compréhensifs et Nipal, le lapin tannant. Enfin, merci à ma petite blonde qui, même si elle s'en venait jalouse de mon ordinateur, a su m'appuyer et me changer les idées. Inquiète-toi pas, c'est fini, là...

À vous tous, merci pour l'inspiration et l'appui.

Rémi B.

Août 2007

Chapitre 1 : État de la question

1. Introduction

Les établissements de divertissement servant des boissons alcoolisées, comme les bars, les clubs et les tavernes, ont toujours occupé une place de choix parmi les préoccupations des services policiers. Il s'agit en effet d'endroits qui réunissent les conditions « idéales » à la commission d'actes délinquants de toutes sortes (Roncek & Maier, 1991), dont plusieurs ne sont pas signalées à la police (Homel & Clark, 1994). Fréquentés par une clientèle généralement jeune, majoritairement masculine et souvent enivrée par les nombreuses consommations, ces établissements trop souvent bondés, surchauffés et peu éclairés, sont propices aux conflits (Macintyre & Homel, 1997 ; Stockwell, 1997). De la même manière, les clients deviennent des victimes potentielles en baissant leur garde au fur et à mesure que la soirée avance, ce qui les rend sujets à subir des vols ou des agressions. Toutes ces constatations mises ensemble font que les établissements de divertissement sont des endroits chauds (*hot spots*) du crime (Burrows, Anderson, Bamfield, Hopkins & Ingram, 2001 ; Sherman, Gartin & Buerger, 1989). Malgré cela, le rôle de la police comme agent de contrôle de la criminalité reliée à ce type d'établissement a été peu étudié (Eck, 1997).

Il apparaît que peu de recherches évaluatives ont porté sur des opérations s'attaquant spécifiquement à la problématique des bars et autres débits de boisson. De plus, de façon générale, l'évaluation de l'activité policière a longtemps été discréditée, suite à plusieurs résultats décevants et inattendus (Weisburd, 2005). Par contre, depuis la fin des années 80 et sous l'égide d'une poignée de chercheurs, principalement américains, l'analyse de l'impact des activités policières sur le crime a regagné en popularité et a permis l'élaboration d'interventions originales et satisfaisantes pour les services de police. Le fait que ces développements soient assez récents pourrait expliquer le nombre limité d'études consacrées aux établissements de divertissement. De plus, les résultats des études sur ces opérations, pour la plupart statistiques, sont encourageants, mais demeurent modestes (Braga, 2001 ; Sherman et

Rogan, 1995). Le but principal de ce mémoire est de proposer des pistes d'explications de cet état de faits, par le biais d'une évaluation de l'impact d'une opération coup-de-poing (*crackdown*) qui a été faite dans plusieurs établissements de divertissement servant des boissons alcoolisées à Montréal.

L'initiative policière à laquelle s'intéresse ce mémoire est l'opération Avance, qui a eu lieu au courant des années 2005-2006¹. Il s'agit d'une collaboration entre plusieurs membres de différents palliers du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) : tant les services spécialisés (renseignements, enquêtes, sections d'intervention) que les policiers-patrouilleurs de plusieurs postes à travers la ville ont été mis à contribution durant ce projet d'envergure. Dans la mesure où il s'agit d'une opération qui vise à augmenter les ressources policières dans un territoire et un type d'établissement restreints, l'opération Avance correspond à la définition d'opération coup-de-poing proposée par Sherman (1990).

La revue de littérature est divisée en deux parties complémentaires. D'abord, un aperçu de l'évolution en matière de recherche évaluative de l'activité policière, par le biais de la présentation des résultats de plusieurs travaux. Puis, un bilan d'initiatives de prévention de la criminalité dans les bars et débits de boisson.

2. L'évaluation des interventions policières

Traditionnellement, l'impact de la police sur le crime n'a jamais fait consensus (Braga, 2001 ; Brodeur, 2003a ; Sherman, 1997 ; Weisburd, 2005). Les évaluations datant d'avant le début des années 70 sont assez peu nombreuses. La police était étudiée comme organisation plutôt qu'évaluée. Puis une étude sur l'efficacité de la patrouille policière fut publiée. La Kansas City patrol experiment, dont l'évaluation était dirigée par Georges Kelling, consistait à l'augmentation du temps de patrouille, sur une portion de territoire pré-définie. Cette étude a eu un

¹ Une cinquième phase de l'opération (Avance 2007) avait d'ailleurs lieu, au moment de la rédaction (été 2007).

impact important sur les services de police et les criminologues. Par exemple, elle fit dire à plusieurs auteurs que « *the police do not prevent crime* » (Weisburd, 2005, p.223). En effet, l'évaluation de Kelling & coll. (1974 (1991)) a démontré que l'augmentation ou la diminution de la quantité de patrouille ne faisait pas varier le crime de façon significative. Durant la décennie suivant cette étude, les recherches ont démontré, sauf rares exceptions (ex : Chapman, 1976), que la police avait une relation tout au plus faible avec la criminalité. Que ce soit par le biais de l'évaluation de techniques utilisées par les policiers, comme la patrouille (Kelling & al., 1974 (1991)), de la rapidité de réponse aux appels (Brodeur, 2003a ; Sherman, 1997) ou du nombre de policiers affectés à un territoire (Greenberg, Kessler & Loftin, 1983), le constat était toujours le même : la police n'a que peu d'impact sur les taux de criminalité (Sherman, 1997 ; Weisburd, 2005). Par contre, de nombreux débats sur le sujet ont mené certains chercheurs à conclure que l'étude de Kelling & coll. ne justifiait pas des conclusions aussi cinglantes (Sherman & Weisburd, 1995). Selon eux, l'étude comporte trop de lacunes pour avoir eu une influence aussi importante. En particulier, il est reproché au Kansas City patrol experiment de ne pas avoir été en mesure de contrôler adéquatement l'application du traitement (la patrouille), ce qui a résulté en une trop faible différence de dosage entre les groupes contrôle et expérimental (Sherman, 1992 ; Sherman & Weisburd, 1995). Cette situation a également créé un biais, via la faible puissance statistique du modèle (Sherman & Weisburd, 1995). Enfin, la taille de l'échantillon de Kelling & coll. (1974 (1991)) était relativement petite (Sherman, 1992). Ces constatations mises ensemble semblent avoir condamné l'évaluation : dans de telles circonstances, il était fort improbable qu'elle dénote un quelconque résultat statistiquement significatif, dans un sens ou l'autre. D'ailleurs, notons que le rapport de Kelling et ses collègues est assez prudent dans ses conclusions ; il ne faut pas oublier que ce qui avait été démontré, ce n'est pas l'incapacité de la police à prévenir le crime –contrairement à ce qu'ont dit certains commentateurs- mais plutôt l'incapacité de la patrouille policière à faire varier de manière significative les taux de criminalité. Comme la police utilise une variété de moyens pour remplir leur mission, il est normal qu'un seul de ses moyens pris séparément ne soit pas en mesure de prévenir la criminalité. L'étude de Braga,

Weisburg, Waring, Green Mazerolle, Spelman, & Gajewski (1999) le souligne, le travail policier est constitué d'un amalgame de techniques et de stratégies toutes orientées vers un même but : combattre et prévenir la criminalité.

De plus, l'étude de Kelling & coll. (1974 (1991)) repose sur deux postulats discutables : 1) la relation police-crime ne s'applique qu'en un sens, c'est-à-dire que le niveau de criminalité n'a pas d'influence sur le nombre de policiers et 2) la police doit patrouiller de façon égale sur tout le territoire, ce qui suggère que le crime soit distribué équitablement. L'inverse du premier postulat a été démontré par Marvell & Moody (1996) ; la police et le crime s'influencent mutuellement, puisque plus le crime est élevé, plus le nombre de policiers augmente et plus le nombre de policiers augmente, moins il y a de crime. Certaines études, comme celle de Kelling & coll., ne tiennent pas compte des implications de ce constat. D'abord, une certaine dose de déplacement est possible. Il peut s'agir de déplacement géographique, mais aussi de changement vers des types de crimes moins risqués et souvent moins rentables (Cook, 1979 ; Hesselting, 1994 ; Marvell & Moody, 1996). Si le criminel veut maintenir ses bénéfices, alors il devra commettre plus de crimes pour atteindre les mêmes revenus. Dans ce cas, une augmentation de la présence policière aurait comme conséquence une augmentation du nombre de délits. De plus, Marvell & Moody (1996) relatent également la possibilité que le nombre de policiers puisse avoir une influence sur le taux de reportabilité, c'est-à-dire la proportion de délits effectivement rapportés à la police. Plus le nombre de policiers est élevé, plus les chances d'appréhension sont grandes et plus les gens auraient tendance à rapporter les délits à la police. Par conséquent, une augmentation de la patrouille policière aurait pour conséquence une augmentation de la criminalité rapportée à la police.

Le second postulat est encore plus controversé et a mené à la création de la police d'endroits chauds, dont il a été question plus haut. L'expérience de Kansas City visait à augmenter la patrouille policière sur un territoire, sans égards pour les concentrations de criminalité. Par contre, la répartition inégale de la criminalité sur un territoire a été démontrée par Sherman & coll. (1989). Ceux-ci ont démontré qu'une

petite partie d'un territoire (3% des adresses) comptait pour plus de la moitié des appels d'urgence. Ces endroits sont des endroits chauds du crime et méritent qu'on s'y attarde. En prenant ces résultats dans un sens différent, il peut être constaté qu'une grande portion d'un territoire ne présentera que peu ou pas de criminalité (Eck, 1997). Cette portion nécessite peu d'attention de la part des services policiers, puisque la quantité de délits à prévenir ou à réprimer est minuscule ou inexistante. Par conséquent, investir des ressources policières pour combattre la criminalité d'endroits où elle est quasi-absente est un non-sens (Sherman & Weisburd, 1995). De plus, il est de nouveau improbable d'observer un effet de prévention à des endroits où il n'y a rien à prévenir. Le deuxième postulat utilisé par Kelling & coll. (1974 (1991)) était donc également gage d'échec.

Par la suite, à la fin des années 80, un groupe de chercheurs américains a repopularisé l'évaluation de l'activité policière en l'appliquant aux endroits chauds du crime. Ces chercheurs ont commencé par démontrer que certaines adresses revenaient plus souvent dans les appels d'urgence adressés à la police (Sherman & coll., 1989). Les endroits les plus problématiques étaient des intersections à proximité de bars et de parcs, le terminus d'autobus, les bars et débits de boisson et le centre d'achats. Comme le remarquent les auteurs, il s'agit d'endroit où il y a une forte concentration de personnes, ce qui va dans le sens des notes de Brantingham & Brantingham (1981). Une étude de cas a d'ailleurs démontré que, suite à des interventions ciblées, certaines de ces adresses avaient connu une baisse de la criminalité (Braga, 2001).

Ensuite, Sherman & Weisburd (1995) ont conduit une reprise de l'expérience de Kansas City, cette fois en augmentant la patrouille à des endroits logeant fréquemment des appels pour des délits sérieux, comme des hold-ups, des fusillades, des vols de voitures et des agressions physiques ou sexuelles. Ils ont utilisé deux mesures d'impact, soit les appels d'urgence et des observations. À l'aide d'un devis aléatoire, les chercheurs ont formé deux groupes similaires ; le groupe contrôle n'a pas été l'objet d'une hausse de la patrouille policière, alors que le groupe expérimental en a reçu environ deux fois plus. Les auteurs ont d'ailleurs noté de

grandes différences d'intensité au courant de l'opération, ce qui les a obligés à rejeter les données de 4 des 12 mois d'activation. Malgré tout, les auteurs ont constaté que l'augmentation de la patrouille policière avait permis de diminuer principalement la criminalité totale et légère, plutôt que la criminalité sérieuse, ce qui semble confirmer l'adage voulant qu'il soit très difficile de contrôler la « grosse » criminalité (Weisburd, 2005). Ils notent également que les différences, à un niveau individuel, sont modestes, puisqu'il s'agit de réductions d'environ un appel d'urgence par *hot spot*, par mois (Sherman & Weisburd, 1995). Les observations confirment ces résultats : 25% moins de désordre (consommation ou vente de drogues, vandalisme, prostitution, etc.) a été observé dans les endroits chauds ciblés, lorsque comparés aux non ciblés. Sherman & Weisburd concluent donc à un effet dissuasif général de la patrouille policière aux endroits chauds du crime. Notons tout de même que l'hypothèse du déplacement ne peut être écartée à l'aide de leur expérimentation. Par contre, en sachant que le déplacement est généralement possible mais jamais complet (Braga, 2001) cette limite ne jette pas trop d'ombre sur leurs conclusions.

D'autres études se sont basées sur les principes de la police de résolution de problèmes (Goldstein, 1990). Résumé très sommairement, ce courant vise à identifier, analyser et à gérer de façon efficace les problèmes auxquels font face les services de police (Eck & Spelman, 1987). La contribution majeure de la police de résolution de problèmes réside donc dans sa capacité à adapter ses moyens en fonction de la situation sous-jacente au problème apparent. L'expérience de Braga & coll. (1999) est une application de ce principe. Avec la coopération de la police de Jersey City, aux États-Unis, ils ont identifié et analysé 24 endroits aux prises avec des problèmes de violence de nature diverse (ex : bagarres de rue, violence associée aux marchés de drogue, vols de personnes âgées, etc.). Ces endroits ont été répartis aléatoirement en 2 groupes (contrôle et expérimental). Différentes stratégies ont alors été déployées pour améliorer la situation des sites du groupe expérimental : de la répression agressive à l'augmentation de l'éclairage, l'ensemble des mesures a eu un effet bénéfique sur le nombre de délits et d'appels d'urgence, c'est-à-dire que leur fréquence a diminué significativement dans les endroits ciblés, à l'exception des délits reliés aux marchés

de drogue. Des observations ponctuelles ont aussi appuyé ces conclusions, puisque moins de désordre a été observé aux endroits ciblés. Aucun déplacement géographique n'a été observé, à l'exception des délits contre la propriété dont la fréquence a légèrement augmenté dans les territoires voisins des endroits ciblés.

L'opération Avance est du type « coup-de-poing » (*crackdown*), c'est-à-dire une opération spéciale faisant converger temporairement des ressources importantes sur une cible déterminée (Cusson & La Penna, 2006). Ce type d'opération reprend des éléments de la police de résolution de problèmes et se concentre sur un type de délits ou un territoire bien déterminé. Les opérations coup-de-poing se distinguent d'ailleurs de l'activité policière traditionnelle (comme l'évaluation de Sherman & Weisburd (1995)) par leurs courtes périodes d'activation. Elles obtiennent des résultats inconsistants, mais généralement encourageants (Sherman, 1997). Par exemple, l'évaluation d'une opération de ce type aux États-Unis suggère de très bons résultats en faisant une comparaison avant-après, avec un groupe contrôle (Weisburd & Green, 1995). Concentrés sur des endroits chauds de la vente de drogues, les mini-*crackdowns* ont permis de réduire le nombre d'appels pour désordre public. L'évaluation a également mis en évidence aucun déplacement géographique et une certaine diffusion des bénéfices (Weisburd, 2005). L'opération n'a toutefois pas été en mesure de diminuer les appels pour les crimes contre la propriété et les crimes contre la personne.

Aussi, l'évaluation d'une opération intensive de courte durée dans un quartier aux prises avec des problèmes de vente et de consommation de drogues à Montréal a démontré des résultats positifs (La Penna, 1998). L'évaluation a mis en évidence des baisses significatives et durables de tous les types de délits dans le quartier ciblé suite à une attaque répressive ponctuelle bien organisée (La Penna, Tremblay & Charest, 2003). Aucun signe de déplacement n'a été recensé et une certaine diffusion des bénéfices a été notée dans les quartiers environnants. L'opération avait été mise sur pied en réponse à une hausse considérable de la criminalité qui avait été attribuée aux vendeurs de crack installés dans ce quartier. Suite à l'opération, ce marché de drogue

a été démantelé, n'a jamais refait surface et le niveau de criminalité est resté inférieur au niveau antérieur durant plusieurs années. Par contre, une opération concomitante des autorités de la Ville vient ajouter un bémol à ces résultats très positifs ; plusieurs immeubles ont été rachetés (et entretenus convenablement) dans les mois suivant l'opération, ce qui a pu avoir une influence sur la criminalité du quartier. Malgré ces réserves sur les retombées à moyen et long terme de l'opération, il n'en reste pas moins qu'elle a eu pour effet de démanteler un marché émergent de vendeurs de drogue particulièrement préoccupant pour le SPVM.

D'autres évaluations sont moins encourageantes. L'étude de Sherman & Rogan (1995) a eu une influence importante, à cause de son design méthodologique robuste. En effet, ils ont mesuré l'effet d'une série d'opérations coup-de-poing sur des *crack houses*, sélectionnées de façon aléatoire et réparties en deux groupes (contrôle et expérimental). Les opérations étaient de courte durée mais très intense. Les auteurs ont observé des baisses modestes dans les 30 jours qui ont suivi l'opération, de 5% pour les appels de désordre à 14% pour les appels pour crime violent et contre la propriété. Les différences étaient également apparentes au niveau des délits enregistrés par la police, particulièrement pour les délits violents. L'évaluation de Sherman & Rogan est toutefois limitée par le rapide déclin de l'effet, qui n'est plus apparent seulement 12 jours après la fin des opérations. Mentionnons simplement que la valeur de cette constatation est ternie par une limite conceptuelle importante de l'évaluation : celle-ci a été réalisée à partir d'interventions ayant eu lieu après plus de deux ans et demi d'activité policière intense, ce qui suggère un processus de satiété (La Penna, Tremblay & Charest, 2003).

Finalement, une étude de Best, Strang, Beswick & Gossop (2001) a démontré qu'une opération coup-de-poing visant la vente de drogue à Londres n'avait pas eu d'effet sur la disponibilité, le prix ou la pureté des produits illicites. Cette étude est intéressante car elle apporte une nouvelle dimension à l'évaluation des opérations policières. Les auteurs ont interviewé des utilisateurs de drogue pour vérifier d'hypothétiques changements, ce qui est un premier pas pour faire le pont entre les

objectifs de la police et les perceptions des citoyens. Les 174 personnes interviewées n'étaient majoritairement pas au courant de l'opération et n'avaient pas perçu de changement dans le marché à l'étude. Par contre, deux limites majeures diminuent la valeur de ces résultats. Premièrement, les entrevues ont eu lieu seulement deux semaines après le début de l'opération ; ce délai peut être satisfaisant en ce qui concerne la connaissance de l'opération, mais n'est pas nécessairement suffisant pour constater des changements au niveau des produits vendus et consommés. De plus, la répression n'est pas le seul déterminant du prix et de la pureté des drogues (Caulkins & Reuter, 1998). Par exemple, l'activité policière déterminerait un peu plus de la moitié du prix de la cocaïne, le reste étant dû à des coûts de transport, d'importation, de main-d'œuvre et d'emballage. Ainsi, toujours selon Caulkins & Reuter, il est possible que, malgré une activité policière intense, aucune variation de prix ou de pureté ne soit observée. En fait, des auteurs suggèrent que la police puisse réellement influencer le prix de détail principalement en s'attaquant aux voies de transport ; localement, les vendeurs et les consommateurs peuvent toujours s'adapter, en diminuant la qualité des produits, en variant la fréquence de consommation ou en modifiant leurs lieux d'approvisionnement (Farrell, Mansur & Tullis, 1996). Deuxièmement, les consommateurs interviewés étaient tous en traitement ou en attente de traitement ; il n'est pas insensé de penser qu'ils pouvaient avoir modifié leur consommation, ce qui les aurait empêché de constater des changements de situation. Ainsi, même si la méthode d'évaluation de Best & coll. est innovatrice, les résultats qu'ils en tirent sont discutables.

Si aucune étude n'est parfaite, toutes font état de résultats, positifs ou négatifs, en comparant la période avant l'opération à celle pendant ou après les interventions. Il s'agit là d'une distinction importante que Sherman (1990) définit comme la dissuasion initiale et la dissuasion résiduelle. Selon lui, une baisse de la criminalité qui se produit pendant l'opération est un produit de la dissuasion initiale ; les délinquants potentiels constatent un changement au niveau de leur risque d'appréhension, ce qui les pousse à s'abstenir, le temps que tout redevienne normal ou qu'ils fassent une nouvelle évaluation du risque (Eck, 1997). Si les délinquants

s'abstiennent au-delà de la fin de l'opération, Sherman parle alors de dissuasion résiduelle. Bien que le risque objectif ait retrouvé son niveau normal, les délinquants n'en ont pas la certitude, ce qui maintient la criminalité à un niveau inférieur.

Intervient alors une notion importante : le déclin. Sherman dénote trois formes de déclin pouvant avoir une influence sur l'effet dissuasif d'une opération. Le déclin de l'opération même survient lorsque le niveau d'intervention est réduit au courant d'une phase. Le risque objectif est alors diminué, ce que les délinquants potentiels peuvent constater, et qui peut entraîner une augmentation de la criminalité pendant l'opération –et donc une diminution de l'effet dissuasif initial. Un tel déclin est apparu, par exemple, dans l'expérience de Sherman & Weisburd (1995) ; durant la période estivale, les réductions de personnel ont entraîné une diminution de moitié de la quantité de patrouille dans le territoire expérimental. L'analyse s'en est trouvée biaisée, ce qui a forcé les auteurs à ne pas tenir compte de cette période. De plus, Sherman propose un déclin de la dissuasion initiale, qui représente plutôt une adaptation des délinquants à la nouvelle situation. Cette possibilité peut se produire avec ou sans déclin de l'opération, si, par exemple, l'opération est prévue pour une durée trop longue. Un tel effet pourrait expliquer, entre autres, les résultats modestes de Sherman & Rogan (1995) qui ont constaté un impact très limité, avec une évaluation effectuée vers la fin de l'opération (La Penna, Tremblay & Charest, 2003). Finalement, de façon logique et attendue, une opération soudaine ne peut probablement pas avoir un effet permanent sans soutien, après la fin des interventions. Il s'agit du déclin de la dissuasion résiduelle. Une fois la situation redevenue normale, les délinquants passeront le mot que les risques d'appréhension ont diminué, ce qui rend la commission de délits plus sécuritaires et qui se traduira probablement par une hausse de la criminalité (Sherman, 1990). L'évaluation de La Penna (1998) démontre bien cet état de faits, puisque le niveau de criminalité a présenté une hausse après la fin de l'opération coup-de-poing, sans toutefois atteindre de nouveau le niveau antérieur. On peut donc conclure que les effets de déclin de la dissuasion sont presque inévitables, mais qu'il est possible de minimiser leur impact sur l'efficacité des opérations, entre autres, en faisant une planification suffisante ou

en assurant un soutien et un suivi adéquat aux services de police. Il est aussi pertinent de bien différencier les effets dissuasifs initiaux des effets résiduels ; de cette manière, les attentes face aux opérations de ce type seront plus réalistes et les bilans, plus satisfaisants.

3. La prévention de la criminalité dans les bars et autres débits de boisson

Les interventions policières, en particulier les opérations coup-de-poing, présentent donc des évaluations imparfaites, mais prometteuses. L'opération Avance mise sur cette technique pour faire diminuer la criminalité d'endroits précis, des établissements de divertissement servant des boissons alcoolisées. Pour analyser des lieux précis, plusieurs auteurs utilisent le terme « place » (Block & Block, 1995 ; Eck, 1997 ; Eck & Weisburd, 1995 ; Sherman, 1995 ; Sherman & coll., 1989). Eck (1997) définit une place comme étant : « un endroit restreint ayant un petit nombre de fonctions, souvent contrôlé par un seul propriétaire et séparé des lieux avoisinants (p.1) »². Cette définition comporte, entre autres, l'avantage de ne pas tenir compte du niveau de criminalité ; ainsi, une place n'est pas nécessairement un endroit chaud. En considérant les bars comme des places, il est alors permis de supposer que, même s'il s'agit globalement d'endroits à problèmes pour la police, certains établissements spécifiques sont plus problématiques que d'autres.

En tant qu'ensemble, les bars, tavernes et autres sont, comme il l'a été mentionné plus haut, des établissements problématiques pour les services de police à travers le monde (Roncek & Maier, 1991). Les risques de victimisation violente dans ce type d'établissement sont presque deux fois plus élevés que dans tout autre type de place (Burrows & coll., 2001). Les segments de rue qui comportent un ou plusieurs établissements de ce type sont plus susceptibles de présenter de hauts taux de délits (Roncek & Maier, 1991 ; Sherman & coll., 1989), ce qui correspond à la criminalité attribuable à la clientèle des établissements, mais qui a lieu aux alentours. La

² Traduction libre. La définition originale de Eck (1997) : *a place is a very small area reserved for a narrow range of functions, often controlled by a single owner, and separated from the surrounding area.*

criminalité à l'intérieur de ces établissements est également plus élevée que la moyenne des places (Burrows & coll., 2001 ; Sherman & coll., 1989). Est-il possible d'expliquer cette situation et les différences individuelles entre les établissements? Plusieurs auteurs offrent des pistes intéressantes, dont Sherman (1995), qui formule quatre hypothèses validées par d'autres chercheurs.

- 1) D'abord, Sherman propose que les établissements à forte criminalité soient ceux qui sont fréquentés par des clients à forte criminalité. Le problème ne réside donc pas au niveau des installations ou de l'environnement, mais plutôt du fait que des individus problématiques se réunissent en un seul endroit (Roncek & Maier, 1991 ; Sherman, 1995). Cette hypothèse peut justifier le fait que les établissements fréquentés par des membres de gangs de rue ou par des motards criminalisés soient plus problématiques que les autres.
- 2) Les établissements plus problématiques sont ceux dont les conflits sont moins bien gérés. De nouveau, l'environnement n'a rien à voir avec les problèmes ; la faute incombe plutôt au personnel des établissements qui n'ont ni le savoir-faire ni la volonté de régler de façon efficace les écarts de conduite des clients (Sherman, 1995). Cette situation peut se produire si le personnel, en particulier les portiers et les videurs, sont agressifs (Homel & Clark, 1994) ou si le niveau de surveillance est trop bas (Block & Block, 1995). Ceci pousse certains à penser que la meilleure façon de prévenir les conflits et la criminalité à l'intérieur de ce type d'établissement est de mieux former le personnel (Eck, 1997 ; Homel & Clark, 1994 ; Homel, Hauritz, Wortley, McIlwain & Carvolth, 1997).
- 3) La troisième hypothèse renvoie au design et à l'arrangement des lieux ; il s'agit de l'organisation du comportement. Selon cette hypothèse, les établissements problématiques causent la criminalité et les conflits par le biais de l'organisation physique et de l'emplacement des services à l'intérieur de leurs murs. Par exemple, Macintyre & Homel (1997) ont trouvé que les établissements les plus problématiques de leur étude étaient ceux dont l'accès aux entrées et sorties, toilettes, bars et pistes de danse étaient les moins

faciles. De plus, l'impact de la surpopulation des établissements a été démontré à plusieurs reprises : plus il y a de personnes dans un endroit restreint, plus fortes sont les probabilités qu'un délit soit commis (Block & Block, 1995 ; Macintyre & Homel, 1997 ; Sherman, 1995). En fait, l'inconfort, de façon générale, est associée aux comportements agressifs (Homel & Clark, 1994), qu'il s'agisse de la population ou du bruit (Macintyre & Homel, 1997). Ces constatations pourraient expliquer, par exemple, pourquoi les boîtes de nuit (nightclubs), où la musique est omniprésente et la foule regroupée sur les pistes de danse, sont souvent des endroits à forte criminalité (Block & Block, 1995 ; Stockwell, 1997).

- 4) Finalement, la criminalité de certains établissements s'expliquerait par l'emplacement de ceux-ci sur le territoire ; c'est l'hypothèse du voisinage. Ainsi, les bars problématiques seraient situés dans des quartiers ou des segments de rue à problèmes (Sherman, 1995). Cette hypothèse se tient dans la lignée des théories sur la désorganisation sociale (Shoemaker, 2000). Une telle hypothèse suggère un regroupement d'établissements problématiques dans les quartiers mal famés des villes ; par contre, sans nier que la criminalité de certains établissements était liée à son emplacement dans un quartier défavorisé, Block & Block (1995) ont démontré que les endroits chauds de criminalité associée aux bars étaient plutôt situés près des voies de transports, qu'il s'agisse de rues principales ou de stations de métro ou de train.

Il n'en reste pas moins qu'une bonne partie des comportements délinquants qui ont lieu dans les débits de boisson s'explique par les circonstances propres à ces établissements. S'agissant de lieux semi-publics où des inconnus convergent, les bars permettent des comportements sans besoin de justification et avec un anonymat attrayant (Block & Block, 1995 ; Homel & Clark, 1994). De plus, les clients et le personnel de ces établissements sont en possession d'une grande quantité d'argent liquide, ce qui les rend vulnérables aux vols (Roncek & Maier, 1991). Finalement, la consommation d'alcool joue un rôle majeur dans la criminalité des bars (Block &

Block, 1995 ; Finney, 2004 ; Homel & Clark, 1994 ; Stockwell, 1997). Certaines études ont d'ailleurs démontré que la plupart des incidents violents qui y ont lieu impliquent la consommation d'alcool de la part de l'agresseur, de la victime ou des deux (Finney, 2004). L'alcool fait tomber les inhibitions et poussent les gens à commettre des actes inhabituels (Roncek & Maier, 1991). Plus les individus sont intoxiqués, plus ils deviennent vulnérables à la victimisation (Roncek & Maier, 1991 ; Stockwell, 1997). Dans ces circonstances, l'impulsivité et le faible contrôle de soi prennent une place importante. Il est donc potentiellement inutile de tenter de prévenir la criminalité en s'acharnant sur les clients intoxiqués : ils n'ont que peu de chances de saisir le message. Restent les autres caractéristiques des établissements : la disposition des lieux, la surveillance, policière ou non, et le personnel.

Un des rares programmes de prévention instauré pour prévenir la criminalité spécifique des débits de boissons a eu lieu en Australie, durant les années 90. La mise en place et l'évaluation de ce programme ont été conduites par l'équipe de Ross Homel (Homel & coll., 1997). Il s'agissait d'un programme utilisant plusieurs ressources, dont des forums communautaires, l'établissement d'un code de pratique pour les portiers et les videurs et le renforcement des lois déjà existantes, avec le concours des inspecteurs municipaux et des policiers. Le programme a été conçu en réponse à une hausse de la criminalité, dans le but de prévenir les crimes violents et le désordre public. Tout comme Avance, l'opération visait à rétablir le sentiment de sécurité des clients et des citoyens pour qu'ils puissent profiter des établissements touristiques en toute quiétude. À l'aide d'observations, les chercheurs ont pu démontrer qu'il y avait eu une baisse des niveaux d'agression et de violence observée durant l'année suivant l'implantation (1994). Également, les compagnies de sécurité chargées de contrôler le secteur ciblé ont enregistré des baisses importantes du nombre d'incidents commis durant l'implantation du programme, en comparant avec l'année précédente (1992). Enfin, la police a également observé une diminution du nombre d'assauts durant l'implantation du programme.

De tels résultats font penser à un succès, au moins à court terme. Par contre, certains ont argumenté que l'implantation du programme était un échec puisque les baisses observées n'étaient pas maintenues dans le temps. Ce rapide déclin, malgré le maintien du code, est décevant, selon les auteurs. Ils vont jusqu'à souligner que la relative quiétude observée durant l'année suivante est disparue pour refaire place à une situation similaire à celle observée avant le programme. De plus, la puissance statistique de l'évaluation est assez faible : aucun groupe contrôle n'a été élaboré (Eck, 1997). Également, les données utilisées ne sont pas des plus fiables : il est difficile d'éliminer le facteur chance des observations effectuées et il manque de rigueur dans le recensement des incidents par les compagnies de sécurité. Si les données policières sont assez fiables, leur faible fréquence rend difficile l'élaboration de conclusions solides. Enfin, les auteurs ont comparé l'année d'implantation (1993) à l'année précédente pour affirmer que le programme était un succès à court terme. Par contre, ils mentionnent également qu'une hausse de la criminalité a été observée durant les mois qui ont précédé l'implantation. Est-il possible que cette hausse ait été temporaire? Si tel est le cas, les baisses observées ont pu être simplement le produit d'une régression vers la moyenne, ou d'un retour à la normale.

Malgré ces limites, l'étude de Homel & coll. (1997) démontrent qu'il est possible (et souhaitable) d'exercer un contrôle sur les comportements des clients de débits de boisson, peu importe le moyen utilisé. Par le fait même, les auteurs ont démontré les difficultés auxquelles s'expose tout chercheur souhaitant étudier la criminalité des bars, clubs, tavernes, brasseries et autres. Les établissements de ce type ont toujours été potentiellement problématiques (Sherman, 1995) et demeurent un casse-tête pour les services de police du monde entier.

De façon générale, il est à noter que les évaluations présentées ne tiennent pas compte de l'influence de la variation de la reportabilité sur la criminalité enregistrée par la police. La reportabilité fait référence à la proportion de délits dont la police a connaissance. Il est généralement accepté que plusieurs délits ne soient pas rapportés à la police ; ce taux de reportabilité varie selon différents facteurs, comme la gravité

du crime. Certains auteurs suggèrent que ce taux pourrait varier à la hausse lors d'opérations policières proactives, c'est-à-dire les opérations où les policiers sont plus présents ou encouragent la population à rapporter les crimes (Cusson, Tremblay, Biron, Ouimet & Grandmaison, 1994 ; Farrington & Painter, 2003). Si tel est le cas, alors il est possible que la criminalité présente une hausse pour les délits ou les endroits ciblés. Par exemple, l'évaluation de Homel & coll. (1997) a analysé l'impact d'un programme de prévention en utilisant plusieurs mesures de la criminalité, dont la criminalité officielle et des observations effectuées par l'équipe de chercheurs. L'effet préventif du programme est beaucoup plus apparent lorsqu'on analyse les données d'observations plutôt que les délits signalés à la police.

4. Problématique

Plusieurs courants criminologiques ont inspiré les recherches sur l'effet préventif exercé par les opérations policières : la criminologie environnementale, la théorie des occasions criminelles de Marcus Felson et les théories du choix rationnel et de la dissuasion. Ces approches ont favorisé le développement d'un modèle d'intervention policière, la police d'endroits chauds du crime (Braga, 2001 ; Sherman, 1995). Pour simplifier, la police d'endroits chauds du crime suppose trois éléments essentiels :

- la criminalité ne se répartit pas également sur un territoire donné (Brantingham & Brantingham, 1981) ;
- les délinquants potentiels se retrouvent dans des situations favorisant le passage à l'acte, tout en vaquant à leurs activités quotidiennes (Clarke, 1983 ; Cohen & Felson, 1979 ; Felson, 2002) ;
- les délinquants potentiels sont aptes à peser le pour et le contre d'un passage à l'acte, selon la situation (Clarke, 1983 ; Cusson, 1989 ; Tittle, 2000).

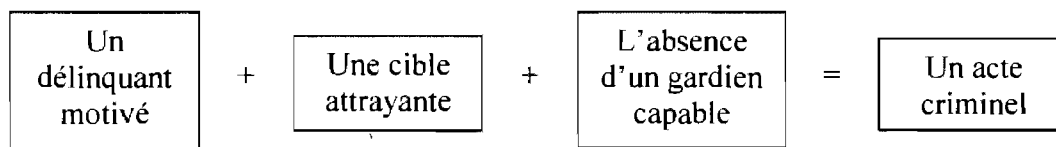
La criminologie environnementale

L'opération Avance vise spécifiquement un type d'établissements (bars, tavernes, clubs, brasseries) à l'intérieur d'un lieu défini. Ces cibles sont reconnues, souvent avec l'appui de recherches formelles, comme étant des lieux qui présentent plus que leur part de délits (Roncek & Maier, 1991 ; Sherman & coll., 1989). L'idée que la criminalité ne se distribue pas également sur un territoire n'est pas nouvelle (Brantingham & Brantingham, 1981 ; Shoemaker, 2000). L'école de Chicago s'était particulièrement intéressée à la structure de la criminalité urbaine (Shoemaker, 2000). L'apport principal des travaux de Brantingham & Brantingham a tout de même été de démontrer que le centre-ville des grandes métropoles n'est pas criminogène en soi, mais que la concentration d'opportunités criminelles y est simplement plus élevée (Braga & coll., 1999 ; Brantingham & Brantingham, 1981 ; Weisburd, 2005). Qui dit centre-ville, dit foule plus nombreuse, commerces, anonymat, etc. Les délinquants potentiels n'ont pas à être à la recherche d'une cible pour se retrouver dans une situation pré-criminelle intéressante ; ils n'ont qu'à vaquer à leurs occupations quotidiennes. En effet, les Brantingham ont démontré que les criminels commettent leurs délits à proximité de leurs vecteurs de déplacement. Par exemple, un individu se rendant au travail ou à un lieu de loisir a la possibilité d'être en présence d'une opportunité criminelle sur la route qui l'y mène. Il n'est donc pas surprenant que les endroits où la concentration de délits est la plus forte soient publics ou fortement fréquentés : intersections passantes, arrêts d'autobus, centres d'achats, bars, grands blocs d'appartements, etc. (Brantingham & Brantingham, 1981 ; Eck & Weisburd, 1995 ; Roncek & Maier, 1991 ; Sherman & coll., 1989). De plus, parmi ces lieux, il s'en trouve avec de plus fortes concentrations de criminalité que d'autres ; par exemple, à Milwaukee, aux États-Unis, une étude a trouvé que plus de la moitié des crimes commis dans des bars et tavernes avaient eu lieu dans 13% de ceux-ci (Eck & Weisburd, 1995). L'idée à retenir est donc simple : certaines places présentent une criminalité plus importante que d'autres, en termes de fréquence et de gravité, et il est possible, à l'aide de ressources techniques et humaines, de les identifier (Buerger, Cohn & Petrosino, 1995 ; Sherman & coll., 1989).

Les occasions criminelles (routine activities)

La théorie des occasions criminelles développée par Felson (2002) s'intéresse aux caractéristiques des situations, pré-criminelles ou non. En d'autres termes, la théorie des occasions criminelles étudie les éléments qui font qu'une situation facilitera le passage à l'acte délinquant. La théorie est donc étroitement liée à la notion d'opportunité criminelle (Clarke, 1983 ; Tittle, 2000 ; Weisburd, 2005). Même s'ils sont généralement présentés sous forme de triangle, les éléments-clés de la théorie constituent les termes d'une équation (Felson, 2002 ; Tittle, 2000) :

Figure 1 : Les éléments principaux de la théorie des occasions criminelles



Le premier élément, le délinquant motivé, est le plus aisé à définir de l'ensemble. Les tenants de la théorie des activités routinières ne s'y attarde que marginalement, laissant aux théories qui s'intéressent spécifiquement aux délinquants le soin d'expliquer ses motivations et ses prédispositions. Par exemple, Felson (2002) affirme que « quiconque peut être agresseur » (p.21) puis fait appel à la théorie générale du crime de Gottfredson & Hirschi pour en énumérer quelques caractéristiques. La cible attrayante peut être un objet ou une personne ; elle est évaluée du point de vue du délinquant, ce qui permet une meilleure compréhension de la situation pré-criminelle (Felson, 2002). Ainsi, la valeur perçue et la taille de l'objet à voler ou le désir ressenti face à une victime potentielle de viol ou de meurtre sont des caractéristiques importantes à la compréhension d'une situation, du point de vue de cette théorie (Tittle, 2000). Enfin, l'absence d'un gardien capable d'empêcher la commission du délit implique une quelconque présence susceptible de décourager les intentions du délinquant motivé. Les exemples qui viennent d'abord à l'esprit sont évidemment les policiers et les gardiens de sécurité. Par contre, les probabilités qu'ils

découvrent un crime sur le point d'être commis étant minimes, les gardiens les plus susceptibles d'empêcher la commission d'un acte sont plutôt des étrangers, des amis, des collègues qui, en vaquant à leurs occupations, découragent, par leur simple présence, le délinquant le plus motivé (Felson, 2002).

On peut aussi s'intéresser aux autres moyens qui peuvent être utilisés pour augmenter la difficulté associée au passage à l'acte délinquant (Clarke, 1983). Il s'agit alors de prévention situationnelle, une notion très proche de la théorie des occasions criminelles. Se basant sur le même intérêt pour le contexte criminel, des auteurs notent qu'il est possible de prévenir la criminalité en modifiant la situation (et donc, l'opportunité criminelle) avec des moyens techniques relativement peu exigeants en termes d'investissement, en comparaison avec une opération policière d'envergure, par exemple (Weisburd, 2005). Le but est de rendre la tâche plus difficile au délinquant potentiel, pour que celui-ci se décourage et abandonne ses projets criminels (Cusson, 1998). Les mesures de prévention situationnelle se classent généralement en trois catégories : 1) des mesures augmentant la visibilité des crimes, par le biais d'une augmentation de la surveillance (comme la vidéosurveillance), 2) des mesures qui diminuent la vulnérabilité des cibles, ce qui réduit les opportunités criminelles (comme les colonnes antidémarrage de certains véhicules), et enfin, 3) des mesures de contrôle environnemental éliminant les cibles potentielles du crime (par exemple, laisser peu d'argent comptant aux commis de magasins) (Clarke, 1983). La connaissance de ces notions rend l'importance des lieux plus évidente : l'apport le plus important de cette théorie est de souligner que le crime est possible s'il y a convergence, dans le temps et l'espace, entre les trois éléments mentionnés plus haut (Eck & Weisburd, 1995 ; Sherman & coll., 1989). Si un seul des éléments n'est pas présent, alors la « réaction » (le délit) ne se produira pas (Sherman, 1995). D'ailleurs, les programmes qui ont pour but de diminuer les opportunités criminelles ont des résultats majoritairement positifs : ils aident à prévenir la criminalité (Eck, 1997).

La théorie des choix rationnels et les décisions délinquantes

Si les caractéristiques d'une situation poussent un délinquant motivé à commettre ou non un crime, alors il est sous-entendu que celui-ci prend une décision. Par le fait même, il est soutenu que le délinquant est rationnel, puisqu'il base son jugement sur des justifications bien réelles. Comme le souligne Felson (2002), « le délinquant recherche le plaisir immédiat et tente d'éviter la douleur imminente » (p.37). Cette idée de calcul coûts-bénéfices date de l'époque de Jeremy Bentham et de Cesare Beccaria (18^e siècle) et a été reprise par plusieurs auteurs contemporains, dont Cornish & Clarke (1986, 1987) et Cusson (1983, 1989). À l'opposé de la croyance répandue que la criminalité serait une affaire impulsive et peu planifiée, les théoriciens du choix rationnel argumente que les crimes sont décidés à l'avance, ne serait-ce que quelques secondes avant de passer à l'acte (Felson, 2002). Ceci implique que plusieurs choix sont faits à un moment donné, selon les informations disponibles et les perceptions du délinquant potentiel. Autrement dit, ce n'est pas parce que les délinquants sont rationnels que leurs décisions sont bonnes ou optimales. Il s'agit d'une rationalité limitée (Clarke, 1983 ; Cusson, 1989).

Il est essentiel de connaître les deux côtés de la balance afin de saisir ce qui la fait pencher d'un côté ou de l'autre. Les bénéfices sont souvent faciles à comprendre : par exemple, l'agresseur sexuel comble un besoin ou un désir et le voleur retire de l'argent ou des objets de valeur, ce qui le rend plus riche. D'ailleurs, contrairement au dicton, il semble que, pour un certain temps, le crime puisse payer (Tremblay & Morselli, 2000). Il est donc logique que plus les bénéfices attendus sont élevés, plus les probabilités que l'individu passe à l'acte sont fortes (Chapman, 1976). Mais les actes criminels comportent aussi, la plupart du temps, des conséquences négatives. L'ampleur de ces conséquences attendues pourra faire reculer le délinquant potentiel. Elles peuvent prendre différentes formes, qu'il s'agisse de sanctions formelles ou informelles. Les sanctions formelles sont intimement liées à la notion de dissuasion. La crainte d'une sanction peut empêcher le délinquant potentiel de passer à l'acte, au même titre que la crainte du rejet de ses pairs ou d'une perte d'emploi, par exemple.

L'opération Avance est une opération policière qui utilise la menace ou la dissuasion pour prévenir le crime. La répression policière est caractérisée par l'usage de la force, avec l'assentiment du Code pénal, dans le but de contenir et de combattre la criminalité. Il s'agit sans doute d'un mécanisme essentiellement réactif, puisque les actions répressives surviennent après la commission du délit (il n'y a qu'à penser aux interventions anti-émeutes, qui visent à limiter les dégats, ou aux barrages routiers qui soumettent les automobilistes à des alco-tests). Mais la prévention survient afin d'empêcher la commission du délit ; comme le souligne Cusson (1983), la répression n'est que le penchant *a posteriori* de la prévention. La principale différence entre les deux est simplement l'ordre temporel, puisque le but commun est de combattre la criminalité. La possibilité, pour les services de police, d'un rôle de prévention complémentaire à la tâche reconnue de répression est donc envisageable.

Différents facteurs peuvent dissuader un individu de commettre un acte délinquant. Par exemple, Clarke (1983) souligne que des mesures situationnelles, comme la présence de clôtures ou de systèmes anti-démarrage, sont efficaces pour contrer certains types de délits. D'autres auteurs dénotent l'importance du blâme et des sanctions informelles dans la décision du délinquant potentiel (Nagin & Pogarsky, 2001 ; Tittle, 2000). La notion de dissuasion utilisée ici fera référence exclusivement aux inconvénients pénaux. En effet, ceux-ci reposent sur la coercition plutôt que sur la morale ou la perspicacité du délinquant (Cusson, 1983). Ainsi définie, la dissuasion est facilement explicitée : elle se base sur l'existence des peines et de la possibilité de les subir en cas de transgression des règles établies par le Code pénal. Les citoyens ont la possibilité de s'abstenir de commettre des délits ; dans le cas contraire, ils s'exposent aux sanctions dictées par leurs actes. Si les postulats de la théorie du choix rationnel sont justes, l'individu choisira l'option comportant le plus de bénéfices et/ou le moins d'inconvénients (Felson, 2002). Pour que la crainte soit efficace, la sanction doit donc être suffisamment contraignante pour que les bénéfices du geste posé paraissent dérisoires (Cusson, 1983).

La dissuasion comporte deux éléments principaux : la certitude, soit la probabilité qu'un délit soit puni, et la sévérité de la peine, soit la quantité de souffrance infligée par le châtement (Cusson, 1983 ; Cusson, 1998 ; Nagin & Pogarsky, 2001). Dans ce mémoire, nous nous intéressons principalement aux travaux consacrés aux mécanismes dissuasifs exercés par l'évaluation que les délinquants font de leurs risques d'arrestation, plutôt qu'aux effets dissuasifs de la sévérité des sanctions encourues ou de leur célérité. La raison en est que les études qui ont évalué l'impact dissuasif de la certitude de la peine sont beaucoup plus convaincantes que celles sur la sévérité (Cusson, 1983). La certitude, mesurée selon les taux d'élucidation, de mise en accusation ou d'incarcération, offre des résultats renouvelés d'effet négatif sur la criminalité, ce qui confirme l'hypothèse énoncée plus haut (Cusson, 1998). L'intérêt d'utiliser de tels taux pour mesurer l'efficacité de la dissuasion est clair : ils sont faciles à obtenir et s'interprètent assez simplement. Par exemple, Chapman (1976) fut l'un des premiers à démontrer statistiquement que la hausse de la probabilité d'être arrêté correspondait à une baisse du nombre de délits contre la propriété, sans toutefois avoir un effet marqué sur la prévalence des crimes contre la personne. Cet exemple est révélateur puisqu'il démontre à la fois la force et la faiblesse de plusieurs études sur la certitude des peines. Il s'agit d'abord d'une mesure simple de la certitude, même si cette mesure ne tient pas compte de l'interdépendance entre la police et le crime : le niveau de police change en fonction du taux de crimes, et vice versa (Marvell & Moody, 1996). Il n'est pas exagéré de supposer que le taux d'arrestation varie également selon certains facteurs autres que la certitude de la peine. De plus, une hausse de la certitude de la peine peut pousser les délinquants à modifier non pas la fréquence de leurs délits, mais le type et les moyens utilisés, ce qui aura également un impact sur les probabilités d'être arrêtés (Cook, 1979). D'autre part, rappelons que certains auteurs soulignent que le plus important n'est pas de hausser le risque réel mais bien le risque perçu par les délinquants potentiels (Greenberg & coll., 1983). L'efficacité des mesures modifiant la certitude des peines est donc conditionnelle à une publicité suffisante auprès de la clientèle ciblée. Nonobstant ces réserves, il reste que « toutes les mesures qui contribuent à accroître les risques d'appréhension font baisser l'activité criminelle » (Cusson, 1983, p.164).

Les effets de dissuasion peuvent être généraux ou spécifiques. La dissuasion générale fait appel à l'imagination (Cusson, 1983). Elle se réfère à l'expérience indirecte de la peine (Paternoster & Piquero, 1995), dans la mesure où la connaissance des conséquences négatives de tel délit, subies par un autre, pousse le délinquant potentiel à ne pas passer à l'acte. La crainte du châtement est donc une réaction aux menaces de sanction contenues dans le Code criminel. La dissuasion générale peut être jugée relativement efficace par la simple constatation que la majorité des gens ne commet pas de délit sur une base régulière. La littérature tend d'ailleurs à approuver cet argument. Par exemple, l'étude longitudinale de Tauchen, Witte & Griesinger (1994) démontre que le système pénal a des effets dissuasifs forts et significatifs sur les individus, en particulier ceux ayant eu peu ou aucune expérience personnelle avec la justice. Généralement, l'efficacité de la dissuasion générale se mesure par une diminution de la criminalité. Notons également que la dissuasion générale fait ressentir ses effets par le biais de mesures autres que le taux de criminalité ; par exemple, la crainte d'avoir une contravention, en plus du simple souci de sécurité, pousse les gens à porter la ceinture de sécurité à l'intérieur des voitures. Ceci a permis de diminuer le nombre d'accidents mortels dans plusieurs pays (Cusson, 1998). Un autre exemple souvent utilisé pour démontrer la valeur de la dissuasion générale et de la certitude des peines est l'évaluation des taux de crimes en temps de grève policière (Cusson, 1983 ; Cusson, 1998 ; Sherman, 1997). En effet, ceux-ci atteignent des niveaux anormalement élevés, tant pour les crimes contre la personne que pour les délits contre les biens lorsque l'intervention policière est réduite à néant (Sherman, 1997). Il est donc raisonnable de penser que la menace de la peine prévienne une certaine quantité de crimes et pousse une grande partie de la population à adopter un comportement respectueux des lois, la majeure partie du temps.

À l'autre extrémité, la dissuasion spécifique propose que les individus déjà punis éviteront de repasser à l'acte, en souvenir des conséquences négatives subies (Cusson, 1983). La dissuasion spécifique est également simple à mesurer : l'effet

dissuasif est ressenti, théoriquement, si l'individu ne récidive pas (Cusson, 1998). Par contre, il est, pratiquement, difficile de concevoir à quel point le désistement criminel est attribuable à un effet de dissuasion spécifique. Les études longitudinales révèlent un exemple de cette difficulté : certains criminels rapportent qu'après des années de carrière criminelle et, presque inévitablement, de peines diverses, ils abandonnent cette vie et rentrent dans le droit chemin. La raison de l'abandon est donc de vouloir éviter de subir un nouveau châtement pénal, ce qui correspond en tout point à la dissuasion spécifique. Selon ce point de vue, la peine aurait un effet dissuasif différé à long terme (Cusson, 1998), ce qui est statistiquement difficile à démontrer. Cet exemple pourrait également expliquer pourquoi la sévérité des peines et la dissuasion spécifique obtiennent des résultats mitigés lorsque testées empiriquement : pour les délinquants récidivistes, « peu importe qu'une mesure ponctuelle soit plus ou moins sévère, plus ou moins thérapeutique, ce qui compte, c'est l'action conjuguée des conséquences négatives d'une vie dans le crime. » (Cusson, 1998, p. 82). La peine est donc un double investissement : à long terme, si untel est puni, il sera lui-même empêché de recommencer (dissuasion spécifique) et, à court et moyen terme, son exemple servira à motiver d'autres individus de s'abstenir de passer à l'acte (dissuasion générale).

La traditionnelle séparation entre la dissuasion générale et la dissuasion spécifique a également été remise en question. Même si cette dichotomie avait déjà été mise en doute (Cusson, 1983), il a fallu attendre un article de Stafford & Warr (1993) pour réellement ébranler cette conception. Ils considèrent, en premier lieu, que la distinction entre dissuasions générale et spécifique devrait plutôt se faire sur la base de l'expérience directe ou indirecte des individus avec le châtement. L'expérience directe fait alors référence à la dissuasion spécifique tandis que l'expérience indirecte se rapporte à la dissuasion générale. Ils constatent alors qu'il existe trois types d'individus : 1) les gens qui n'ont jamais commis de délits et n'ont donc jamais été punis (aucune expérience directe), 2) les gens qui ont commis des délits sans conséquence et 3) ceux qui ont commis des délits et qui ont été punis. De cette façon, ils intègrent une notion nouvelle à la dissuasion : l'évitement, ou le fait

de commettre un délit sans qu'il y ait conséquence légale. Cette notion permet d'appliquer le conditionnement opérant au domaine de la criminologie. Le conditionnement opérant suggère que le comportement est déterminé par un mélange de renforcements et de punitions. Plus un comportement est récompensé (en termes de fréquence ou de quantité), plus les probabilités qu'un individu recommence sont élevées ; à l'inverse, plus un comportement est puni, moins l'individu sera porté à recommencer. Les châtiments légaux, qu'il s'agisse d'emprisonnement, d'amende ou autres, sont des formes de punitions ; l'évitement des conséquences négatives est un renforcement. Stafford & Warr indique qu'il est possible que l'évitement des conséquences ait un rôle autant sinon plus important que le châtiment dans le choix du délinquant potentiel. Si un individu a commis un vol qualifié sans se faire prendre, il a de fortes chances de recommencer, même si son expérience indirecte (dissuasion générale) lui indique qu'il pourrait se faire attraper. En concevant la dissuasion de façon traditionnelle, les théoriciens ne considèrent que le côté « coûts » du choix rationnel fait par les délinquants potentiels. L'évitement de la peine ouvre la voie à la perspective négligée que la criminalité puisse être associée à des gains importants et que ces bénéfices puissent agir comme renforcement du comportement criminel. La reconceptualisation de Stafford & Warr permet donc d'intégrer la notion de bénéfices à la doctrine dissuasive.

La conception de la dissuasion en termes d'expériences directe et indirecte permet également à Stafford & Warr de proposer que les deux puissent être complémentaires. En effet, il est possible que l'individu soit guidé dans ses choix par un mélange d'expériences positives ou négatives et directes ou indirectes. Par exemple, considérons un individu ayant commis un vol de voiture sans conséquence légale. Selon Stafford & Warr, on peut considérer qu'il a vécu une expérience directe d'évitement des conséquences. De son point de vue, ses chances d'être puni pour ce type de délit sont assez faibles. Par contre, s'il rencontre d'autres individus ayant commis ce même délit et ayant subi, par exemple, une peine d'emprisonnement, il pourra revoir à la hausse ses risques, à partir de cette expérience indirecte du châtiment. Le risque perçu associé à la commission du délit est alors fonction des

expériences personnelles et de celles des autres avec la punition ou l'évitement de celle-ci (Paternoster & Piquero, 1995). Un autre avantage de cette conception est alors la compatibilité de la dissuasion avec plusieurs théories, dont celles de l'apprentissage et des associations différentielles (Stafford & Warr, 1993).

Pour résumer, l'opération d'Avance illustre le modèle d'intervention qu'on rattache au « hot spot policing » (la police des endroits chauds). En effet, l'opération Avance démontre un intérêt particulier de la part du SPVM pour la criminalité, jugée préoccupante, des établissements de divertissement de Montréal. En accord avec plusieurs auteurs, les responsables de l'opération ont constaté que certaines conditions présentes dans ces établissements étaient favorables au passage à l'acte (Homel & Clark, 1994 ; Roncek & Maier, 1991 ; Sherman, 1995). En particulier, le SPVM a voulu pallier à l'absence d'un gardien capable d'abord en augmentant la présence policière à l'intérieur et aux alentours des établissements, puis en sollicitant la collaboration des gérants, employés et différents tenanciers. De la même façon, en respectant les principes de la prévention situationnelle (Clarke, 1983), le SPVM a tenté de réduire les opportunités criminelles en augmentant les risques réels d'appréhension par le biais d'une surveillance accrue des endroits ciblés. Il est intéressant de noter que l'efficacité d'Avance repose sur la perception du risque par les délinquants potentiels et que la relation entre risque perçu et risque réel est relativement faible (Greenberg & coll., 1983). Il ne suffit donc pas d'augmenter le risque associé au passage à l'acte délinquant pour obtenir un effet préventif intéressant ; il faut aussi, et peut-être principalement, faire savoir à tous ceux que cela concerne que le risque réel a été modifié à la hausse.

L'opération Avance est une intervention misant sur une hausse de la surveillance policière à l'intérieur et aux alentours d'établissements de divertissement servant des boissons alcoolisées, tels que les bars, clubs, tavernes et autres. De telles opérations de mobilisation exceptionnelle des forces policières concentrée sur un type

d'endroit ou de délit obtiennent généralement de bons résultats de diminution de la criminalité à court terme ; leur efficacité à long terme est, par contre, remise en question (Brodeur, 2003a ; Sherman, 1997). Le but du mémoire est donc d'offrir une évaluation de l'impact des quatre premières phases de l'opération Avance. Par le fait même, plusieurs objectifs seront visés :

- Évaluer l'impact de l'opération sur différents types de délits ;
- Évaluer l'efficacité différentielle de chacune des quatre phases de l'opération, soit l'effet dissuasif initial ;
- Évaluer l'impact de l'opération lorsqu'elle n'était plus activée, c'est-à-dire l'effet dissuasif résiduel ;
- Émettre des recommandations pour la continuation de l'opération ;
- Proposer des pistes de solution aux difficultés rencontrées lors de l'évaluation d'opérations du type d'Avance.

Chapitre 2 Données et méthodologie

1. L'opération Avance

Même si la première phase de l'opération Avance a débuté officiellement en juillet 2005, elle reprenait une formule utilisée quelques mois auparavant. Préoccupés par la criminalité qui sévissait dans les débits de boisson d'une portion du centre-ville de Montréal, les policiers du SPVM ont mis sur pied l'opération Noctuelle, en mai 2005. Ce premier volet comptait sur les policiers du poste de quartier (PDQ) 38 pour effectuer de la patrouille, sept jours par semaine, dans le secteur problématique. Pour y arriver, les policiers du poste 38 étaient appuyés par les effectifs des PDQ avoisinant, de même que par quelques policiers des services spécialisés du SPVM, au besoin. L'objectif de l'opération était de calmer le désordre public causé par la fermeture des établissements, en fin de soirée (de 22h00 à 4h30). Cette situation se traduisait par « le ralentissement de la circulation automobile, la commission de diverses infractions à savoir des méfaits, incivilités, bagarres et attroupements »³. Plus précisément, les objectifs principaux de l'opération étaient donc :

- 1- de ramener la paix et la sécurité publique sur St-Laurent par l'augmentation du sentiment de sécurité des commerçants, des citoyens, des tenanciers et des résidents immédiats du secteur ;
- 2- de diminuer le nombre d'actes de violence⁴.

De plus, les policiers ont constaté la présence d'individus armés et/ou membres de gangs de rue (GDR) qu'il devenait nécessaire de contrôler. Pour gérer la situation, l'opération utilisait donc une technique policière classique, la patrouille à pied et motorisée, de concert avec des visites administratives qui visaient à constater l'état des installations et à s'assurer de la coopération du personnel des établissements. Ces visites ciblaient spécifiquement des établissements reconnus pour

³ Plan d'action local, projet Noctuelle, SPVM, avril 2005

⁴ *Ibid.*

ne pas respecter les types de permis d'alcool et les capacités allouées, en termes de nombre de clients. Les constats et avertissements émis au sujet d'infractions comme la surcapacité et le non respect du type de permis d'alcool apparaissent comme des stratégies pour atteindre un objectif plutôt que comme une fin en soi ; ce qui dérangeait le service de police, ce n'était pas tant l'infraction pénalisée que ses conséquences. Comme le souligne Macintyre & Homel (1997), la concentration d'inconnus dans un endroit restreint comme les établissements servant des boissons alcoolisées est associée à un haut taux d'événements violents. Les visites administratives semblent donc, *a priori*, une bonne stratégie pour réduire le nombre d'incidents violents à moyen terme.

Ainsi, Noctuelle était une opération circonscrite, qui visait à modifier à long terme une problématique précise, principalement à l'aide du personnel d'un seul PDQ. Les différentes phases de l'opération Avance se distinguent de Noctuelle sous certains aspects. D'abord, Avance I, II et III, contrairement à Noctuelle, impliquaient la coopération active de plusieurs PDQ, en plus de celle de quelques enquêteurs et membres de la division du renseignement criminel. Les objectifs restent les mêmes, mais cette fois, la priorité est mise sur la diminution des événements violents impliquant des membres de gangs de rue. Géographiquement, l'opération cible toujours plusieurs établissements de la rue St-Laurent, mais étend son territoire aux rues Ste-Catherine et Crescent, pour Avance I, et à l'ensemble du territoire pour Avance II et III. Les phases d'Avance misent davantage sur la patrouille motorisée, puisque le territoire à couvrir est plus grand. L'opération Avance (I, II et III) est plus répressive que préventive ; même si les policiers continuent à faire des visites administratives, l'objectif avoué de l'opération est à plus court terme et vise à procéder à l'arrestation d'individus ciblés membres de gangs. Enfin, de façon attendue, les policiers impliqués dans Avance ne proviennent pas nécessairement des PDQ concernés. Malgré tout, étant données les similarités et la proximité temporelle, Noctuelle et Avance (I, II et III) seront considérées, dans le cadre de ce mémoire, comme quatre phases d'une même opération. La figure 2 présente l'ordre temporel des phases de l'opération.

Figure 2 : Calendrier de l'opération Avance

Janvier 2005	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
			Noctuelle			Avance I			Avance II		
Janvier 2006	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
					Avance III						

L'opération Avance est une initiative qui visait à rehausser la visibilité de la police et à augmenter les risques objectifs associés au crime. Plus les policiers font sentir leur présence, par le biais de patrouilles et de visites administratives, plus les délinquants potentiels se sentent surveillés. De la même manière, les tenanciers des établissements ciblés se sentant plus concernés seraient plus enclins à inciter leurs employés à être plus vigilants et moins tolérants face aux actes délinquants commis à l'intérieur des installations. De cette manière, les artisans d'Avance visent une diminution de la criminalité, au moins pour la durée de la période d'activité de l'opération. Une opération de ce type correspond au modèle de police d'endroits chauds du crime (*hot spots policing*) qui a connu d'importants développements au courant des deux dernières décennies. Le présent travail offre une évaluation de l'impact de l'opération Avance qui se base sur ces concepts.

Ainsi, ce mémoire vérifiera si l'opération correspond à une baisse de la criminalité à l'intérieur des établissements ciblés, tel qu'attendu (Cusson & coll., 1994 ; Sherman, 1997). De plus, comme mentionné plus haut, l'évaluation sera en mesure de déterminer si l'opération a atteint ses objectifs, c'est-à-dire si le nombre de délits violents a diminué pendant et après l'opération. Comme le projet d'évaluation a été initié après le début des interventions et vu les limites de moyens et de temps, il ne sera pas possible d'évaluer l'impact de l'opération sur le sentiment de sécurité des résidents et des commerçants de la région. Par contre, le mémoire permettra de rendre compte de l'impact sur le niveau de criminalité, qui est un des déterminants essentiels de ce sentiment, car qui dit diminution de la criminalité, dit augmentation de la sécurité objective.

2. Stratégie d'analyse

L'évaluation proposée remplit deux fonctions : premièrement, évaluer l'impact de l'opération, afin de faire ressortir les points forts et les points faibles de chacune des phases. Ainsi, il sera possible d'émettre des recommandations pour la continuation de l'opération, afin d'en maximiser le rendement. Deuxièmement, l'évaluation effectuée permettra de mettre en évidence certaines limites associées à l'évaluation de l'impact d'une opération policière sur la criminalité officielle, c'est-à-dire les délits qui font l'objet de rapports d'événements dûment recensés par les services de police. La stratégie d'analyse est donc présentée en deux temps.

Dans un premier temps, la stratégie d'analyse utilisée pour l'évaluation de l'impact de l'opération sera basée sur les quatre éléments fondamentaux d'une évaluation, présentés par Cusson & coll. (1994).

1- *La fixation d'au moins deux périodes d'analyse*

Comme il l'a déjà été mentionné, l'évaluation se fondera sur les statistiques officielles afin de déterminer si l'opération coïncide avec une diminution de la criminalité dans les établissements ciblés. Pour arriver à émettre un verdict, les données d'avant l'opération (période contrôle), c'est-à-dire de janvier 2000 à mars 2005, seront comparées avec celle des périodes pendant et après (périodes expérimentales), respectivement de avril 2005 à septembre 2006 et de octobre 2006 à avril 2007. Il sera alors possible de déterminer si l'opération a eu un effet dissuasif initial et/ou un effet dissuasif résiduel (Sherman, 1990). Il est à noter que l'utilisation d'une période « après » assez courte est justifiée par différents éléments. D'abord, le facteur temps : au moment de la rédaction, il n'a pas été possible d'obtenir les données pour les mois suivant avril 2007, puisqu'elles étaient alors en traitement. Cette limite présume donc que l'effet dissuasif résiduel sera limité ou de courte durée, comme le suggèrent Sherman & Rogan (1995).

Également, le commencement d'une opération de vidéosurveillance sur la rue St-Laurent, à la fin du mois de mai, aurait de toute façon compliqué l'évaluation. Enfin, de l'avis même des policiers, l'effet d'une opération de ce type se fait surtout ressentir au moment de son activation et s'estompe relativement rapidement.

2- L'identification et le dénombrement systématique du ou des délits qui serviront de critère pour mesurer l'effet du programme

Cet élément ne pose pas de réel problème, puisque les données officielles seront utilisées. Les délits ayant fait l'objet d'un rapport d'événement sont tous recensés dans la base de données utilisée, sans exception. Ils seront analysés selon le type, via trois catégories, ce qui permettra de vérifier l'impact différentiel de l'opération sur chacune : les délits contre la personne, contre la propriété et initiés par la police. Il n'en reste pas moins que le chiffre noir, ou la quantité de délits commis mais non signalés au service de police, est un problème (voir la section sur la reportabilité). Comme le mentionne Homel & Clark (1994), les délits reliés à l'alcool sont susceptibles d'être moins rapportés à la police, ce qui fait que la quantité de délits commis à l'intérieur des bars et recensés par la police représente une fraction indéfinie de la criminalité réelle. L'augmentation de la présence policière est susceptible de faire augmenter le nombre de délits rapportés ou simplement constaté par les policiers sur les lieux. Cette situation est un des aspects majeurs traités dans ce mémoire qui sera développé dans la section Analyse et résultats.

3- La description de l'intervention et de sa mise en œuvre

Cet élément est possiblement le plus problématique des quatre. Comme le projet d'évaluation a été initié à la fin de la quatrième phase, il n'a pas été possible de proposer un recensement systématique des visites effectuées. Il n'a pas non plus été possible d'effectuer des observations de la réalité sur le terrain. Par contre, le

SPVM a fourni tous les documents nécessaires à l'évaluation, c'est-à-dire les énoncés de mission, les rapports et les bilans des quatre phases. Ces documents ont permis de dresser un portrait approximatif de l'implantation du traitement. De plus, il a été possible de discuter de l'opération avec un de ses responsables, ce qui a clarifié certains points et a confirmé la plupart des éléments contenus dans les rapports. Cette rencontre a donc permis de valider le portrait qui avait été dressé à partir des documents et d'orienter l'interprétation des résultats.

4- *Les données comparatives*

L'opération visait un type d'établissement spécifique, les débits de boisson. Par contre, l'ensemble des établissements n'a pas été visité. En fait, les trois premières phases visaient les établissements d'une portion assez restreinte du centre-ville de Montréal et la quatrième phase a agrandi le territoire ciblé, sans toutefois couvrir tous les établissements. Ainsi, tous les établissements qui n'ont pas fait l'objet d'une visite administrative au courant d'au moins une phase de l'opération sont considérés comme non ciblés. Selon les informations disponibles, ces établissements n'ont fait l'objet d'aucune modification de la surveillance policière durant les périodes expérimentales, ce qui en fait le groupe contrôle. L'étude des données concernant ces établissements permettra d'établir la tendance de la criminalité à l'intérieur de leurs murs, sans influence externe. Ainsi, il sera possible de déterminer le niveau de criminalité auquel on aurait pu s'attendre dans les établissements ciblés, si l'opération n'avait pas eu lieu.

En résumé, l'évaluation de l'impact de l'opération sera fondée sur des comparaisons avant/pendant et avant/après de la criminalité officiellement enregistrée par le SPVM, pour des groupes contrôle et expérimental. Il y a donc lieu de s'attendre à ce que la criminalité des établissements ciblés subisse une diminution relative, si l'opération a eu un effet dissuasif notable (Cusson & coll., 1994 ; Farrington & Painter, 2003).

Dans un deuxième temps, certaines difficultés conceptuelles et méthodologiques rencontrées lors d'évaluations du même type que celle-ci seront examinées. En particulier, les effets des changements de taux de reportabilité seront explorés. Selon cette hypothèse, les opérations misant sur la présence policière accrue, comme Avance, auront comme conséquence partielle une hausse (ou même une diminution) de la proportion de délits rapportés à la police dans les endroits ciblés (Farrington & Painter, 2003). Ainsi, il est possible d'affirmer prématurément qu'une opération n'a pas eu d'effet dissuasif, même si de telles conclusions sont inexactes. Il est donc essentiel d'explorer l'impact des taux de reportabilité sur la criminalité enregistrée par la police.

Ce mémoire fait suite à une demande du SPVM pour l'évaluation de l'opération Avance. Un premier rapport a d'ailleurs été présenté en 2006, de façon à améliorer la formule et à conduire le volet Avance 2007 (Tremblay, Charest & Boivin, 2006). Les résultats de cette première évaluation étaient satisfaisants mais plusieurs lacunes ont rendu une deuxième évaluation nécessaire. Premièrement, les questions de déplacement et de diffusion des bénéfices n'ont pas été explorées. Deuxièmement, les analyses du premier rapport ne tenaient pas compte des effets de saisonnalité. Troisièmement, des postulats ont été utilisés sans qu'ils aient été démontrés. Par exemple, l'utilisation de l'estimation de l'ethnicité de la clientèle fait l'objet d'une argumentation mais n'est pas appuyée par des calculs. Quatrièmement, le rapport s'est basé sur des erreurs de codification qu'il a été nécessaire de corriger. Finalement, le rapport suggère qu'il est nécessaire de contrôler l'effet de la reportabilité sur la criminalité signalée à la police, sans appuyer cet énoncé avec des analyses et sans démontrer cette nécessité.

3. Les données

Le mémoire portera sur la relation entre l'activité policière intense découlant de l'opération Avance et son impact sur la criminalité à l'intérieur des établissements.

Il est donc nécessaire d'avoir une mesure de ces deux variables-clés. Pour y arriver, le SPVM a fourni l'accès aux bilans et aux rapports rédigés avant, pendant et après chacune des phases de l'opération. Ceux-ci ont permis de déterminer le niveau d'intervention dans les établissements ciblés. Ces rapports ont été rédigés par les officiers responsables de l'opération, à partir de leurs propres constatations et des notes prises par l'équipe sur le terrain. En ce qui concerne la mesure de la criminalité des établissements, il s'agit des crimes rapportés à la police et qui ont fait l'objet de rapports d'événements. De cette manière, il a été possible de retracer l'ensemble des délits commis à l'intérieur des établissements et rapportés à la police de janvier 2000 à avril 2007, inclusivement. Quelques remarques sont ici nécessaires :

- Seuls les délits dûment attribués à des établissements servant des boissons alcoolisées ont été comptabilisés. Les rapports d'événements comportent en effet une section où le type d'endroit où a eu lieu le délit doit être défini. Par conséquent, les analyses portent sur l'ensemble des bars, pubs, clubs, resto-bars, brasseries, tavernes et lounges reconnus comme débits de boisson par les policiers du SPVM. Il est possible que ces catégories regroupent également certains restaurants ou cafés, dans la mesure où leur vocation principale est le service de boisson alcoolisée. Il est également possible que certains délits n'aient pas été associés à un type d'endroit ; ces délits sont alors considérés manquants et n'entrent pas dans les analyses.
- Par conséquent, les analyses ne portent que sur les établissements qui ont été le théâtre d'au moins un événement rapporté à la police, de janvier 2000 à avril 2007. Il est donc possible que ce qui est traité comme l'ensemble des établissements soit en fait une fraction assez élevée du nombre réel d'établissements de divertissement à Montréal. Ces faits ont peu d'impact sur les analyses. Deux explications peuvent justifier l'absence de ces établissements dans les analyses : premièrement, il est possible que l'absence de délits soient la conséquence du fait que l'établissement ait été fermé la majeure partie de la période à l'étude, ce qui aurait mené de toute façon à ignorer ses données. Deuxièmement, et peut-être principalement, un établissement ne générant aucune

criminalité en 88 mois est, à toutes fins pratiques, inexistant pour le SPVM. Pas de délit passé signifie bien peu de choses à prévenir.

- Les analyses portent sur la criminalité associée spécifiquement à un établissement. Il s'agit donc, dans la très grande majorité des cas, des délits ayant eu lieu à l'intérieur des établissements. Il est évident que des délits peuvent débiter à l'intérieur d'un établissement et connaître leur dénouement à l'extérieur (le meilleur exemple est probablement la bagarre, dont on invitera les protagonistes à « aller faire ça ailleurs »). Ces délits n'ont pas été comptabilisés, pour la simple raison qu'il n'était pas possible de les attribuer à un établissement en particulier. Par exemple, sur une portion de la rue St-Laurent, il y a 29 établissements servant des boissons alcoolisées. Auquel des établissements doit-on attribuer une bagarre enregistrée au coin de la rue Prince-Arthur?
- La procédure d'attribution des crimes a été la suivante : les délits sont enregistrés à une adresse spécifique, dans les rapports d'événements. À partir de cette liste, les adresses ont été associées aux noms des établissements connus et possédant un permis d'alcool. Après ce premier tri, les délits dont l'adresse se rapprochait de celle d'un établissement existant ont été jumelés. Ainsi, si une adresse (ex : 101 rue St-Laurent) ne correspondait à aucun établissement connu mais se rapprochait d'une adresse existante (ex : 103 rue St-Laurent), le délit était attribué à cet établissement, dans les limites du bon sens. Cette procédure a fait en sorte que 218 délits ont dû être rejetés car leur adresse ne correspondait ni ne se rapprochait suffisamment de celle d'aucun établissement connu.
- L'espérance de vie de ce type d'établissements est assez limitée. Ainsi, certains établissements ont ouvert ou fermé leurs portes au courant de la période d'étude. D'autres ont changé de nom pour rouvrir à la même adresse. Ces cas ont été considérés indépendamment, selon le contexte. Parfois, le délai entre la fermeture d'un établissement et sa réouverture sous un autre nom était suffisamment court pour qu'on ne note aucun changement. De plus, au niveau individuel, le nombre de crimes rapportés par la police par mois étant assez faible, la fermeture d'un seul de ceux-ci ne créait pas de changement notable à un niveau agrégé. Tout de même, les établissements ayant définitivement fermé durant la période à l'étude

ont été éliminés des analyses. Enfin, pour faciliter l'analyse, une adresse X correspondait à un seul nom, dans nos données. Cette façon de faire n'influence en rien les résultats, puisque la vocation et la clientèle des établissements sont relativement stables, peu importe l'affiche. La possibilité qu'un établissement ait ouvert ou fermé définitivement au cours de la période n'est tout de même pas exclue, bien que plusieurs précautions aient été prises.

- Finalement, les bilans et rapports des différentes phases d'Avance contenaient une description des établissements ciblés. La plupart des établissements étaient recensés sous leur nom, sans adresse. La liste des cibles a été intégrée aux données de la criminalité sur la base des noms d'établissements, en utilisant plusieurs déclinaisons de ces noms. De cette façon, le bar Chez Max a pu être présenté, dans les bilans, comme Max, Chez Max, Max's, Max's bar, pub Max, Max lounge, etc. Également, certains établissements avaient changé de nom entre la période de l'opération et la période de rédaction du mémoire. Dans ces cas, les recoupements ont été faits dans la mesure du possible ; malgré tout, cinq établissements mentionnés dans les rapports et bilans de l'opération n'ont pu être retracés.

Pour résumer, les analyses du présent travail portent sur les boîtes de nuit qui 1) sont présentes sur le territoire du SPVM, 2) sont ouvertes au public, 3) ont été le théâtre d'au moins un délit rapporté à la police durant la période à l'étude et 4) ont été ouvertes pendant la majeure partie de la période à l'étude. Les crimes analysés sont ceux qui ont été attribués à une adresse qui correspondait à un établissement dûment enregistré comme tel.

D'autre part, un entretien a été dirigé avec un policier du SPVM responsable de l'opération Avance. Cette rencontre avait pour but de vérifier l'exactitude des informations recueillies dans les rapports et bilans consultés. Également, elle a permis d'orienter l'interprétation des résultats, tant par la description de la situation vécue par la personne interviewée que par ses impressions face à l'impact de l'opération. Aussi, la rencontre a permis de lier les phases à l'étude avec celle en cours au

moment de la rédaction –et donc, exclue de l'évaluation. Par le biais des modifications et des recommandations formulées au début de la nouvelle phase, certaines limites et contraintes des phases précédentes ont été mises en évidence. D'ailleurs, un autre policier rencontré de façon informelle qui avait travaillé durant Avance III a confirmé la plupart des dires du responsable. Ces rencontres donnent une nouvelle dimension à l'évaluation, puisqu'elles offrent des impressions et des opinions auxquelles les statistiques utilisées ne permettent pas l'accès.

4. Description des variables

L'analyse présentée utilisera plusieurs variables :

Le nombre de délits

Comme l'objectif du mémoire est de vérifier l'impact des interventions d'Avance sur la criminalité des établissements, les variables dépendantes concerneront évidemment la criminalité des établissements. Trois types de délits seront spécifiquement analysés :

- 1- Les crimes contre la personne : Il s'agit des crimes ayant pour cible une ou plusieurs personnes. Ils regroupent différents délits, dont l'homicide (incluant les tentatives et les conspirations), les voies de faits, les agressions sexuelles, les menaces de mort, les enlèvements, les séquestrations et les vols qualifiés. Bien que ces délits soient différents les uns des autres, ils ont un point commun : ils visent tous à heurter l'intégrité physique d'une ou des personnes, soit par le biais de blessures physiques ou psychologiques, soit par la restriction de la liberté. Au total, 4227 crimes de ce types ont été enregistrés par le SPVM durant la période à l'étude, dans les établissements de divertissement de Montréal, pour une moyenne d'un peu plus de 5 délits par établissements.

- 2- Les crimes contre la propriété : Il s'agit des crimes ayant pour cible la propriété publique ou d'autrui. Cette catégorie regroupe : les incendies criminels, les vols de tous genres (sans violence physique envers autrui), les introductions par effraction, le recel, les fraudes et les méfaits. Il s'agit de la catégorie de crimes la plus courante, avec 5672 délits enregistrés au cours de la période à l'étude, pour une moyenne de 6,8 délits par établissements.

- 3- Les crimes initiés par la police : Pour contrôler les effets de reportabilité, une des stratégies suggérées est d'utiliser la variation des délits initiés par la police. Il s'agit d'infractions pour lesquelles il n'y a pas nécessairement de victime(s) bien définie(s), comme c'est le cas pour l'homicide ou le vol, par exemple. Un agent de la paix doit donc constater une infraction et la juger assez importante pour qu'elle fasse l'objet d'un rapport d'événement. Il peut s'agir de bris de conditions de probation ou d'infraction aux règlements municipaux, aux lois provinciales ou fédérales, comme servir des boissons alcoolisées à des personnes mineures ou dépasser la capacité légale, en termes de clients, à l'intérieur de l'établissement. Il peut également s'agir d'infractions dites « sans victime », comme la prostitution et la vente ou la consommation de drogues. Les infractions initiées par la police peuvent faire l'objet de dénonciation de la part des citoyens, mais l'intervention d'un policier est nécessaire pour qu'il y ait délit. 2405 infractions de ce type ont été enregistrées par le SPVM, de janvier 2000 à avril 2007, inclusivement.

Les cibles

Les cibles de l'opération Avance ont été déterminées à partir des rapports et bilans officiels émis par les superviseurs de l'opération. Chacune des phases a fait l'objet d'un bilan plus ou moins détaillé des interventions d'Avance. Le rapport de Noctuelle est le plus complet, peut-être parce qu'il s'agit de la première et de la plus courte phase de l'opération. Ce rapport recense toutes les visites et les arrestations effectuées, selon la date. Un établissement ciblé est un lieu qui a fait l'objet d'au

moins une visite administrative au courant de la période concernée. Les visites plutôt que les arrestations sont utilisées, puisqu'il s'agit d'une action proactive initiée uniquement par la volonté des policiers, au contraire des arrestations, qui peuvent faire suite à un appel au 911 (numéro des services d'urgence). Treize arrestations, dans 7 établissements, et 80 visites, dans 30 établissements, ont été effectuées lors de cette phase. Les bilans d'Avance I, II et III sont également assez détaillés, même si l'ensemble des visites n'a pas été recensé. Le rédacteur utilise parfois la formulation suivante pour désigner le travail effectué durant telle semaine : « Jour 1, trois établissements ont été visités ». Ces mentions n'ont pas été comptabilisées, puisque aucune indication sur l'établissement visé n'était donnée. Les établissements nommés ont été considérés comme les cibles, tout en gardant à l'esprit que le nombre de visites recensées était en dessous du nombre réel. Ainsi, pour Avance I, quatre arrestations ont été effectuées par les policiers affectés à Avance, de même que 14 visites dans 11 établissements. Pour Avance II, le compte est de 12 arrestations et de 111 visites, dans 44 établissements. Finalement, pour Avance III, 12 arrestations et 54 visites ont été effectuées dans 34 établissements.

L'estimation de l'ethnicité de la clientèle

L'opération Avance visait directement les personnes fréquentant les établissements ciblés ; indirectement, leur cible s'étendait à l'ensemble des personnes qui fréquentaient ce type d'établissements régulièrement, durant les périodes d'activation d'Avance, conformément à la notion d'exemplarité restreinte. De plus, les énoncés de mission du SPVM ne font aucun doute, les individus d'origine haïtienne, ayant des antécédents judiciaires et entretenant des liens avec les gangs de rue connus de Montréal étaient spécialement ciblés. Logiquement, il est correct d'affirmer que ces individus fréquentaient des établissements semblables. De la même façon, il est plausible de croire qu'ils fréquentaient des établissements prisés par les individus de leur groupe d'âge, ayant des intérêts communs et, possiblement, la même origine ethnique.

Pour ces raisons, l'ethnicité de la clientèle des établissements a été analysée. À partir des informations regroupées sur les rapports d'événements, il a été possible de déterminer le pourcentage de personnes noires impliquées dans les incidents recensés par la police. Ce ratio a été obtenu en divisant le nombre de personnes noires impliquées –soit comme suspect, prévenu, témoin ou victime- par le nombre total de personnes impliquées. L'utilisation de cette estimation est à la fois due à un choix et à une contrainte. En effet, les rapports d'événements comportent, sous la rubrique « Origine ethnique », trois choix : blanc, noir ou autre. Les catégories blanc et autre ont semblé trop facilement sujettes à des erreurs de jugement et d'interprétation pour être analysées séparément : par exemple, une personne ayant des traits européens et asiatiques fait-elle partie des personnes blanches ou autres? De plus, il était impensable d'aller observer la composition de la clientèle de chacun des 841 établissements à l'étude et ce, pour chacune des journées de la semaine et chacune des thématiques offertes. En prenant le ratio de personnes noires impliquées dans des événements recensés par la police comme estimation du ratio de personnes noires qui fréquentent les établissements, on prend pour acquis que les deux sont proportionnels. De cette manière, il a été trouvé que les établissements sont fréquentés, en moyenne, par 15% de personnes noires. Rien n'indique que les personnes noires qui fréquentent des établissements du type ciblé aient plus de probabilités d'être impliqués dans des événements recensés par la police. Même s'il est légèrement supérieur, ce ratio correspond assez bien à la proportion de personnes noires impliquées dans des incidents, tout lieux confondus (13,2%⁵) et à la proportion de personnes noires parmi les habitants de Montréal (13,6%) (Statistique Canada, 2005)⁶.

L'étiquetage « Gangs de rue »

Depuis plusieurs années, les policiers qui complètent un rapport peuvent cocher la mention « Relié aux gangs de rue », si pertinent. Cette mention permet d'accélérer le processus de communication de l'information aux groupes spécialisés

⁵ Pour la période allant de janvier 2006 à avril 2007.

⁶ Recensement de 2001, 458 330 personnes noires sur un total de 3 380 645 habitants.

concernés. Par contre, l'étiquette « Gangs de rue » est assez peu utilisé et ce, sans l'encadrement de critères précis. Résultat, des événements réellement reliés aux gangs de rue ne sont pas classés comme tel, en raison, par exemple, d'un manque de connaissance de l'utilité de cette mention. À l'inverse, comme l'étiquette « Relié aux gangs de rue » n'est pas bien définie, certains délits peuvent se voir apposer cette étiquette de façon erronée. L'étiquette signifie-t-elle que l'incident a été commis par un membre de gang ou que la victime est un membre de gang, distingue-t-elle les conflits entre gangs de rue et les conflits personnels entre membres? Quoi qu'il en soit, de janvier 2000 à avril 2007, 216 délits commis dans le type d'établissement à l'étude ont été reliés à des gangs de rue. Ces délits ont été commis dans 110 établissements différents. Malgré les limites énoncées, il sera intéressant d'analyser les délits reliés « officiellement » aux gangs de rue, ne serait-ce que pour vérifier la validité de la mesure. En effet, un des objectifs principaux de l'opération Avance était de contenir la progression des gangs de rue sur le marché relié aux bars et clubs du centre-ville ; les bars ciblés –et par le fait même, présumément fréquentés par les gangs de rue- présentent-ils plus de délits reliés aux gangs?

Les mentions

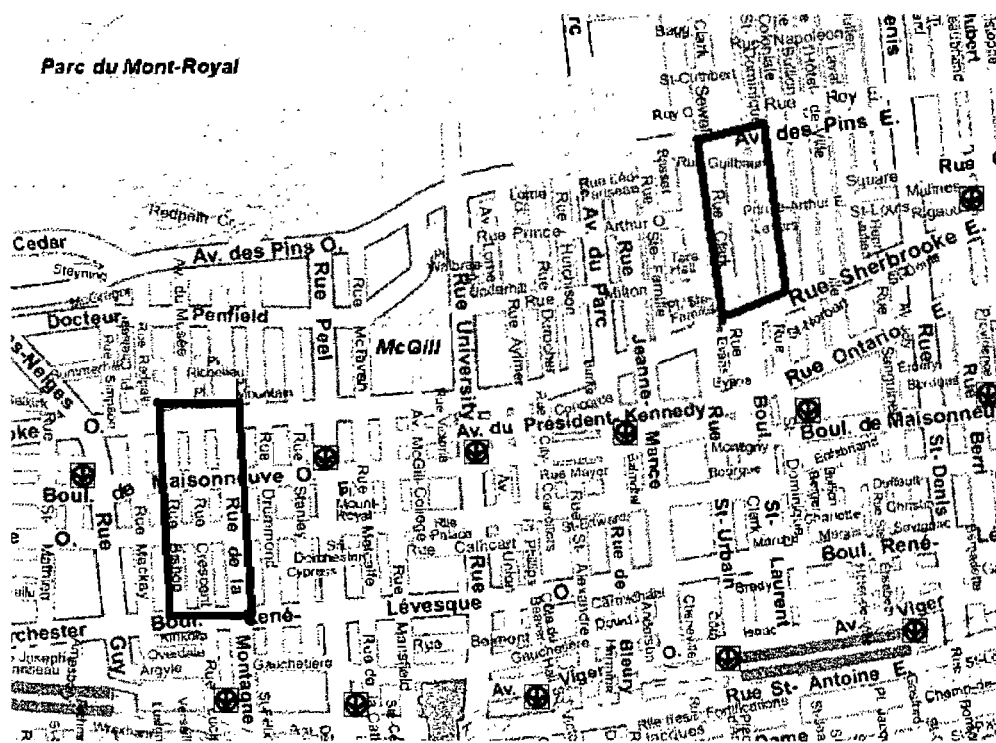
Les rapports concernant les phases I et II d'Avance contenait une liste d'endroits à surveiller, dictée par les cadres et les services spécialisés du SPVM. Émises avant le commencement des phases, ces listes retraçaient des cibles prioritaires à visiter et à contrôler de façon intensive. La mention d'un endroit sur ces listes devait, théoriquement, lui garantir un traitement intensif. Au total, 19 établissements ont été désignés comme des cibles prioritaires : 10 avant la phase I et 13 avant la phase II. Remarquons que certains établissements ($n = 4$) ont été mentionnés comme prioritaires pour les deux phases.

L'emplacement

L'opération Avance va dans le sens de la police d'endroits chauds du crime. Ce concept est basé, entre autres, sur la concentration des délits sur le territoire (Brantingham & Brantingham, 1981). À Montréal, certaines rues et certains quadrilatères comportent plusieurs établissements de divertissement et représentent donc, *a priori*, des endroits chauds. Les trois premières phases de l'opération Avance visaient presque exclusivement des établissements situés sur la rue St-Laurent, entre les rues Sherbrooke (au sud) et Des Pins (au nord). Étant donnée la proximité des rues à l'est et à l'ouest de St-Laurent, la zone ciblée par le personnel d'Avance a été élargie à tout ce qui se trouve entre Clark (à l'ouest) et St-Dominique (à l'est). 29 établissements situés dans ce quadrilatère (qui représente une superficie d'environ 0,11 km carré) répondaient aux critères de l'étude, c'est-à-dire qu'ils étaient classés par le SPVM comme des établissements de divertissement servant des boissons alcoolisées et qu'ils avaient été le théâtre d'au moins un délit depuis janvier 2000.

Une autre partie du centre-ville de Montréal est reconnue pour sa vie nocturne : la rue Crescent. D'une longueur de 0,62 km, elle s'étend du boulevard René-Lévesque, au sud, jusqu'à la rue Sherbrooke ouest, au nord. 25 établissements du type à l'étude y sont situés. En considérant, comme pour le quadrilatère autour de la rue St-Laurent, une rue à l'est (De la Montagne) et une à l'ouest (Bishop), on obtient 20 établissements de plus, pour un total de 45. À titre de comparaison, le quadrilatère autour de la rue Crescent couvre environ 0,15 km carré. La figure 3 présente l'emplacement des deux quadrilatères.

Figure 3 : Emplacement des deux quadrilatères



Cette carte permet de constater la distance (plus d'un kilomètre et demi) qui sépare les deux zones. Ainsi, il n'est pas exagéré de supposer que la diffusion des bénéfices de l'opération, s'il y a lieu, sera minime pour les établissements situés dans le quadrilatère entourant la rue Crescent, d'un point de vue purement géographique.

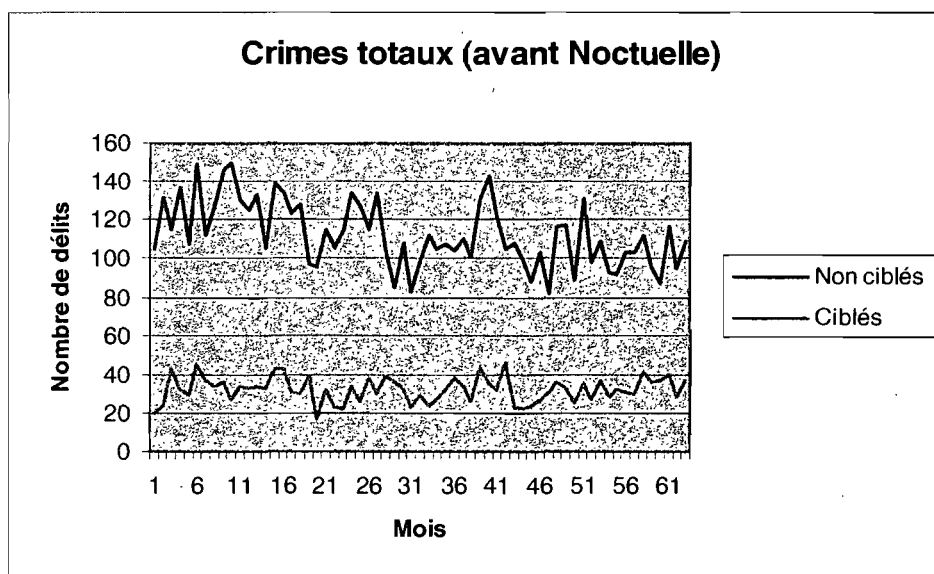
Chapitre 3 : Analyse et résultats

L'opération Avance était une opération qui visait à gérer efficacement une problématique dans les établissements de divertissement servant des boissons alcoolisées. En effet, selon le SPVM, la violence et la criminalité associée aux gangs de rue avait pris une telle ampleur qu'il était nécessaire de les contrôler, par le biais d'une présence répressive accrue. L'intervention policière s'est particulièrement faite sentir lors de visites administratives dans plusieurs établissements ciblés ; en plus de solliciter la collaboration du personnel de l'établissement, les policiers pouvaient alors constater des infractions techniques, qualifiées ici de délits initiés par la police, qui n'auraient pas été détectées autrement. Dans le présent chapitre, l'opération Avance sera évaluée de deux points de vue. D'une part, la pertinence de l'opération, c'est-à-dire mesurer si la situation des établissements ciblés justifiait l'investissement de telles ressources humaines et monétaires. D'autre part, l'impact de l'opération sur la criminalité à l'intérieur des établissements, ou vérifier si l'opération a atteint ses objectifs de prévention de la criminalité.

1. La pertinence de l'opération

La plupart des auteurs s'entendent pour dire que les opérations policières qui ont des objectifs précis et qui sont bien planifiées sont vouées au succès (Sherman, 1997). Avant même d'évaluer l'impact d'une opération, quelques chercheurs proposent même d'évaluer la pertinence de celle-ci (Gendron, 2004 ; La Penna, 1998 ; La Penna, Tremblay & Charest, 2003). La pertinence est ici définie comme le fait d'être appropriée ou justifiée, selon le contexte présent lors de la mise sur pied de l'opération. Dans le cas de l'opération Avance, il s'agit de la situation antérieure au début de l'opération, soit avant avril 2005. Les données utilisées pour ces analyses vont donc de janvier 2000 à mars 2005, inclusivement. Certaines opérations sont la réponse à une augmentation ponctuelle de la criminalité (La Penna, 1998 ; Sherman, 1990). La figure 4 illustre l'évolution de la criminalité, avant l'opération.

Figure 4 : La criminalité dans les bars et débits de boisson, de janvier 2000 à mars 2005⁷



L'opération Avance ne semble pas avoir été une réponse à une augmentation de la criminalité. En effet, une certaine stabilité ou une légère tendance à la baisse est même observable pour l'ensemble des crimes et pour les crimes contre la personne, tant dans les établissements ciblés que non ciblés. D'ailleurs, le SPVM mentionne, dans les documents qui concernent Avance, que l'opération vise à mieux gérer une problématique déjà existante mise en évidence par la refonte des territoires des PDQ, en 2004⁸. L'opération n'est donc pas nécessairement due uniquement à un changement important de la situation, même si différents événements violents très médiatisés survenus au début de l'année 2005 ont pu influencer la perception des décideurs⁹. L'absence de hausse soudaine de la criminalité dans les mois qui ont précédé l'opération, telle que démontrée à la figure 4, n'est, par conséquent, pas surprenante.

⁷ La distribution des crimes contre la personne suit la même évolution, à peu de choses près.

⁸ Plan d'action local, projet Noctuelle, SPVM, avril 2005

⁹ Plan d'enquête, projet Avance, SPVM, juillet 2005

L'opération est-elle injustifiée pour autant? Les bars et autres débits de boissons demeurent des endroits chauds du crime, vu la quantité importante de délits qui y est commis (Sherman & coll., 1989). Aussi, les documents du SPVM font état d'objectifs visant une clientèle précise et un type de délits spécifique. Ainsi, l'opération a pu se baser sur divers éléments pour cibler certains établissements et éventuellement atteindre ses objectifs. Ces éléments font référence à des caractéristiques de la clientèle et des établissements. Entre autres, le nombre de délits commis et la fréquentation par des membres de gangs de rue sont les critères principaux énoncés par le SPVM pour la détermination de leurs cibles. D'ailleurs, les relations entre les cibles prioritaires mentionnées par les services spécialisés et le nombre de délits, total et attribués aux gangs, sont significatives ($p < 0,01$) et dans le sens attendu. D'autre part, comme les gangs de rue ciblés sont constitués en majorité de personnes d'origine haïtienne, il est normal que la relation entre les mentions et la proportion de personnes noires parmi les clients des établissements soient aussi significative ($p < 0,01$). Les cadres et les services spécialisés ont donc ciblé les établissements en fonction de leur niveau de criminalité et de leur clientèle.

Quels ont été les critères utilisés par les patrouilleurs pour déterminer les établissements à visiter? Le tableau 1 résume les éléments décisifs et leur poids relatif dans la balance décisionnelle.

Tableau 1 : Modèles de régression logistique pour la période janvier 2000-mars 2005

	Modèle 1 Ciblé (au moins 1 visite)	Modèle 2 Ciblé 1 visite	Modèle 3 Ciblé 2 visites ou +
N	841	817	781
Constante	-3,450	-3,518	-5,723
Nombre de délits total	1,021**	1,019**	1,019*
Établissement étiqueté GDR (O/N)	4,242**	3,341**	14,620**
Estimation de l'ethnicité de la clientèle	3,138	2,992	1,633
Cibles officielles (mentions) (O/N)	14,336**	11,290**	19,196**
Quadrilatère St- Laurent (O/N)	38,263**	30,808**	100,088**
Chi-carré	159,063	85,382	108,137
Nagelkerke pseudo-R carré	0,384	0,261	0,554
% de bonnes prédiction	91,8%	92,5%	97,7%
Signification du modèle	0,000	0,000	0,000

*significatif à 0,05 ; **significatif à 0,01

Les trois modèles obtiennent des pseudo-R carrés forts ou modérés-forts. Le modèle 1 inclue tous les établissements et les distingue selon qu'ils aient été visités ou non durant une des quatre phases. Le modèle 2 distingue les établissements qui ont été visités au cours d'une seule phase de ceux qui n'ont jamais été visités. Finalement, le modèle 3 distingue les établissements qui ont été visités au cours d'au moins deux phases de ceux qui n'ont jamais été visités. Tous les modèles obtiennent des valeurs différentes mais l'ordre de grandeur reste le même.

Les établissements ciblés étaient-ils turbulents?

Dans les modèles de régression, seul le nombre de délits total a été utilisé. Ceci s'explique par la très forte corrélation qui existe entre les types de délits¹⁰. Autrement dit, de façon générale, les établissements qui présentent un haut niveau de crimes contre la personne présenteront également un haut niveau de criminalité contre les biens. Il y a toutefois lieu de s'intéresser quand même à la distribution des types de délits, étant donné que la corrélation n'est pas parfaite.

Comme attendu, un premier facteur déterminant est la quantité de délits commis. Vu les résultats du tableau 1, plus un établissement a été le théâtre de délits, plus il est susceptible d'avoir été ciblé par les policiers d'Avance. Cette affirmation est également vérifiable en comparant les moyennes des groupes. Les établissements ciblés ont présenté un plus grand nombre de délits que les établissements non ciblés (24,6 délits par établissement vs 9,5 délits), une différence significative ($p < 0,01$). Logiquement, plus un établissement a été ciblé, plus le nombre de délit qui y ont eu lieu était élevé ; les établissements visités lors d'une seule phase présentent une moyenne de 22,6 délits alors que ceux visités lors d'au moins deux phases ont une moyenne de 29,3 délits. Ces constatations sont également vérifiables pour tous les types de délits, pris individuellement. Les moyennes de délits sont à l'inverse de la gravité perçue, c'est-à-dire que les délits contre la propriété sont plus fréquents que les délits contre la personne, sauf pour les établissements les plus ciblés. En effet, pour ces établissements, visités lors de deux phases ou plus, la situation est inversée. Le SPVM a donc fait un bon travail d'analyse, puisqu'il a ciblé des établissements où la criminalité était plus importante et qu'il a mis l'emphasis sur les établissements plus violents, conformément à ses objectifs.

¹⁰ Les corrélations entre le nombre total de délits et le nombre de crimes contre la personne ($\rho = 0,791$), le nombre total de délits et le nombre de crimes contre la propriété ($\rho = 0,796$) et le nombre de crimes contre la personne et le nombre de crimes contre la propriété ($\rho = 0,439$) sont toutes significatives ($p < 0,01$) et positives.

Les établissements ciblés étaient-ils fréquentés par des gangs de rue?

Le nombre de délits commis dans les débits de boisson et attribué formellement aux gangs de rue est assez peu élevé : de janvier 2000 à mars 2005, 114 délits de cette nature ont été recensés (1,2% de l'ensemble des délits). Par contre, il y a lieu de croire qu'il y a plusieurs faux négatifs, c'est-à-dire que des délits effectivement commis par des membres de gangs n'ont pas été classés de cette façon. L'explication est probablement très simple : la classification qui est utilisée dans ce mémoire est celle qui est faite au moment de la rédaction du rapport d'événement. La relation entre le délit et les gangs de rue est plus susceptible d'apparaître lors de l'enquête effectuée après coup.

Selon cette logique, les délits étiquetés GDR sont un échantillon du total de délits attribuables aux gangs. Si cet échantillon est une estimation acceptable du phénomène, alors il est possible de qualifier les établissements qui ont été le théâtre d'au moins un délit attribué aux gangs comme étant des établissements fréquentés, à un moment ou l'autre, par des membres de gangs de rue. Ainsi, 69 établissements ont été fréquentés par des GDR entre janvier 2000 et mars 2005, dont 22 établissements ciblés.

L'étiquetage « fréquenté par des gangs de rue » est un facteur déterminant pour la détermination des cibles, selon les trois modèles du tableau 1. Au moins un délit attribué aux gangs avait été rapporté dans plus du quart (31,9%) des établissements ciblés par les policiers lors de l'opération, avant le début de la première phase. La relation entre les cibles et les établissements fréquentés par les gangs est forte et dans le sens attendu ($\phi = 0,341$; $p < 0,01$). Il demeure qu'aucun délit attribué aux gangs n'a été rapporté dans la majorité (68,1%) des établissements visités, ce qui appuie l'hypothèse des faux négatifs. Par contre, il est également possible de croire que les patrouilleurs aient modifié les cibles dictées par leurs supérieurs et qu'ils se soient basés sur d'autres critères. Le fait que 78,9% des établissements prioritaires mais que

seul 31,9% de ceux ciblés par les patrouilleurs aient été fréquentés par des GDR, selon les informations disponibles, démontre cette hypothèse.

Le SPVM a-t-il fait preuve de profilage racial injustifié dans la détermination des cibles de l'opération?

L'estimation de l'ethnicité de la clientèle est la seule variable qui n'est pas significative pour les trois modèles du tableau 1. La probabilité d'être ciblé est d'environ 1,01 par 1% d'augmentation¹¹. La proportion de personnes noires parmi les clients des établissements ciblés est tout de même environ deux fois plus élevée que pour les établissements non ciblés (28% vs 13%). Elle est encore plus importante lorsqu'on observe les établissements mentionnés par les services spécialisés (39%). La relation entre les cibles et la composition ethnique de la clientèle est d'ailleurs significative ($p < 0,01$). Par contre, ces données sont une conséquence indirecte du ciblage fait par le SPVM : les établissements ciblés sont fréquentés par des membres de gangs de rue qui sont d'origine haïtienne et qui causent une criminalité préoccupante. Comme ils fréquentent les mêmes endroits que leurs semblables non criminalisés, ces établissements deviennent des endroits surveillés par la police. Ainsi, les cibles sont effectivement des établissements fréquentés par une plus grande proportion de personnes noires, pas parce que la police fait du profilage racial injustifié, mais parce que les membres des gangs de rue ciblés les fréquentent. La relation positive, modérée et significative ($\rho = 0,292$; $p < 0,01$) entre l'estimation de l'ethnicité de la clientèle et le nombre total de délits démontre donc que les établissements ciblés sont préoccupants en raison du niveau de criminalité qui y est produit –qui est possiblement un produit de la présence des gangs- et non pas de la composition ethnique de leur clientèle.

¹¹ Le coefficient rapporté dans le tableau 1 est en fait la probabilité d'être ciblé par augmentation de 100%. Ainsi, la probabilité par 1% est la racine centième du coefficient, soit 1,012 pour le modèle 1, 1,011 pour le modèle 2 et 1,005 pour le modèle 3.

L'opération Avance a-t-elle couvert le territoire de façon uniforme?

Les plans d'intervention pré-opération ont été faits en regroupant des informations des quatre grands centres opérationnels du SPVM ; chaque unité a donc pu énoncer les établissements qu'elle jugeait problématiques. D'ailleurs, les distributions des établissements mentionnés ne font pas ressortir une concentration des forces policières dans un territoire particulier, à l'exception de la phase Noctuelle, qui était une initiative fondamentalement locale.

Par contre, les 4 établissements mentionnés mais qui n'ont pas été visités par les policiers lors des phases d'Avance se distinguent par leur emplacement. Ils ne sont pas situés à l'intérieur des quadrilatères des rues Crescent ou St-Laurent, définis dans la section Méthodologie. Ils ne sont pas non plus situés le long du trajet allant de l'un à l'autre. Le tableau 1 démontre que l'emplacement des établissements est le critère le plus important dans la détermination des cibles sur le terrain. Les établissements situés dans le quadrilatère St-Laurent avaient beaucoup plus de chances d'être ciblés que les autres. En fait, 19 des 29 (65,5%) débits de boisson du quadrilatère ont été visités par des policiers lors d'au moins une des phases d'Avance. De plus, les cinq établissements les plus visités, au total, étaient soit situés à l'intérieur du quadrilatère ($n = 2$) soit à moins d'un kilomètre du quadrilatère. D'autre part, le quadrilatère contenait 9 des 24 (37,5%) établissements ciblés plus d'une phase et 10 des 60 (16,7%) établissements ciblés une seule phase. Il n'est donc pas exagéré d'affirmer que le quadrilatère St-Laurent était un endroit très ciblé non seulement par Noctuelle, mais également par Avance I, II et III.

Il en a été tout autrement pour le quadrilatère Crescent. Des 45 établissements qui y étaient situés, seulement 3 (6,7%) ont reçu la visite des policiers d'Avance. Les établissements situés dans ce quadrilatère constituent un maigre 3,6% de l'ensemble des cibles de l'opération. Pourtant, plusieurs de ces établissements sont préoccupants, du moins au niveau statistique. Effectivement, 2 des 5 établissements ayant le plus grand nombre de délits rapportés à la police avant Noctuelle sont situés dans le

quadrilatère Crescent –aucun dans celui de St-Laurent, le plus problématique étant classé au 23^e rang. La moyenne de délits par établissements est même plus élevée pour les établissements de Crescent que pour ceux de St-Laurent (16,49 vs 13,72). Par contre, seuls les établissements du quadrilatère St-Laurent sont significativement liés au nombre total de délits. De plus, si les proportions de personnes noires parmi la clientèle sont comparables, les établissements fréquentés par des gangs de rue sont beaucoup plus nombreux dans le quadrilatère St-Laurent (24,1% vs 8,9%). Dans le même ordre d’idée, la clientèle des établissements du quadrilatère Crescent est en grande partie anglophone alors que celle de St-Laurent est surtout francophone, à l’image des membres de gangs ciblés par l’opération. En concentrant leurs efforts sur les établissements du quadrilatère St-Laurent, les policiers affectés à Avance ont ciblé adéquatement le type d’établissement et la clientèle susceptibles d’intéresser les gangs de rue qui étaient spécifiquement visés par cette opération.

Cette concentration des effectifs n’est pas vraiment problématique puisque les analyses faites plus haut en ont validé la pertinence ; par contre, elle pourrait avoir comme conséquence de concentrer aussi l’effet dissuasif de l’opération. La possible diffusion du message à laquelle on aurait pu s’attendre de la part des clients et des employés des établissements perd de son impact. Ce n’est plus un type d’établissement qui est globalement visé par l’opération, mais bien un type d’établissement à l’intérieur d’un territoire bien défini. Les clients et les tenanciers d’établissements semblables situés à l’extérieur du quadrilatère St-Laurent avait donc objectivement peu de raisons de craindre l’intervention policière : leurs établissements ne correspondaient qu’à une seule des deux conditions. Il est toutefois possible que le décalage entre la certitude objective et la certitude perçue, de même que les périodes d’activation relativement courtes (moins de quatre mois par phase) aient joué en faveur de l’opération. Les principaux intéressés, les délinquants potentiels, n’ont possiblement pas eu le temps de constater la concentration des forces sur le territoire. Si tel est le cas, l’effet dissuasif a pu être intact. Par contre, il s’agit d’une hypothèse à double tranchant ; il est également possible qu’ils n’aient pas eu

connaissance d'une quelconque hausse de la certitude des peines, tous établissements confondus...

2. L'impact apparent de l'opération Avance

L'opération Avance visait donc à prévenir une criminalité assez bien établie dans un ensemble d'établissements réputés pour être réfractaire au contrôle extérieur. Des visites « de courtoisie » et des interventions rapides ont eu lieu, accompagnées d'une plus forte dose de présence policière à l'intérieur mais surtout aux alentours des établissements. Ceci a eu pour effet d'augmenter la certitude objective des peines. L'opération a-t-elle suffi pour faire passer ce message dissuasif? Bien que les établissements aient d'abord été ciblés en fonction de leur attrait pour les membres de gangs de rue, par le biais de l'emplacement et de la clientèle, les policiers-patrouilleurs ont plutôt opté pour les établissements problématiques, au niveau de la criminalité rapportée. Ainsi, une portion du territoire s'est rapidement retrouvée plus visitée que le reste, ce qui pourrait avoir eu comme effet de concentrer l'effet dissuasif.

Criminalité observée et criminalité attendue

Traditionnellement, il est attendu qu'une opération policière efficace ait pour effet une baisse, au moins temporaire, du niveau de criminalité aux endroits ciblés (Brodeur, 2003b ; Sherman, 1990 ; Sherman, 1997). Les opérations qui engendrent une hausse ou une stagnation de la criminalité sont considérées comme des échecs par la plupart des observateurs. Pour évaluer l'opération Avance, différentes analyses ont été conduites, toujours dans le but d'en mesurer le plus justement l'impact. Deux stratégies ont été élaborées à partir des fréquences des crimes. La première consiste en la comparaison des mois d'activation avec les mêmes mois des années précédentes. Cette manipulation a pour effet de contrer les effets saisonniers qui influencent la criminalité des débits de boisson à Montréal¹². Les données avant

¹² Voir Annexe 1 pour la représentation graphique de ces effets

l'opération permettent d'évaluer le niveau attendu de criminalité pour chacun des mois. De cette manière, l'opération sera jugée efficace si le niveau de délits observé est inférieur à celui attendu, dans les établissements ciblés. Le tableau 2 présente ces données.

Tableau 2 : Les criminalités attendue et observée des établissements ciblés lors de l'opération Avance

Ciblés	n = 84				
Phase	Mois	Crimes observés	Crimes attendus (2003-2004)	Écarts de prédiction (2003-2004)	Écarts de prédiction avec tendance (2003-2004)
Noctuelle	Avril 2005	37	31	19,4%	35,5%
	Mai 2005	34	35,5	-4,2%	10,9%
	<i>Sous-total</i>	71	66,5	6,8%	22,4%
Avance I	Juillet 2005	31	27,5	12,7%	18,2%
	Août 2005	38	26,5	43,4%	50,3%
	Septembre 2005	40	27	48,1%	43,4%
	<i>Sous-total</i>	109	81	34,6%	37,3%
Avance II	Octobre 2005	36	34	5,9%	23,5%
	Novembre 2005	41	33,5	22,4%	4,9%
	Décembre 2005	27	36,5	-26,0%	-14,7%
	<i>Sous-total</i>	104	104	0,0%	4,6%
Avance III	Juin 2006	20	37	-45,9%	-18,3%
	Juillet 2006	21	27,5	-23,6%	10,7%
	Août 2006	27	26,5	1,9%	1,9%
	Septembre 2006	32	27	18,5%	20,1%
	<i>Sous-total</i>	100	118	-15,3%	0,8%
Total		384	369,5	3,9%	13,9%

La colonne crimes observés est la quantité de délits effectivement commis dans les établissements. La colonne crimes attendus (2003-2004) est la moyenne de délits commis pour les mois correspondant de 2003 et 2004. Cette période a été sélectionnée car 2000 et 2001 ont été des années particulièrement fastes en ce qui a trait à la criminalité dans ces établissements. Par exemple, 2000 et 2001 ont permis de recenser respectivement 1189 et 1050 crimes dans les établissements non ciblés alors

que 2004 en a compté seulement 894. La moyenne de 2003 et 2004 donne probablement un portrait plus exact de la situation¹³. Il est à noter que les établissements ont été notés, pour ces analyses, de façon dichotomique (ciblé ou non), en raison du niveau relativement bas de criminalité mensuelle par établissements. De cette façon, les surestimations d'effet attribuables aux faibles valeurs sont minimisées.

À partir de ces données, il est possible d'appliquer la formule suivante, utilisée, entre autres, par Ouimet & Tremblay (1996) et Lemieux (2003).

$$\text{Importance relative des écarts de prédiction} = \frac{[(\text{crimes observés} - \text{crimes attendus}) / \text{crimes attendus}] \times 100}{\text{(tirée de Lemieux, 2003, p.65)}}$$

Les calculs effectués sont aussi présentés dans le tableau 2 et démontrent des résultats surprenants. Contrairement à ce qui était attendu, la tendance de la criminalité des établissements ciblés est à la hausse, avec quelques baisses exceptionnelles. La première baisse, en mai 2005, est équivoque ; en prenant la criminalité attendue (2000-2004), il s'agit d'une hausse de 0,5 délit, alors qu'avec les données 2003-2004, il s'agit d'une diminution de 1,5 délit. D'une manière ou l'autre, il s'agit de résultats modestes, qui font penser à une certaine stabilité. La seconde diminution est plus intéressante. Comme elle survient à la fin des trois phases qui ont eu lieu en 2005, elle fait penser à un effet dissuasif accumulé de Noctuelle, Avance I et Avance II. Par contre, il est décevant de constater que les efforts de 8 mois de travail de la part des policiers du SPVM n'auraient mené qu'à une réduction de 10 délits (0,1 délit par établissement). D'ailleurs, la valeur de cette diminution est annulée par les hausses constatées durant les 7 autres mois d'activation de l'opération, un total de 42 délits...

¹³ Les calculs ont également été effectués avec les moyennes de 2000 à 2004. Ils sont présentés à l'annexe 2.

Le portrait 2006 est plus encourageant : les deux premiers mois d'activation d'Avance III se sont soldés par une diminution totale de 23,5 délits, dans les établissements ciblés. Il s'agit là d'un résultat à la fois satisfaisant et prévisible. La motivation des policiers étant maximale en début d'opération, il est attendu que les premières semaines soient plus productives. En se basant sur Sherman (1990; 1997), ces résultats sont la démonstration d'un effet dissuasif initial intéressant. Par contre, les résultats des mois d'août et septembre viennent jeter de l'ombre sur ce constat, puisqu'ils présentent une hausse totale de 5,5 délits. Le bilan global d'Avance III est tout de même une diminution de 18 délits par rapport à ce qui était attendu en se basant sur les niveaux de 2003 et 2004.

Le bilan partiel de l'impact de l'opération est donc décevant. Au total, l'opération a engendré, durant les mois d'activation, une hausse de 14,5 délits (3,9%) par rapport au niveau attendu. Trois des quatre phases de l'opération ont démontré des niveaux de criminalité supérieurs ou égaux à ceux attendus, en se basant sur le niveau des deux années précédentes. Par contre, à l'image de plusieurs évaluations antérieures, ce bilan ne tient pas compte de la tendance présente dans les établissements non ciblés, qui n'a rien à voir avec des interventions policières. Dans ce cas-ci, la tendance observée dans les établissements non ciblés peut s'expliquer par différents facteurs plus ou moins définis, sur lesquels il était difficile d'avoir un contrôle¹⁴. Par contre, il est raisonnable de penser que la tendance observée dans les établissements non ciblés –qui n'ont subi, selon les informations disponibles, aucune modification de la surveillance policière- soit également présente dans les établissements ciblés. L'effet réel de l'opération ne serait donc observable qu'en soustrayant la tendance générale des écarts de prédiction analysés précédemment¹⁵. Cette manipulation donne les résultats de la dernière colonne du tableau 2.

Ces résultats confirment les conclusions citées plus haut. L'effet combiné des phases Noctuelle, Avance I et Avance II est une diminution de 14,7% de la

¹⁴ Les données des établissements non ciblés sont présentées à l'annexe 3.

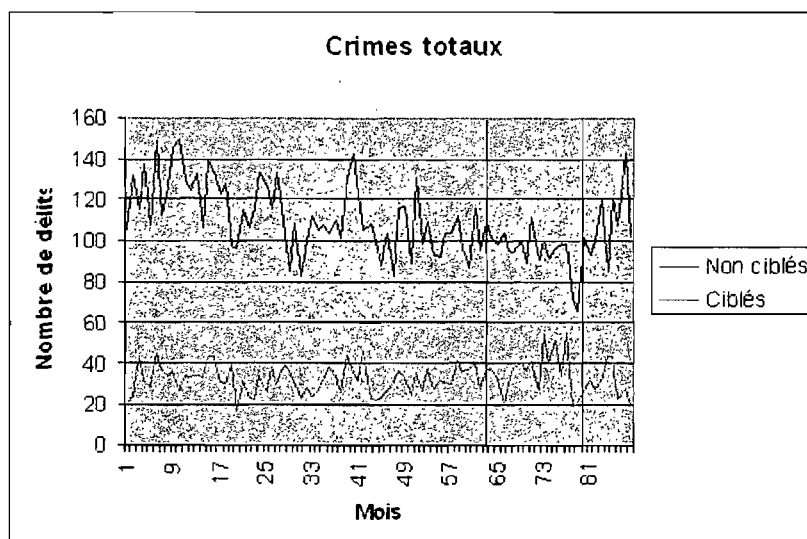
¹⁵ Autrement dit : Effet réel de l'opération = Écart de prédiction des établissements ciblés – Écart de prédiction des établissements non ciblés (tendance)

criminalité (environ 5,4 délits par rapport à 2003-2004) en décembre 2005. Il faut de nouveau mettre en perspective ces résultats puisqu'ils s'accompagnent de hausses totales de 52,9 délits durant les 7 autres mois d'activation, en 2005. Le bilan global des trois phases d'Avance qui ont eu lieu en 2005 est donc une hausse de 47,4 délits (ou 0,6 délit par établissement). L'effet dissuasif initial de l'opération pour 2005 n'est donc pas apparent, selon ces analyses. Pour ce qui est de 2006, et donc, d'Avance III, une baisse réelle de 18,3% (6,8 délits) est notée pour le mois de juin. Par contre, les mois de juillet, août et septembre présentent des hausses, pour un total de 8,9 délits. Le bilan global d'Avance III est donc une hausse modeste de 2,1 délits par rapport à la situation de 2003-2004. L'effet dissuasif initial n'est pas non plus apparent pour la quatrième phase de l'opération.

Comparaisons avant-pendant-après

En résumé, les comparaisons entre les mois d'activation de l'opération Avance et les mois correspondant des années précédentes suggèrent un échec. En effet, une hausse totale de 49,5 délits a été constatée, simplement pour les mois d'activation de l'opération. À partir de ces données, force est de constater qu'elle a échoué dans sa tentative de diminuer la criminalité à court terme dans les établissements ciblés, comme l'illustre la figure 5, où les lignes verticales représentent les mois de début et de fin de l'opération.

Figure 5 : La criminalité dans les bars et débits de boisson, avant, pendant et après l'opération Avance (janvier 2000-avril 2007)



Par contre, une telle analyse comporte deux limites majeures. Premièrement, elle ne permet pas de rendre compte de l'effet dissuasif résiduel, c'est-à-dire de l'impact de l'opération une fois la surveillance policière revenue à un niveau normal (Sherman, 1990). Deuxièmement, elle ne tient pas compte du fait que la présence accrue de policiers dans les établissements ciblés a pu stimuler le nombre de délits signalés à la police. Pour pallier à ces limites, une deuxième série d'analyses a été conduite, toujours à partir de la fréquence des crimes. Les taux mensuels moyens de délits par établissement ont été comparés avant, pendant et après chacune des phases d'Avance. Le tableau 3 présente les résultats de ces analyses.

Tableau 3 : Moyennes mensuelles de délits par établissement, avant, pendant et après l'opération Avance

	Avant	Noctuelle	Avance I	Avance II	Avance III	Après
Crimes personnes (n)						
Non ciblé (757)	0,0503	0,0376	0,0440	0,0454	0,0393	0,0459
Ciblé (84)	0,1355	0,1548	0,1429	0,1468	0,1250	0,1293
Ciblés 1 (60)	0,1159	0,1167	0,1000	0,0944	0,1375	0,1238
Ciblés 2+ (24)	0,1845	0,2500	0,2500	0,2778	0,0938	0,1429
Crimes propriété						
Non ciblé	0,0670	0,0674	0,0594	0,0546	0,0502	0,0715
Ciblé	0,1808	0,1845	0,1984	0,1190	0,1220	0,1446
Ciblés 1	0,1860	0,2000	0,1944	0,1333	0,1167	0,1357
Ciblés 2+	0,1680	0,1458	0,2083	0,0833	0,1354	0,1667
Initiés par la police						
Non ciblé	0,0296	0,0251	0,0225	0,0251	0,0172	0,0268
Ciblé	0,0607	0,0774	0,0833	0,1349	0,0446	0,0918
Ciblés 1	0,0466	0,0500	0,0444	0,1056	0,0417	0,1024
Ciblés 2+	0,0959	0,1458	0,1806	0,2083	0,0521	0,0655
Tous les délits non initiés par la police (n)						
Non ciblé	0,1193	0,1063	0,1048	0,1026	0,0925	0,1198
Ciblé	0,3221	0,3393	0,3492	0,2778	0,2500	0,2772
Ciblé 1	0,3076	0,3167	0,3000	0,2444	0,2542	0,2643
Ciblés 2+	0,3585	0,3958	0,4722	0,3611	0,2396	0,3095

Rappelons que les délits initiés par la police sont ceux pour lesquels la présence d'un policier est nécessaire. Il s'agit souvent d'infractions techniques, comme le bris de conditions de probation, les délits reliés aux drogues, etc. Une des hypothèses de ce mémoire est que les délits initiés par la police auront une variation différente des autres types de crimes. Le tableau 3 présente une fréquence de délits moyenne peu élevée, allant d'un délit aux dix mois pour les établissements non ciblés, à un délit aux trois mois dans les établissements très ciblés. Par contre, même s'ils sont inférieurs, ils correspondent à peu de choses près à ce qui est rapporté dans la littérature, autant au niveau de la délinquance rapportée (Block & Block, 1995) que

de la délinquance observée (Homel & Clark, 1994 ; Homel et coll., 1997). D'ailleurs, Homel & Clark (1994) soulignent que quelqu'un pourrait passer de nombreuses heures dans ces établissements sans jamais être témoin d'une seule agression. Également, il est à souligner que malgré ces petites valeurs, peu d'établissements peuvent se targuer de revenir aussi souvent dans les dossiers de la police (Sherman & coll., 1989). Rares sont les adresses qui reviennent plusieurs fois par année dans les rapports d'événements criminels. De plus, il ne faut pas oublier que les délits rapportés ne sont qu'une fraction de la quantité réelle de délits commis à un endroit. Selon ce point de vue, les établissements de divertissement servant des boissons alcoolisées sont donc bel et bien des endroits chauds du crime.

Ce tableau présente d'abord l'effet de dissuasion initiale, tel que mentionné par Sherman (1990). Il faut d'abord remarquer que le taux de crime des établissements non ciblés par Avance est relativement stable, avant et après l'opération, tandis qu'on assiste à une légère baisse au cours des quatre phases. Ce taux de criminalité représente le taux sur lequel les comparaisons doivent être basées, l'équivalent d'un groupe contrôle. De façon générale, la moyenne du total de délits des établissements ciblés a connu une légère hausse durant les trois premières phases, a baissé durant Avance III, puis est presque revenu à la normale dans les mois suivant l'opération, ce qui correspond aux résultats de la première série d'analyses. En divisant les établissements ciblés en peu ciblés (1 visite) et très ciblés (2 visites et plus), des résultats légèrement différents apparaissent. Les établissements peu ciblés présentent une certaine stabilité jusqu'à Avance III, où ils connaissent une baisse. Les autres présentent une forte hausse, suivie d'une baisse lors d'Avance III et d'un retour à la normale par la suite.

Les données par type de délit sont également présentées au tableau 3. Ainsi, des mouvements différents apparaissent. Au niveau des crimes contre la personne, le groupe contrôle présente une baisse, puisque le nombre de délits pendant l'opération est toujours inférieur au niveau d'avant. Les établissements ciblés sont, pour leur part, assez stables, mais présentent tout de même une faible baisse globale. En sous-

divisant, on constate que les établissements peu ciblés sont aussi assez stables, mais que les établissements très ciblés présentent une forte hausse puis une chute drastique lors d'Avance III. D'autre part, les crimes contre la propriété sont stables, dans les établissements non ciblés. Par contre, les établissements peu et très ciblés connaissent de grandes fluctuations pendant les phases d'Avance.

Lorsqu'on compare ces deux séries d'analyse, on constate qu'elles pointent dans des directions similaires. Dans les deux cas, les établissements non ciblés présentent des niveaux de criminalité en baisse et les établissements ciblés, en hausse. Des baisses modestes apparaissent pour les établissements ciblés à la fin d'Avance II et au début d'Avance III. Le bilan demeure donc celui d'un échec global, puisque seules deux des quatre phases ont été en mesure de diminuer la criminalité et ce, durant une fraction de la période d'activation. Du point de vue de la dissuasion résiduelle (avant vs après), il n'y a pas non plus lieu de se réjouir puisque la baisse de la criminalité des établissements ciblés est comparable à celle des établissements non ciblés et, somme toute, assez modeste (-3,6% vs -1,5%).

Chose remarquable tout de même : une des hypothèses principales du mémoire semble validée par les délits initiés par la police. En effet, si les établissements non ciblés présentent des taux en baisse, les établissements ciblés démontrent de fortes hausses durant les trois premières phases. Il semble donc que la présence accrue de policiers vienne effectivement de pair avec une hausse des délits initiés par la police. Par contre, le taux de délits initiés par la police par établissement ciblé chute lors d'Avance III, ce qui suggère une baisse de l'activité policière. Il est également plausible de croire que les policiers ont continué à exercer un contrôle accru sur les établissements ciblés une fois Avance III terminée, puisque le niveau de délits initiés par la police a augmenté d'environ 50% suite à l'opération, en comparaison avec le niveau d'avant.

Rappelons que l'opération correspond non seulement à une hausse du nombre de délits initiés par la police dans les établissements ciblés, mais aussi à une baisse

dans les établissements non ciblés. Cette constatation peut signifier que les policiers ont délaissé certains établissements, pendant l'opération, au profit de ceux ciblés par Avance. D'ailleurs, le nombre de délits initiés par la police dans les établissements non ciblés a connu une hausse à la fin d'Avance III, ce qui supporte cette hypothèse. La proportion de délits rapportés à la police devrait donc également avoir diminué pendant l'opération, par rapport à la situation pré-Avance.

3. La reportabilité

Les chercheurs qui s'intéressent à la criminalité font face à un obstacle de taille dans leurs travaux : le chiffre noir. En effet, leur objet d'étude est, par définition, illégal, et les délinquants font souvent tout ce qui est en leur pouvoir pour cacher leur méfait. Ainsi, une partie significative de la criminalité reste inconnue des autorités policières. D'autre part, il est impossible pour un observateur de constater *de visu* une quantité de délits suffisante pour permettre une généralisation. D'autres contraintes évidentes l'empêchent d'être témoin de plusieurs types de délits plus graves, sous peine de voir sa propre sécurité mise en danger. Finalement, les sondages de victimisation peuvent révéler des délits que la police ignore ; il demeure que certaines victimisations sont moins faciles à dévoiler que d'autres, pour diverses raisons, une agression sexuelle, par exemple. Par conséquent, le criminologue travaille presque toujours à partir d'une estimation du phénomène criminel, peu importe le type de données utilisé.

Dans le cas présent, les données utilisées sont les rapports d'événements officiellement complétés par les policiers du SPVM. Ces données sont soumises à l'effet de la reportabilité. Le taux de reportabilité est la proportion de délits commis dont la police a effectivement connaissance ; les délits peuvent être rapportés par des citoyens, par exemple par l'entremise d'un appel d'urgence, ou par les policiers eux-mêmes, lorsqu'ils constatent une infraction. Les taux de reportabilité varient selon plusieurs mécanismes. D'abord, la gravité des crimes. De façon générale, plus un

délit est grave, plus il est probable qu'il soit rapporté à la police. Par exemple, le taux de reportabilité des homicides frôle la perfection (Levitt, 1998). Il est simple de le comprendre : d'un point de vue simplement pratique, l'homicide laisse des traces, comme un cadavre ou la disparition inexpliquée d'une personne. Aussi, les délits les plus graves sont ceux que la société réproouve le plus fortement (Cusson, 1998 ; Tremblay & coll., 2006) ; les témoins sont donc plus enclins à les rapporter aux autorités (Cusson & coll., 1994). Des considérations utilitaires orientent aussi les déclarations à la police : le vol d'objets de grande valeur est un des délits non violents les plus rapportés, simplement parce qu'un rapport policier est souvent nécessaire pour faire une réclamation aux compagnies d'assurance (Levitt, 1998). Les taux de reportabilité sont également fonction du nombre de policiers assignés à un territoire : plus de policiers signifie de plus hauts taux (Ibid.). Une explication proposée veut que plus il y ait de policiers, plus les chances d'appréhension perçues sont élevées, ce qui pousse les citoyens à rapporter les délits (Marvell & Moody, 1996). Finalement, des facteurs humains entrent également en ligne de compte, de deux façons : d'abord, les caractéristiques des victimes (ou témoins) sont importants. Par exemple, les jeunes hommes sont les moins enclins à rapporter des crimes à la police (Levitt, 1998). D'autre part, les policiers ont droit à la discrétion policière, ce qui fait que leur propension à rédiger des rapports d'événements influencera aussi le taux de reportabilité (Ibid.).

Les mécanismes énoncés ne sont que quelques exemples connus des déterminants des taux de reportabilité. Le sujet est encore trop obscur pour prétendre cerner parfaitement la situation. Par contre, en acceptant le rôle des taux de reportabilité sur les niveaux de criminalité, les chercheurs peuvent soumettre des portraits plus justes de la criminalité. La méta-analyse de Welsh & Farrington (2002) sur les caméras de surveillance illustre la situation. En effet, parmi l'ensemble des évaluations dont ils discutent, ils ont recensé 5 études qui ont démontré que l'implantation de caméras dans certaines villes avait mené à une augmentation de la criminalité pour les sites ciblés. Or, aucune explication satisfaisante n'est disponible pour expliquer ces résultats, si ce n'est qu'une plus grande proportion des délits qui

sont commis soit connue des autorités policières. Deux des auteurs cités mentionnent même que l'instauration du programme de vidéosurveillance n'a pas semblé avoir d'impact sur le crime mais a causé une augmentation du nombre de délits rapportés ou enregistrés par la police (Welsh & Farrington, 2002).

Alors, même si elles sous-estiment le phénomène, les données officielles restent un bon indicateur de la criminalité (Roncek & Maier, 1991). Par exemple, un sondage écossais a permis d'estimer à environ 50% la proportion de délits commis dans des établissements d'affaires et rapportés à la police (Burrows & coll., 2001). Les taux de reportabilité varient selon le type de délit, allant de 37% pour les crimes de violence à 85% pour les introductions par effraction. Il est probable que la proportion soit encore plus faible pour les débits de boisson (Homel & Clark, 1994). Une étude de cas menée dans un établissement montréalais a d'ailleurs estimé le taux de reportabilité général à seulement 4% et le taux de reportabilité des incidents violents à 14%¹⁶. Il n'en reste pas moins que plusieurs évaluations sont faites, du moins en partie, à partir des données officielles de la criminalité, recensées par les services de police (Farrington & Painter, 2003 ; Homel & coll., 1997 ; voir Braga, 2001 pour un survol des évaluations sur la police d'endroits chauds du crime). Par contre, plusieurs d'entre elles ne tiennent pas compte de l'influence des opérations sur les taux de reportabilité (Cusson & coll., 1994 ; Farrington & Painter, 2003 ; Welsh & Farrington, 2002). Selon leur conception, les programmes peuvent faire augmenter ou diminuer les taux de reportabilité, par exemple en incitant les gens à rapporter les délits (Cusson & coll., 1994).

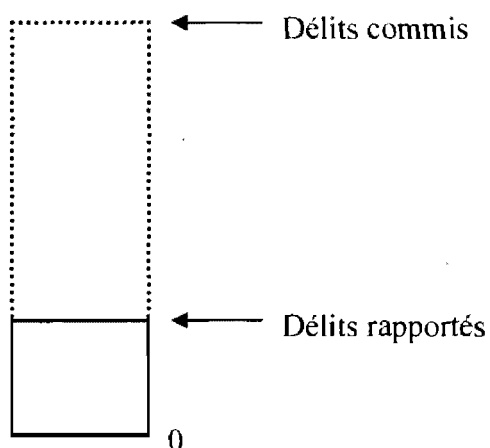
L'opération Avance, pour sa part, ne visait pas tant à jouer sur la quantité de délits connus du public qui sont rapportés à la police. Elle misait sur la présence policière pour dissuader les délinquants potentiels de passer à l'acte et incitait les policiers à faire respecter plusieurs règlements municipaux. Par le fait même,

¹⁶ Résultats partiels de l'étude de cas de Steve Geoffrion, relatés dans Tremblay, Charest & Boivin (2006).

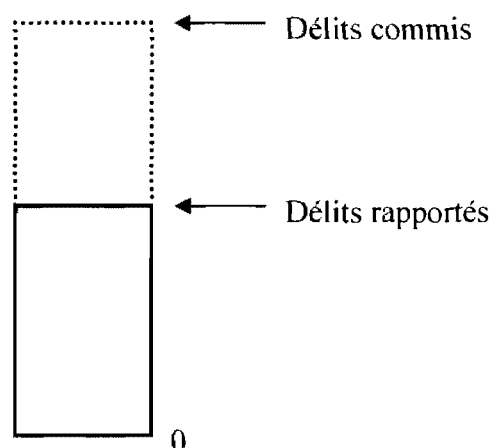
l'opération a possiblement eu comme conséquence une hausse des délits car, logiquement, plus la police est présente à un endroit, plus fortes sont les probabilités qu'elle constate des infractions à cet endroit. Une évaluation appropriée de l'opération Avance doit donc tenir compte de l'influence des taux de reportabilité sur les niveaux de criminalité enregistrés. Comme il l'a été mentionné, les taux de reportabilité constituent un défi de taille pour les chercheurs en criminologie, puisque aucun instrument de mesure simple ne parvient à les déterminer. Dans ce mémoire, une estimation sera utilisée : les variations de délits initiés par la police. Comme les établissements ciblés présentent des hausses des délits initiés par la police supérieures à celles des établissements non ciblés, il est raisonnable de penser que les taux de reportabilité ont également été modifiés à la hausse. En contrôlant pour les variations des taux de reportabilité, il sera alors possible d'estimer l'effet réel de l'opération, c'est-à-dire l'impact dissuasif global qu'elle a eu sur l'ensemble des délits. Le nombre de délits rapportés peut être en hausse dans les établissements, sans qu'il y ait pour autant une hausse du nombre réel de délits commis. Ce qui augmente, c'est la proportion de délits commis dont la police a effectivement connaissance. Par conséquent, une opération misant sur la présence policière aura pour effet apparent, entre autres, d'augmenter la criminalité des endroits ciblés, au moment de l'activation de celle-ci. La figure 6 illustre ce constat. Cette figure suppose deux établissements comparables en tous points, sauf qu'un subit le traitement (augmentation de la présence policière) et que l'autre ne ressent aucunement l'effet de l'opération (contrôle).

Figure 6 : Les délits rapportés

Établissement 1 (contrôle)



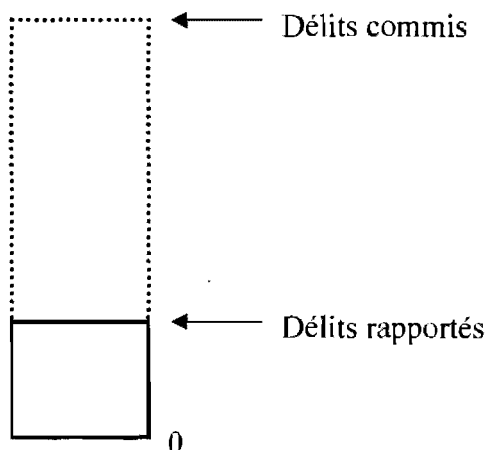
Établissement 2 (traitement)



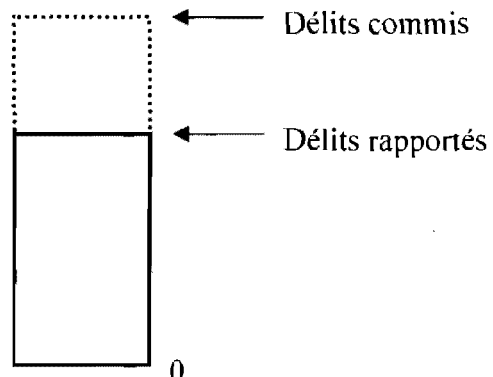
Plusieurs opérations, dont Avance, ont pour but de diminuer la criminalité. En supposant qu'elles atteignent, dans une certaine mesure, leur objectif, ces opérations auront pour conséquence une diminution de la criminalité réellement commise à l'intérieur des endroits ciblés. Combiné à l'effet sur le taux de reportabilité de la figure 6, l'impact de ces opérations peut alors être illustré par la figure 7.

Figure 7 : L'effet des opérations misant sur la présence policière

Établissement 1 (contrôle)



Établissement 2 (traitement)



Alors, même si l'opération a pu avoir un effet de diminution de la criminalité sur l'établissement 2, il est possible que le nombre de délits qui y sont rapportés soit plus élevé que pour l'établissement 1, à cause de la différence de taux de reportabilité. Ainsi, l'effet apparent de l'opération est une hausse de la criminalité (rapportée), malgré le fait que la criminalité (réelle) ait diminué.

4. Réévaluation de l'impact de l'opération Avance

Selon cette logique, il est donc possible de calculer la variation réelle de la criminalité au moment de l'opération. Il faut d'abord calculer le changement observé (en %) durant la période d'activation¹⁷, pour tous les types de délits. Supposons alors que la variation des délits initiés par la police¹⁸ soit une estimation valable de la variation du taux de délits rapportés à la police. La variation réelle de la criminalité se représente donc ainsi :

$$\boxed{\text{Variation réelle de la criminalité}} = \boxed{\text{Variation observée de la criminalité}} - \boxed{\text{Variation du taux de reportabilité}}$$

Cette formule simple permet de contrôler l'effet de hausse associée à une présence accrue de policiers à un endroit donné. À l'opposé, elle permet aussi de contrôler pour une baisse de la surveillance policière ; les analyses préliminaires ont effectivement suggéré que le nombre de délits initiés par la police –et donc, le taux de reportabilité– ait diminué dans les établissements non ciblés, au courant de l'opération. Enfin, à partir de cette même équation, il est possible de calculer l'effet réel d'opérations similaires à Avance. Si l'opération peut expliquer la totalité de la variation des établissements ciblés par rapport aux non ciblés, et que la tendance réelle des établissements non ciblés (groupe contrôle) s'applique aussi aux établissements ciblés, alors les formules suivantes sont valables :

¹⁷ (Nombre de délits pendant – nombre de délits avant) / nombre de délits avant

¹⁸ Calculée comme les autres délits.

$$\begin{aligned}
 \text{Effet réel de l'opération} &= \text{Variation réelle de la criminalité des cibles} - \text{Variation réelle de la criminalité du groupe contrôle} \\
 \\
 \text{Effet réel de l'opération} &= \left(\text{Variation observée sur les cibles} - \text{Variation sur taux reportabilité des cibles} \right) \\
 &\quad - \left(\text{Variation observée sur les non ciblés} - \text{Variation sur taux reportabilité des non ciblés} \right)
 \end{aligned}$$

Les résultats obtenus sont possiblement plus justes, non seulement car ils tiennent compte de la tendance générale observée dans tous les établissements, mais aussi car ils contrôlent les effets d'un changement d'intensité de la présence policière à un endroit. Dans le cadre d'Avance, l'application de cette équation donne les résultats suivants :

Tableau 4 : Effets de dissuasion initiale et résiduelle réels, pour les quatre premières phases de l'opération Avance (2005-2006)

	Avant- Noctuelle	Avant- Avance I	Avant- Avance II	Avant- Avance III	Avant- après
Crimes personnes (n)					
Ciblé (84)	-3,3%	-43,5%	-119,3%	-1,4%	-56,6%
Ciblés 1 (60)	3,4%	-20,7%	-150,4%	9,1%	-113,6%
Ciblés 2+ (24)	-6,6%	-64,4%	-72,1%	-23,6%	8,4%
Crimes propriété					
Ciblé (84)	-41,2%	-40,4%	-153,1%	-23,0%	-87,8%
Ciblés 1 (60)	-15,6%	-3,6%	-151,5%	-43,6%	-163,0%
Ciblés 2+ (24)	-81,1%	-77,1%	-164,3%	9,4%	14,6%
Total délits non initiés par la police					
Ciblé (84)	-26,4%	-40,8%	-137,2%	-15,4%	-75,1%
Ciblés 1 (60)	-18,8%	-14,7%	-141,7%	-31,4%	-143,5%
Ciblés 2+ (24)	-53,4%	-102,6%	-139,0%	8,8%	7,7%

Il faut d'abord noter que les calculs n'ont pas été effectués sur le total de délits, mais bien sur le total des délits non initiés par la police. Avec ces calculs, l'effet réel associé aux établissements ciblés est toujours négatif, à quelques exceptions près. De tels résultats démontrent que l'opération Avance a été un succès puisque, en tenant compte de la tendance et de la hausse de reportabilité, les moyennes de délits par établissements ont diminué pendant les périodes d'activation. L'effet réel de dissuasion initiale est tout de même positif dans trois cas : d'abord, les crimes contre la personnes lors de Noctuelle et d'Avance III sont en hausse, pour les établissements peu ciblés. De même, les crimes contre la propriété sont en hausse dans les établissements très ciblés, lors d'Avance III. La variation du taux de reportabilité peut expliquer la situation. Noctuelle présente le plus faible nombre de délits initiés par la police dans les établissements ciblés lors de cette phase. S'agit-il d'un indice de faible intensité de l'opération? Si tel est le cas, la hausse lors d'Avance III peut s'expliquer de la même manière, puisque le nombre de délits initiés par la police a alors diminué de moitié, par rapport à Avance II. Il ne faut pas oublier, par contre, que cette situation ne se reflète pas sur les autres types de délits. Tout de même, les résultats sur le total des délits non initiés par la police, pour tous les

établissements ciblés, peu importe le niveau, sont négatifs (à l'exception d'Avance III), ce qui démontre que l'opération a eu l'effet désiré.

Le tableau 4 nous indique également que les établissements les plus ciblés sont aussi ceux où les baisses du nombre réel de délits ont été les plus importantes, lorsque comparées aux établissements peu ciblés. De nouveau, quelques exceptions compliquent l'analyse. Les crimes contre la personne et le total des crimes lors d'Avance II, ainsi que les crimes contre la propriété et le total des crimes pour Avance III, présentent des baisses moins importantes que pour les établissements peu ciblés. En plus de la variation du taux de reportabilité, cette situation peut s'expliquer par certaines limites des analyses. En effet, les nombres absolus sont relativement petits. Par conséquent, de petites variations, en nombre absolu, peuvent avoir de grandes valeurs, en pourcentage. Ces valeurs peuvent surestimer ou sous-estimer les variations réelles, tant pour les établissements ciblés que non ciblés. Il n'en est pas moins que les résultats du tableau 4 présentent peu d'aberrations, ce qui démontre que bien qu'ils soient probablement inexacts, ils sont satisfaisants pour l'évaluation.

Certains résultats défiant la logique méritent d'être remarqués : à quelques reprises, les baisses réelles calculées excèdent 100%, ce qui signifie que le nombre de délits « dissuadés » serait supérieur au nombre de délits rapportés, avant l'opération. Deux conclusions peuvent être tirées de ces résultats. Premièrement, la baisse réelle du nombre de délits est peut-être vraiment aussi importante, ce qui serait très satisfaisant pour le service de police. Deuxièmement, la variation de délits initiés par la police ne correspond peut-être pas exactement à la variation du taux de reportabilité. Les valeurs obtenues seraient donc des estimations de l'effet réel. Avec les données utilisées dans ce mémoire, il n'est pas possible d'obtenir un portrait plus précis. Rappelons simplement que l'utilisation des délits initiés par la police est une mesure intéressante pour chiffrer une réalité qui diminue souvent la validité des études (Farrington & Painter, 2003) et qu'elle est utilisée, dans ce travail, aussi bien pour les établissements ciblés que non ciblés.

En résumé, les résultats du tableau 4 suggèrent que la phase Avance II ait été la plus intense, en termes de surveillance policière, et la plus efficace, en termes de délits dissuadés. Le nombre moyen de délits initiés par la police dans les établissements ciblés est de beaucoup supérieur à celui des établissements non ciblés et des autres phases. Cette intensité va de pair avec une efficacité plus importante, qui se traduit par des baisses substantielles par rapport aux niveaux de criminalité d'avant l'opération.

Qu'en est-il de la dissuasion résiduelle? Une fois Avance III terminée, la surveillance policière a retrouvé un niveau quasi-normal. Bien que les limites énumérées plus haut s'appliquent à ces données, il est intéressant de constater que l'opération semble avoir eu un effet dissuasif résiduel important, particulièrement au niveau des établissements peu ciblés. Si tel est le cas, alors l'opération a été un succès. Remarquons tout de même que le nombre de délits initiés par la police a diminué après l'opération, dans les établissements très ciblés, pour atteindre un niveau inférieur à celui d'avant. Il est possible que les policiers des PDQ concernés aient jugé que le travail effectué lors des quatre phases était suffisant et qu'ils aient diminué la surveillance. Comment expliquer, alors, que même en contrôlant pour les variations du taux de reportabilité, les établissements très ciblés lors d'Avance présentent un niveau de criminalité plus élevé qu'avant l'opération? Une hypothèse plausible –et sujette à la validation- est que les délinquants potentiels aient réalisé la diminution de la surveillance policière et qu'ils en aient profité. Par le fait même, cette réaction a pu avoir un effet d'enchaînement qui a eu pour conséquence une augmentation non pas linéaire mais exponentielle de la criminalité. Dans ce cas, l'équation présentée pour évaluer le taux réel de criminalité ne s'appliquerait plus, puisque l'évolution de la criminalité ne correspondrait plus à celle du taux de reportabilité.

5. Exemples d'analyses individuelles d'impact

L'application de l'équation énoncée plus haut permet donc de constater que les établissements ciblés présentaient une baisse du nombre de délits réels lorsque l'opération était activée et même une fois que le niveau de surveillance policière est redevenu normal, en contrôlant pour la tendance et le taux de reportabilité. Ces résultats encourageants à un niveau agrégé peuvent-ils être reproduits au niveau individuel, en prenant les établissements un à un? Pour tester cette possibilité, cinq établissements ont été comparés. Les limites énumérées plus haut peuvent avoir de nouveau biaisé l'analyse : en particulier, le petit nombre de délits par mois dans chacun des établissements a semblé le problème le plus important, *a priori*. Cette limite a pour conséquence une volatilité importante d'une période à l'autre, tout changement ayant un impact surestimé sur la moyenne. Afin de limiter les dégats, les établissements ont été sélectionnés en fonction du nombre de délits rapportés dans chacun d'eux. Aussi, leurs caractéristiques individuelles ont été décisives - emplacement, phase(s) durant laquelle (lesquelles) ils ont été ciblés, etc. Les cinq établissements sélectionnés étaient respectivement les 1^{er}, 2^e, 6^e, 12^e et 31^e plus problématiques, avant l'opération (et les 1^{er}, 2^e, 8^e, 14^e et 17^e au total). Le tableau 5 présente un résumé de leurs caractéristiques. Il est à noter que les noms des établissements ne seront pas utilisés, puisqu'ils ne sont en aucun cas nécessaires à la bonne compréhension de l'analyse.

Tableau 5 : Caractéristiques des établissements sélectionnés pour les analyses individuelles

Nom attribué		A	B	C	D	E
Nombre de délits avant l'opération	Personnes	29	29	35	27	15
	Propriété	141	154	11	30	26
	Initiés par la police	8	10	44	5	2
	Total	179	196	90	63	43
Ciblé	Noctuelle	non	non	oui	oui	non
	Avance I	non	non	oui	oui	oui
	Avance II	non	non	non	oui	oui
	Avance III	non	oui	non	oui	oui
Estimation de l'ethnicité de la clientèle		13%	16%	22%	25%	33%
Théâtre d'au moins un délit GDR		oui	oui	oui	oui	oui
Mentionné prioritaire		non	non	non	oui	oui
Situé dans quadrilatère	St-Laurent	non	non	non	non	oui
	Crescent	oui	non	non	non	non

Les établissements A, D et E sont des boîtes de nuit (*nightclubs*), tandis que B et C sont du type bar. Les heures et les jours d'ouverture sont les mêmes et les prix des consommations sont comparables. Les établissements sont donc, pour les besoins de la démonstration, suffisamment similaires pour être comparés, au niveau de la clientèle, du type d'établissement et de la quantité de délits. Ce qui distingue les cinq établissements est d'un autre ordre : l'établissement A est situé dans le quadrilatère Crescent et n'a jamais été visité au courant des quatre premières phases de l'opération Avance. Les établissements B, C et D ont été visités au moins une fois au courant de l'opération et sont situés à moins d'un kilomètre du quadrilatère St-Laurent. L'établissement E est situé dans le quadrilatère St-Laurent et a été ciblé durant Avance I, II et III.

La stratégie d'analyse est la même que pour la section précédente, sauf que le groupe contrôle est ici remplacé par un établissement contrôle (établissement A)¹⁹. Ainsi, si une diminution de la criminalité s'est produite, et qu'elle est attribuable à

¹⁹ Les analyses ont également été faites avec le groupe contrôle. Des valeurs différentes apparaissent, mais l'ordre de grandeur reste le même. Ces analyses sont présentées à l'annexe 5.

l'opération Avance, alors les fréquences présentées au tableau 6 seront négatives. Notons que les résultats sont présentés sous forme de changement estimé, en nombre de délits par mois. Cette présentation a été choisie en raison de la volatilité des données. En effet, pour les établissements pris individuellement, il est plus facile de se représenter la réalité en constatant, par exemple, une baisse de 1,45 délits plutôt qu'une chute de 315%. De cette façon, le sens et l'ordre de grandeur entre les établissements restent les mêmes.

Tableau 6 : Effet réel de l'opération Avance pour les établissements B, C, D et E, en nombre de délits par mois

	Noctuelle	Avance I	Avance II	Avance III	Après
B					
Personnes	-1,4499	-0,6332	-2,5998	0,0000	-0,5712
Propriété	-5,8377	-5,3495	-9,5998	1,0884	-1,6930
Total	-7,4426	-5,7880	-12,4644	1,0598	-2,9519
Total non initiés	-7,4327	-5,7660	-12,4597	1,0741	-2,9233
C					
Personnes	0,1022	-0,9329	-1,2669	-0,3017	-0,8036
Propriété	-0,2420	-0,3488	-0,2500	-0,1365	0,0270
Total	-0,7771	-2,0384	-1,0476	-1,0056	-1,8755
Total non initiés	-0,4266	-1,4141	-0,8918	-0,5382	-0,9400
D					
Personnes	0,0000	0,3564	0,7128	-1,3328	0,0396
Propriété	0,1810	-0,4967	0,6667	-1,3724	-0,4652
Total	-0,0280	-0,2723	1,7650	-2,8540	-0,6937
Total non initiés	-0,0091	-0,2374	1,7735	-2,8284	-0,6427
E					
Personnes	1,0000	-1,0057	-2,1781	0,3707	-1,5812
Propriété	0,2235	-4,4305	-4,3334	0,4273	-3,6699
Total	1,1396	-5,4739	-6,3267	0,7694	-5,3893
Total non initiés	1,1401	-5,4725	-6,3268	0,7704	-5,3879

Note : Les phases où les établissements étaient ciblés sont en gras.

L'analyse de la criminalité dans l'établissement B permet de constater que les délits sont toujours en baisse, à l'exception de la phase où il a été ciblé. Il est possible d'expliquer ce non-sens d'abord de deux façons : 1) l'opération a eu pour effet d'augmenter la criminalité ou 2) l'utilisation du nombre de délits initiés par la police

comme estimation du changement de taux de reportabilité est inadéquate, pour des données individuelles. Le petit nombre de délits commis mensuellement dans les établissements, en particulier l'établissement B, pourrait donc expliquer ce résultat surprenant. De la même façon, les délits de l'établissement C sont en baisse lorsqu'il est ciblé, à l'exception des délits prioritaires pour Avance, les crimes contre la personne, lors de Noctuelle. Cette constatation souligne la possibilité, en plus des deux déjà nommées, que les visites ne soient pas suffisantes pour que l'effet dissuasif se fasse ressentir. Une certaine dose de visibilité policière pourrait être nécessaire pour que le plein potentiel de l'opération soit exploité. Les établissements B et C sont situés à l'extérieur du quadrilatère St-Laurent et sont relativement isolés par rapport aux autres établissements du même type. À la lecture des bilans et rapports, ainsi qu'aux dires d'un policier responsable de l'opération, les policiers d'Avance ont surtout patrouillé le quadrilatère St-Laurent : le reste du territoire a fait l'objet d'une patrouille accrue mais beaucoup plus ponctuelle. Les établissements ciblés situés à l'extérieur du quadrilatère ont donc vraisemblablement ressenti une visibilité policière moindre, ce qui aurait nui à l'opération. Cette hypothèse est partiellement appuyée par le cas de l'établissement E, situé au cœur du quadrilatère St-Laurent. Ciblé lors d'Avance I, II et III, l'établissement a démontré des baisses pour les deux premières et une certaine stabilité pour la dernière. Ceci est également conforme à ce qu'a mentionné le policier : Avance III s'est moins concentrée sur le quadrilatère St-Laurent, au contraire de Noctuelle, Avance I et Avance II. Pour l'établissement E, la visibilité policière aurait donc été suffisante pour soutenir l'effet dissuasif initié par les visites administratives lors d'Avance I et II, mais pas lors d'Avance III. Aussi, l'établissement D, ciblé à toutes les phases d'Avance, a connu ses baisses les plus importantes lors d'Avance III. Par conséquent, lorsque pris de façon individuelle, l'analyse des établissements sélectionnés suggère que :

- l'effet dissuasif se fait ressentir par une combinaison de visites administratives et de visibilité policière ;
- les établissements situés à l'intérieur du quadrilatère St-Laurent ont subi une patrouille policière suffisante, lors d'Avance I et II ;

- Avance III a dispersé ses forces, ce qui a eu pour conséquence une visibilité policière moindre que lors des deux phases précédentes pour certains établissements ;
- la dispersion des forces lors d'Avance III a eu un effet dissuasif plus important sur certains établissements ciblés, mais situés à l'extérieur du quadrilatère.

Ainsi, pour l'établissement C, le fait d'être à l'extérieur du quadrilatère se serait traduit par un manque de visibilité policière, pourtant suffisante ailleurs. Pour l'établissement B, ce serait plutôt les méthodes utilisées lors d'Avance III qui expliquerait le manque. L'établissement D, par contre, aurait plutôt bénéficié des changements entre Avance II et Avance III.

Dans presque tous les cas, l'effet dissuasif résiduel est également apparent. D'abord, l'établissement A présente une hausse de tous les types de délits, une fois l'opération terminée, en contrôlant ou non pour la reportabilité. Les hausses varient de 24 % (pour les crimes contre la personne) à 47% (pour l'ensemble des délits non initiés par la police). Ces hausses correspondent respectivement à des hausses de 0,77 et de 9,00 délits pour les 7 mois suivants l'opération. De plus, aucun délit initié par la police n'y a été recensé depuis le début de l'opération (de avril 2005 à mars 2007). La tendance de l'ensemble des établissements non ciblés était à l'inverse mais très légère, c'est-à-dire qu'elle représentait des baisses de moins de 0,03 délit par établissement pour les 7 mois. Les établissements non ciblés étaient donc en hausse ou stable par rapport au niveau d'avant l'opération. Au contraire, en comparant avec l'établissement A, les établissements B à E présentent tous des baisses pour les délits non initiés par la police. C'est donc dire que la criminalité des établissements ciblés sélectionnés étaient en baisse par rapport au niveau d'avant l'opération, au contraire de l'établissement non ciblé A.

Au total, l'opération Avance a eu un impact négatif sur la criminalité. Le tableau 7 le démontre, en présentant les changements totaux en nombre de délits, lorsque l'opération était en cours. Lorsqu'ils sont positifs, ces nombres représentent le nombre de délits supplémentaires qui ont été commis, en contrôlant pour la tendance et le taux de reportabilité. Lorsqu'ils sont négatifs, ils représentent les délits prévenus par l'opération.

Tableau 7 : Changements totaux pour les mois d'activation de l'opération, en nombre de délits, pour les établissements B à E²⁰

Phase où ciblé	oui	non	Total
B	4,2964	-69,5425	-65,2461
C	-5,0955	-4,8282	-9,9237
D	-6,7235	-	-6,7235
E	-32,3163	2,2802	-30,0361
		Total	-111,9294

Ce qui est démontré par ce tableau est que le bilan global de l'opération, peu importe le module de référence, est une diminution substantielle de la criminalité, de l'ordre de 112 délits, lorsque comparé avec l'établissement A (et 51 délits lorsque comparé avec le groupe contrôle) pour les 12 mois d'activation de l'opération. Cet effet n'est pas négligeable, vu les niveaux de base et les taux de reportabilité peu élevés. Ce qui est plus difficile à expliquer, c'est pourquoi l'opération semble avoir été plus préventive lorsque l'établissement B n'était pas ciblé. Cette constatation nous ramène à une des limites principales des analyses présentées, c'est-à-dire que le traitement a été estimé. Il est possible que l'établissement B ait été ciblé durant les trois premières phases d'Avance, mais que les visites effectuées n'aient pas été explicitement notées. Dans ce cas, l'utilisation de critères dichotomiques (ciblé ou non au cours des quatre phases) serait une meilleure mesure du traitement. Si tel est le cas, à la lecture du tableau 7, l'opération Avance est un succès, au niveau de la dissuasion initiale. De cette façon, le nombre total de délits prévenus pour les

²⁰ Il s'agit du nombre total de délits prévenus (ou générés), c'est-à-dire l'effet réel (tableau 6) multiplié par le nombre de mois d'activation. Ces calculs ont été faits pour chacune des phases. Par exemple, pour l'établissement B, le calcul est : $(-7,4327*2) + (-5,7660*3) + (-12,4597*3) + (1,0741*4)$.

établissements B à E, pour les 7 mois qui ont suivi la fin de l'opération, est de 69,3 délits en comparant avec l'établissement A (18,7 en prenant le groupe contrôle). L'opération est donc également un succès au niveau de la dissuasion résiduelle.

Les études de cas présentées offrent une certaine validation des effets dissuasifs initial et résiduel de l'opération Avance. Par contre, si les résultats de ces études de cas proposent de nouvelles pistes d'explication, elles mettent surtout en évidence la volatilité des analyses individuelles. La stratégie d'analyse utilisée serait donc plus pertinente avec l'utilisation de données agrégées, puisqu'elle offre une plus grande cohérence des résultats. Au demeurant, l'étude d'établissements pris individuellement permet tout de même d'offrir de nouvelles perspectives. Il serait intéressant de reprendre cette analyse avec des unités présentant de plus hauts niveaux de criminalité rapportée, comme des segments de rue.

4. Déplacement et diffusion des bénéfices

Le déplacement est une des conséquences négatives possibles des opérations policières de mobilisation des ressources policières comme Avance (Hesseling, 1994). Il s'agit d'un changement soit de type de délit, soit dans la façon de commettre un délit, soit d'endroit où commettre le délit, en réponse à l'intervention policière. Toute évaluation d'impact devrait au moins considérer la possibilité qu'une certaine dose de déplacement soit envisageable (Farrington & Painter, 2003). Par contre, les études s'intéressant au sujet ont démontré que le déplacement est toujours possible, mais jamais complet (Braga, 2001). Le penchant positif du déplacement est la diffusion des bénéfices : il s'agit de prévention de la criminalité pour un type de délit ou un territoire non ciblé et attribuable à une intervention policière concomitante (Weisburd, 2005).

Dans le cadre d'Avance, le déplacement géographique et la diffusion des bénéfices sont difficilement quantifiables, en raison des méthodes de ciblage utilisées.

Les établissements étaient ciblés en fonction de différentes caractéristiques, dont fait partie l'emplacement. De plus, la patrouille effectuée dans le cadre de l'opération était à l'extérieur des établissements et donc susceptible d'influencer les établissements environnants. En ce sens, l'opération Avance ne présentait pas de zone géographique de contrôle précise. Il est tout de même intéressant de savoir que, selon le policier interrogé, une ville de la banlieue de Montréal a connu un été 2006 mouvementé, en ce qui concerne les activités des gangs de rue. Cette constatation suggère que l'opération aurait connu une certaine dose de déplacement au niveau de la criminalité attribuée aux GDR, du moins durant la phase Avance III. Par contre, il n'a pas été possible d'obtenir des données qui auraient permis d'évaluer l'ampleur de ce déplacement, et à quel point l'augmentation perçue est attribuable à l'opération Avance.

Par contre, il est possible d'explorer l'hypothèse des vecteurs de diffusion. Selon l'hypothèse de l'exemplarité restreinte, il est possible que l'influence intimidante de l'opération puisse agir sur une « fraction de la population constituée de gens qui sont tentés par le crime et qui sont en contact les uns avec les autres » (Cusson, 1983, p.199). À l'inverse, il est logique de s'attendre à ce que les établissements non ciblés mais fréquentés par une clientèle similaire soient ceux qui subissent le déplacement, s'il y a lieu. Il est donc intéressant d'analyser les réseaux d'établissements qui sont susceptibles de se former sur la base de l'appartenance culturelle ou de l'affiliation à un gang de rue, par exemple. Ainsi, les établissements non ciblés mais fréquentés par une clientèle semblable à celle d'établissements ciblés pourraient être influencés par l'opération. En appliquant cette hypothèse à la présente évaluation, quatre groupes sont obtenus :

Figure 8 : Répartition des établissements, selon deux critères dichotomiques

		Établissements fréquentés par des membres de GDR	
Établissements ciblés	Oui	Oui A	Non B
	Non	C	D

Les groupes A et B, les établissements ciblés par l'opération, devraient, selon les résultats présentés plus haut, présenter des diminutions de la criminalité. Le groupe D, les établissements non ciblés et qui ne sont pas fréquentés par des membres de gangs (ou des personnes de même appartenance culturelle), sont ici le groupe contrôle et devraient donc être relativement stables. Seul le groupe C, les établissements non ciblés et fréquentés par une clientèle qui a des points communs avec ceux du groupe A, est indéterminé. Trois situations sont possibles : 1) si l'hypothèse de l'exemplarité restreinte est validée et que les établissements ont subi une certaine dose de déplacement, alors la criminalité sera en hausse, par rapport au groupe D (le groupe contrôle) ; 2) si l'hypothèse de l'exemplarité restreinte est validée mais que les établissements ont plutôt ressenti une diffusion des bénéfices, alors la criminalité relative sera en baisse ; 3) si l'hypothèse de l'exemplarité restreinte est invalidée, alors la criminalité du groupe C suivra celle du groupe D.

Afin de vérifier cette série d'hypothèses, de nouvelles analyses ont été faites, cette fois en comparant non pas les établissements ciblés avec ceux non ciblés, mais bien ceux présentant des caractéristiques similaires au niveau de la fréquentation par des membres de gangs de rue et par des personnes noires. En ce qui concerne les établissements fréquentés par les GDR, la même approximation a été utilisée, c'est-à-dire que les établissements où au moins un événement attribué aux GDR a été enregistré durant la période à l'étude sont étiquetés comme ayant été fréquentés par les gangs à un moment ou l'autre. Pour l'estimation de l'ethnicité de la clientèle, c'est-à-dire la proportion de personnes noires impliquées dans les délits recensés par la police, deux groupes ont été formés : ceux dont l'estimation était supérieure ou

égale à 25% et ceux dont elle était inférieure. Le seuil de 25% s'est imposé de lui-même, puisque, par exemple, seulement 57 établissements (8 ciblés et 49 non ciblés) présentaient une estimation supérieure ou égale à 50%. Le seuil a donc été fixé pour obtenir des analyses plus fiables. Notons par ailleurs que, même si l'estimation de 25% ne représente pas une majorité de personnes noires parmi les personnes impliquées, il s'agit d'une proportion bien supérieure à la moyenne, qui est de 15%. Les établissements sélectionnés ne sont donc probablement pas tous fréquentés par une majorité de personnes noires, mais tout de même par un nombre supérieur à la moyenne. De cette façon, les établissements se distribuent de la façon suivante :

Tableau 8 : Répartition des établissements en quatre groupes, selon le critère gangs de rue et le critère d'ethnicité de la clientèle

		Établissements ciblés		Total
		Oui	Non	
Établissements fréquentés par des membres de GDR	Oui	40	70	110
	Non	44	687	731
			Total	841
Établissements où + de 25% des personnes impliquées étaient noires	Oui	31	100	131
	Non	53	657	710
			Total	841

La même stratégie d'analyse a été utilisée, c'est-à-dire que les moyennes mensuelles par établissements ont été comparées selon la période. Les délits initiés par la police servent de nouveau d'estimation au changement sur les taux de reportabilité et le groupe D sert de groupe contrôle. De cette façon, il est possible d'appliquer l'équation proposée plus haut, de façon à obtenir les résultats suivants :

Tableau 9 : Effet réel de l'opération sur les groupes A, B et C, selon le critère gangs de rue

	Noctuelle	Avance I	Avance II	Avance III	Après
A					
Personnes	-28,0%	-67,6%	-75,1%	0,3%	-40,1%
Propriété	-51,4%	-67,1%	-123,5%	-25,7%	-90,8%
Total non initiés	-41,8%	-67,3%	-102,4%	-14,4%	-69,4%
B					
Personnes	-30,4%	22,3%	-236,2%	-42,8%	-155,1%
Propriété	-90,8%	36,4%	-204,4%	-34,8%	-143,1%
Total non initiés	-65,5%	30,4%	-217,7%	-38,1%	-148,5%
C					
Personnes	-101,0%	-11,4%	4,7%	-40,9%	-47,0%
Propriété	-91,4%	-7,7%	39,9%	-13,6%	-48,7%
Total non initiés	-98,2%	-9,6%	23,9%	-26,5%	-49,4%

D'abord, le tableau 9 permet de confirmer que les établissements ciblés sont en baisse, à l'exception des établissements non étiquetés GDR, lors d'Avance I. Ceci rappelle que les mesures utilisées pour estimer les cibles et l'impact de l'opération sur le taux de reportabilité comportent des limites. En effet, la hausse de l'effet réel qui est constatée correspond à une diminution relative importante (-46,8%) des délits initiés par la police²¹. Malgré tout, la grande majorité des délits sont en baisse, à l'exception des délits initiés par la police, ce qui offre une nouvelle validation des résultats présentés plus haut, comme quoi l'opération a eu un impact dissuasif initial et résiduel sur les établissements ciblés. De plus, le tableau 9 démontre que le vecteur GDR a permis une certaine diffusion des bénéfices. En effet, conformément à l'hypothèse 2, la criminalité est toujours en baisse, à l'exception d'Avance II, qui présente des hausses de tous les types de délits. En termes de délits, l'impact dissuasif initial de l'opération représente une prévention mensuelle moyenne de 13,9 délits contre la personne et de 6,8 délits contre la propriété, et l'impact dissuasif résiduel

²¹ Les moyennes mensuelles par établissements sont présentées à l'annexe 6.

représente une prévention mensuelle moyenne de 4,4 délits contre la personne et de 4,6 délits contre la propriété, pour l'ensemble des établissements concernés.

Tableau 10 : Effet réel de l'opération sur les groupes A, B et C, selon le critère d'ethnicité de la clientèle

	Noctuelle	Avance I	Avance II	Avance III	Après
A					
Personnes	62,9%	-69,4%	-75,7%	-9,1%	-64,1%
Propriété	-11,3%	-78,0%	-167,3%	-78,4%	-147,0%
Total non initiés	20,3%	-74,4%	-127,9%	-48,7%	-111,6%
B					
Personnes	-174,0%	-144,1%	-291,2%	-101,1%	-251,3%
Propriété	-207,4%	-143,0%	-283,6%	-98,6%	-254,1%
Total non initiés	-193,4%	-143,6%	-286,8%	-99,6%	-253,1%
C					
Personnes	9,6%	64,8%	19,9%	4,6%	-24,5%
Propriété	-87,7%	15,9%	59,7%	-26,6%	-52,9%
Total non initiés	-42,6%	39,4%	41,1%	-11,3%	-40,2%

À l'opposé, le vecteur d'ethnicité de la clientèle n'a pas permis de diffusion des bénéfices. L'impact de l'opération sur les établissements ciblés est tout de même confirmé de nouveau. Par contre, l'opération ne semble pas avoir eu un impact dissuasif sur les établissements non ciblés mais semblables aux établissements du groupe A, au niveau de l'ethnicité de la clientèle. Les phases Avance I et Avance II présentent même du déplacement pour tous les types de délits. Le bilan global équivaut donc à une hausse mensuelle moyenne de 5,0 délits contre la personne et une baisse mensuelle moyenne de 2,1 délits contre la propriété, ce qui donne une légère hausse mensuelle totale. Par contre, l'opération semble avoir eu un impact dissuasif résiduel, puisque le tableau 10 présente des baisses mensuelles moyennes de 1,3 délits contre la personne et de 2,8 délits contre la propriété pour les établissements concernés, pour les 7 mois suivant l'opération.

L'explication la plus simple de ces résultats est que le vecteur de diffusion hypothétique de l'ethnicité de la clientèle n'en est pas un. Pour la dissuasion initiale, les changements sont inconstants et en les cumulant, les hausses ou les baisses sont presque nulles. Par contre, il est à noter que les établissements où plus de 25% des personnes impliquées dans des délits étaient noires présentent une diminution résiduelle de plus de 4 délits mensuellement. Il est alors possible de penser que l'exemplarité restreinte ait fonctionné avec un délai, si les personnes concernées fréquentent peu ce type d'établissements. En combinant ces conclusions avec les niveaux de criminalité inférieurs, à la base, des établissements fortement fréquentés par des personnes noires, le portrait est plus clair. Ainsi, les établissements étiquetés GDR sont fréquentés par des clients plus problématiques, qui visitent plus souvent ce type d'établissements et qui entrent donc plus souvent en contact les uns avec les autres ; le message dissuasif passe plus rapidement à travers ce canal. Dans ce cas, il est normal que l'opération ait eu un impact dissuasif initial pour certains établissements et pas pour d'autres. Il est aussi attendu que l'impact dissuasif résiduel soit moins important pour les établissements fréquentés par une plus grande proportion de personnes noires, puisqu'ils sont, à la base, moins problématiques. En résumé, la présente évaluation offre la démonstration qu'il est possible d'atteindre des établissements non ciblés par le biais d'établissements ciblés fréquentés par une clientèle semblable. Il est toutefois nécessaire que le réseau d'établissements ainsi créé soit fréquenté par un nombre de personnes relativement restreint. Dans le cas présent, le bassin de membres de gangs de rue qui fréquentait ce type d'établissement était beaucoup plus petit que celui des personnes noires.

Chapitre 4 : Conclusion

L'objectif principal de ce mémoire était de produire une évaluation de l'impact de l'opération Avance du SPVM, qui ciblait les établissements de divertissement servant des boissons alcoolisées sur l'île de Montréal. Il a été démontré, jusqu'à maintenant, que la surveillance policière dans les bars et autres débits de boisson était très peu prise en charge par les services policiers. Également, rares sont les initiatives policières ciblant directement ce type d'établissement (Eck, 1997). L'opération Avance était donc un projet ambitieux et original. La revue de littérature a également mis en évidence le fait que l'évaluation des activités policières comportait plusieurs lacunes logiques et méthodologiques. Une première vague d'évaluations, au courant des années 70 et 80, a même forcé les spécialistes à dresser un portrait presque embarrassant de la police, en niant sa capacité à contrôler et à prévenir le crime (Weisburd, 2005). Même si une nouvelle vague d'évaluations plus encourageantes a émergé vers la fin des années 80, certaines notions prometteuses, comme la diffusion des bénéfices, l'exemplarité restreinte et la dissuasion initiale ont souvent été ignorées ou négligées. Ceci a donné lieu à plusieurs résultats modestes ou même décevants (Brodeur, 2003a ; Sherman, 1997). Un second objectif du mémoire était donc d'explorer différentes pistes expliquant la faiblesse relative des résultats obtenus.

Les meilleures interventions policières sont celles qui sont préparées soigneusement et qui ciblent une problématique précise (Sherman, 1997) ; il était donc logique d'évaluer en premier lieu la pertinence de l'opération. Cette analyse a permis de démontrer que l'opération ciblait les établissements les plus problématiques, en termes de délits, mais aussi au niveau de la fréquentation par des membres de gangs de rue. Par contre, le facteur crucial qui a déterminé les cibles de l'opération était plutôt lié à l'emplacement des établissements, puisqu'il a été démontré que l'emphase avait été mise sur une portion assez restreinte du territoire. Un policier, responsable de l'opération, a d'ailleurs souligné que la quatrième phase de l'opération, Avance III, avait plus dispersé ses forces que les trois premières.

L'idée était alors d'atteindre un plus grand nombre d'établissements. La conséquence – proposée par une étude de cas dans la deuxième partie de l'analyse- a possiblement été un effet dissuasif diminué pour certains établissements, entre autres à cause du nombre réduit de visites administratives et de la plus faible fréquence des patrouilles. Il n'en reste pas moins que l'opération visait, a priori, des établissements problématiques tant pour la criminalité « ordinaire » que pour la criminalité reliée aux gangs. Comme l'opération n'était pas avant tout la réponse à une augmentation de la criminalité, il était également attendu que la distribution des délits ne présente pas une tendance à la hausse dans les mois qui ont précédé l'opération.

Le SPVM a donc mis l'accent sur deux des quatre hypothèses de Sherman (1995) pour expliquer pourquoi certains établissements de ce type sont problématiques et d'autres non. Principalement, la stratégie du SPVM repose sur la première hypothèse, qui propose que les établissements problématiques soient ainsi car des individus à forte criminalité s'y rassemblent. Le SPVM avait dressé une liste d'individus à appréhender immédiatement, s'ils étaient vus à proximité des établissements ciblés. Selon cette logique, le fait de restreindre l'accès des établissements à des délinquants reconnus allait diminuer la criminalité. De plus, les établissements avaient d'abord été ciblés en fonction de leur fréquentation par des membres de gangs de rue ; le problème initial était donc l'impact de cette clientèle sur la criminalité de l'établissement. De façon moindre, le SPVM misait sur la gestion efficace des conflits, par l'entremise d'une bonne collaboration du personnel des établissements, qu'il sollicitait lors des visites administratives. Ce volet était une stratégie gagnante, si on en croit les évaluations d'autres programmes de prévention dans les bars (Eck, 1997 ; Homel & Clark, 1994 ; Homel & coll., 1997). Par contre, suite aux rencontres avec deux policiers, force est de constater que les visites faites dans le cadre d'Avance ont rapidement pris une tournure plus coercitive, puisqu'elles ont servi de mises en garde envers les gérants d'établissements. L'aspect préventif de l'opération a rapidement été mis de côté, au profit de la menace réelle de sanction par le biais d'une surveillance accrue et d'interventions nombreuses.

En augmentant la certitude objective des peines pour les établissements ciblés, l'opération Avance visait à dissuader les délinquants potentiels de passer à l'acte. Il s'agit donc d'une dissuasion générale, puisqu'elle se base sur l'expérience indirecte de la peine (Paternoster & Piquero, 1995 ; Stafford & Warr, 1993). L'impact dissuasif d'une opération peut se faire en deux temps, soit la dissuasion initiale, qui a lieu au moment de l'activation de l'opération, et la dissuasion résiduelle, qui est constatée après l'arrêt de la mobilisation spéciale (Sherman, 1990). Même si ce processus est logique et facile à concevoir mentalement, l'évaluation de son impact n'est pas aussi simple. En effet, deux forces sont à l'œuvre : d'abord, la conséquence attendue des opérations policières efficaces de prévention de la criminalité est l'absence d'événements (Dupont, 2003 ; Stafford & Warr, 1993). Au contraire, la conséquence directe d'une opération dissuasive misant sur la répression est une augmentation du nombre d'événements et d'arrestations. Avance est une opération qui visait la prévention par le biais de la répression : pour que son impact soit apparent sur la criminalité rapportée, il faudrait que l'impact de la prévention (le nombre de délits évités) soit supérieur à celui de la répression (le nombre de délits supplémentaires enregistrés). Pour ce mémoire, la mesure d'efficacité utilisée a été la criminalité officielle, soit le nombre de délits rapportés à la police et attribués à un établissement spécifique. Au contraire de plusieurs études²², aucune mesure basée sur les appels d'urgence n'a été utilisée. Il s'agit là d'une contrainte et d'un choix : les données des appels étaient moins facilement accessibles mais surtout plus ou moins pertinentes, vu la tendance des établissements du type ciblé à gérer leur criminalité à l'interne. En effet, il est plausible de penser que la quantité d'appels émis pour des infractions autres que du désordre –qui seront l'initiative des citoyens et des commerçants environnants- sera minime, vu les circonstances. Dans ce cas, l'utilisation des statistiques officielles est appropriée puisqu'elles ne dépendent pas seulement de la propension des gens à contacter la police, mais aussi, et surtout, de la présence des policiers sur les lieux.

²² Par exemple, voir Braga & coll. (1999), Sherman & coll. (1989), Sherman & Rogan (1995) et Sherman & Weisburd (1995).

De cette façon, dans un premier temps, il a été trouvé que les établissements ciblés par l'opération démontraient une augmentation de la criminalité rapportée, au moment de son activation et dans les mois qui ont suivi, au contraire des établissements non ciblés. Ces résultats vont à l'encontre de ce qui est attendu d'une opération de prévention de la criminalité. Ils tranchent aussi avec les observations des policiers impliqués dans Avance, qui ont constaté une baisse de la violence et de la criminalité associée aux gangs de rue. Ces résultats font ressortir l'idée que la police influence le crime et vice versa (Marvell & Moody, 1996). Appliquée à l'opération Avance, cette idée met en évidence le fait que la présence policière puisse avoir un impact inverse sur la criminalité réelle et sur la criminalité rapportée des établissements concernés. La première diminuera, vu la présence dissuasive des policiers, alors que la deuxième augmentera, puisque les policiers constateront alors un plus grand nombre de délits et que les citoyens auront tendance à plus rapporter les délits dont ils ont connaissance (Marvell & Moody, 1996 ; Levitt, 1998).

Si tel est le cas, une évaluation d'impact qui ne tient pas compte du taux de reportabilité ne sera d'aucune valeur et ne constatera au mieux que des résultats qui sous-estiment l'impact réel de l'opération. Par contre, la variation du taux de reportabilité est difficile à mesurer ; une des façons proposées consiste à examiner la variation des délits initiés par la police, c'est-à-dire la variation des délits pour lesquels la présence policière est essentielle (Farrington & Painter, 2003). Il s'agit d'infractions qui concernent la capacité des établissements, les permis d'alcool, les drogues, la prostitution, les conditions de probation, etc. Même s'ils peuvent être rapportés par des citoyens, tous ces délits doivent être constatés par un agent de la paix pour qu'il y ait un événement criminel. Leur variation dépend donc directement de la présence policière à un endroit. Une des hypothèses de travail majeure de ce mémoire était donc que le nombre de délits initiés par la police –et donc, la reportabilité- sera en hausse dans les établissements ciblés et stable ou en baisse dans les établissements non ciblés. Les analyses effectuées ont confirmé cette hypothèse.

En ayant une estimation de la variation du taux de reportabilité et un groupe contrôle (les établissements non ciblés), il était alors possible d'évaluer l'impact réel de l'opération sur la criminalité. Ainsi, le portrait obtenu est beaucoup plus réjouissant pour le SPVM. Des diminutions de la criminalité sont alors constatées pour presque tous les types de délits dans les établissements ciblés. L'opération Avance est donc un succès, puisqu'elle a entraîné un effet dissuasif initial et, dans une moindre mesure, un effet dissuasif résiduel.

Il est aussi intéressant de constater que les analyses suggèrent qu'Avance II ait été la phase la plus efficace de l'opération. Les baisses relatives les plus importantes sont observées lors de cette phase. Trois éléments permettent d'expliquer ce résultat :

- 1- Avance II semble avoir été la phase la plus intense, au niveau de l'activité policière, puisque le nombre de délits initiés par la police est plus de deux fois supérieur au niveau normal. Il était donc prévisible que cette intensité aille de pair avec une efficacité accrue.
- 2- Avance II survient à la fin de 2005, suite à Noctuelle et Avance I. Elle profite donc possiblement d'un effet d'accumulation de l'impact dissuasif, puisque 5 des 6 mois précédents avaient aussi fait l'objet d'une phase de l'opération. Il ne faut pas non plus exclure la possibilité que plusieurs délinquants aient été neutralisés par les arrestations effectuées. D'ailleurs, Avance II est la seule phase à l'étude à présenter une diminution de la criminalité de son dernier mois d'activation, par rapport au mois correspondant des années précédentes.
- 3- Il est également possible que le personnel affecté à l'opération ait pris de l'expérience et que les interventions soient devenues de plus en plus efficaces. Des policiers qui connaissent les problématiques des établissements et les délinquants potentiels ne seront que plus précis. Alors, pourquoi Avance III –la dernière phase en lice- n'est-elle pas la phase la plus efficace? Selon le responsable de l'opération rencontré, il y a eu un changement stratégique entre Avance II et Avance III. Moins de visites dans les établissements ont été

effectuées et l'accent a été mis sur la répression et les arrestations à l'extérieur des établissements, ce que confirment les taux de délits initiés par la police – les plus bas des quatre phases. De plus, Avance III a élargi son territoire privilégié au-delà du quadrilatère St-Laurent, ce qui a eu pour conséquence de « diluer » l'effet dissuasif. Ce changement de cap s'est traduit, statistiquement, par la phase la moins efficace de l'opération.

L'évaluation a permis de démontrer que l'opération Avance avait été efficace, puisqu'elle a permis de prévenir une certaine quantité de délits dans les établissements ciblés. Par contre, l'opération visait spécifiquement à diminuer la violence associée à ces établissements : prévenir la criminalité générale était un objectif secondaire. Un des policiers interviewés a rapporté avoir observé une diminution significative des événements violents durant Avance III ; cette baisse perçue est-elle apparente au niveau des statistiques? Oui, mais elle est d'une importance moindre que la baisse des crimes contre la propriété. L'opération a donc atteint son objectif, mais ses résultats modestes, au niveau des crimes contre la personne, soulignent le caractère plus impulsif des délits de cette nature (Chapman, 1976). Plusieurs auteurs ont soumis l'hypothèse que les délits contre la personne seraient les plus difficiles à contrôler, en raison de leur nature même (Felson, 2002). En effet, les délits contre la propriété sont souvent de nature prédatrice, c'est-à-dire qu'il y a un agresseur et une victime bien définis ; par contre, la victime a parfois un rôle à jouer dans le déroulement d'un délit contre la personne. Par exemple, un conflit peut éclater entre deux personnes, ce qui peut mener à une agression de l'une envers l'autre. Dans ce cas, il est difficile de départager la responsabilité de chacun. Il est aussi évident que des facteurs comme l'orgueil ou le réflexe de défense entrent en ligne de compte. Dans ces cas, la présence ou non de policiers à proximité aura une importance moindre aux yeux des belligérants. Cette caractéristique des délits violents sera renforcée par l'environnement où ils ont lieu. Dans ce cas-ci, il s'agit d'établissements servant des boissons alcoolisées en quantité importante et à la grande majorité de sa clientèle. Or, il a été démontré que la consommation d'alcool levait les inhibitions et poussait les individus à adopter des comportements qu'ils

n'auraient pas en temps normal (Roncek & Maier, 1991). Dans de telles circonstances, il est attendu que des conflits éclatent et que les personnes impliquées soient peu dissuadées par la présence accrue de policiers ; prévenir ce type de criminalité dans les établissements ciblés était donc un pari risqué pour le SPVM.

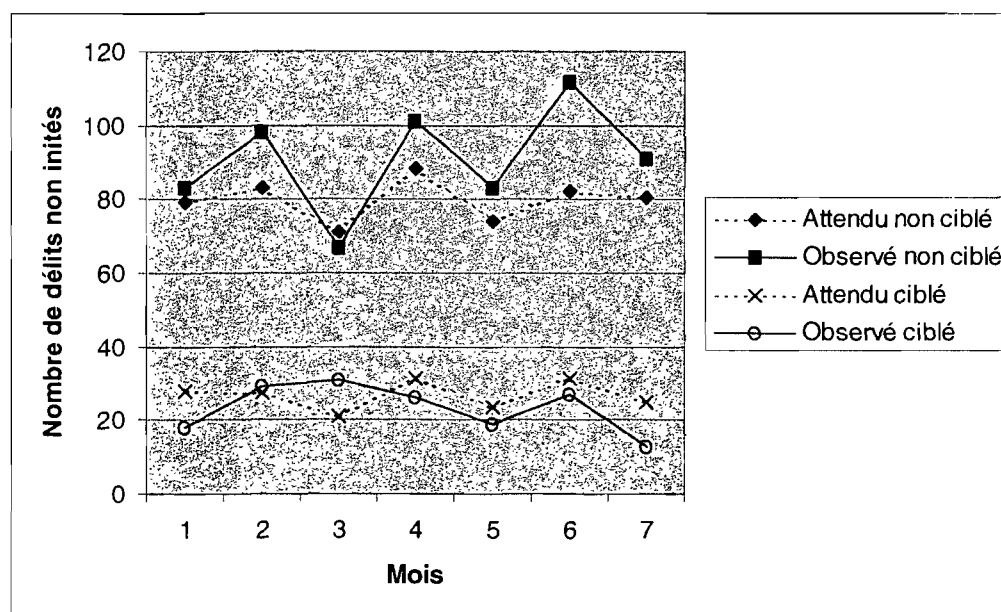
Le succès relatif de l'opération, à ce niveau, peut possiblement s'expliquer par le fait que les événements (et les individus) ciblés en priorité étaient reliés aux gangs de rue. Aux dires du SPVM, leur présence sur les lieux n'était pas liée uniquement à leur désir de se divertir ; les établissements étaient aussi des zones de recrutement et d'affaires. Il est donc possible –mais pas démontré– qu'une certaine proportion des personnes impliquées dans des délits contre la personne aient fait attention à leur consommation d'alcool et que certains délits aient visé à intimider autrui. Dans ce cas, la présence policière a pu avoir un effet dissuasif et pousser ces délinquants à diminuer leur criminalité dans les établissements ciblés. Cette hypothèse est celle soutenue dans le rapport de rétroaction de l'opération Avance III, qui fait un lien clair entre l'intimidation faite par les membres de gangs et la violence commise dans les bars²³. Ceci expliquerait pourquoi l'opération Avance a réussi là où d'autres ont échoué ; la clientèle à contrôler a pris conscience de la menace qui pesait sur elle et a ajusté ses comportements en conséquence. Il serait intéressant, dans des travaux ultérieurs, de décrire et analyser la criminalité violente des établissements du type ciblé. Il serait alors possible de distinguer les délits impulsifs, et donc, plus difficiles à contrôler pour la police, des délits plus prémédités. En faisant cela, l'impact différentiel des opérations policières sur les types de délits violents pourrait être évalué.

L'impact dissuasif résiduel est aussi ressorti des analyses effectuées. Par contre, le délai associé au déclin de l'effet dissuasif n'a pas été décrit. En effet, selon Sherman (1990) (voir aussi Sherman & Rogan (1995), pour une étude de cas), l'effet dissuasif commence logiquement à perdre de son impact dès que l'opération cesse ses

²³ Rétroaction, Avance III, SPVM, novembre 2006

activités. Ainsi, des diminutions par rapport au niveau attendu pourraient, théoriquement, être observées dans les mois qui suivent l'opération, mais l'importance de ces changements devrait décliner et se rapprocher de la normale au fil du temps. La figure 9 démontre les distributions attendues et observées des délits non initiés par la police.

Figure 9 : Distributions des délits non initiés par la police, de octobre 2006 à avril 2007



Cette représentation graphique permet de constater que l'opération semble avoir eu un effet dissuasif résiduel pour le premier mois qui a suivi l'opération. Le niveau observé a ensuite atteint le niveau attendu, en novembre 2006. En contrôlant pour la tendance des établissements non ciblés, les écarts de prédiction suivants sont obtenus :

Tableau 11 : Écarts de prédiction relatifs

	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril
Différences ciblé-non ciblé	-40,1%	-12,6%	53,3%	-31,6%	-31,3%	-50,0%	-61,0%

Cet ajustement permet de démontrer que l'effet dissuasif résiduel a plutôt eu un impact sur deux mois, que le niveau observé en décembre 2006 était bien supérieur au niveau attendu, et que les mois de janvier à avril 2007 ont présenté des niveaux de criminalité inférieurs à ce qui avait été prédit. Si on peut attribuer avec une certaine confiance les diminutions d'octobre et de novembre à l'opération et que la hausse de décembre est le retour du balancier, il est toutefois peu logique d'affirmer que les diminutions de janvier à avril 2007 sont une conséquence directe d'Avance. Ceci permet de souligner la plupart des limites des analyses effectuées dans ce mémoire. D'abord, il est difficile d'attribuer avec certitude à l'opération les changements observés de la criminalité. En effet, d'autres facteurs entrent en ligne de compte, comme la propension des policiers à recenser les événements. Il est donc possible qu'un concours de circonstances puisse expliquer une partie des diminutions qui ont été attribuées à Avance, malgré les précautions qui ont été prises. Aussi, les niveaux de criminalité sont relativement bas, à une échelle mensuelle. Comme il l'a déjà été mentionné, de petits changements peuvent prendre des proportions plus importantes lorsqu'ils sont présentés sous forme de pourcentages. Par exemple, si on prend les deux mois qui ont suivi Avance III, l'effet dissuasif résiduel correspond à des baisses respectives de 40,1% et de 12,6% ou à 11 et 3 délits prévenus. Il n'est pas impossible que ces changements soient dus au hasard. L'utilisation des moyennes plutôt que des fréquences individuelles recèlent aussi certaines limites : par exemple, cette utilisation ne tient pas compte des différences à l'intérieur des regroupements, qu'il s'agisse de différences dans le temps ou dans l'espace. Par contre, les moyennes diminuent les risques de faire les analyses à partir de données exceptionnelles ou d'être aux prises avec un effet de régression vers la moyenne. De plus, il demeure que

toutes les séries d'analyses effectuées pointent dans la même direction, c'est-à-dire que l'opération ait eu un impact sur les établissements ciblés.

Aussi, il serait intéressant de reconduire les analyses en apportant certains ajustements à la stratégie d'évaluation. D'abord, l'échelle de temps pourrait être réduite à un niveau hebdomadaire, voire quotidien. Un relevé systématique des interventions effectuées pourrait aussi être fait, dans le cadre de l'évaluation d'une phase ultérieure. Ceci permettrait de mettre en relation directe les interventions avec la criminalité recensée. Il serait aussi pensable d'élargir la zone des délits attribuables aux établissements. Plutôt que de mesurer simplement l'impact sur la criminalité à l'intérieur des établissements, il serait pertinent de recueillir des données sur la criminalité environnante.

Les analyses dénotent aussi une piste d'intérêt pour les services de police : la notion de vecteur de diffusion, ou l'exemplarité retreinte. En effet, les résultats démontrent qu'il est possible d'intimider la clientèle d'établissements similaires à ceux ciblés, sans pour autant leur porter une attention particulière. Si d'autres évaluations arrivaient à démontrer le bien-fondé de cette application de la dissuasion, les services de police pourraient profiter de cette situation pour atteindre un grand nombre de cibles avec un minimum de ressources humaines et monétaires. Comme l'ont souligné Greenberg & coll. (1983) et Sherman (1990), la dissuasion est plus une affaire de perceptions que d'interventions réelles : si les délinquants potentiels croient que les risques d'être appréhendés sont élevés, ils ne passeront pas à l'acte, que leurs craintes soient fondées ou non.

Bref, ce qui ressort de ce mémoire est que l'évaluation de l'impact des opérations policières est plus compliquée qu'elle ne semble. En effet, contrairement à ce qu'ont écrit certains auteurs (Greenberg & coll., 1983 ; Kelling & coll., 1974 (1991)), la police a bien un effet sur le crime. Cet effet est même double, ce qui pourrait expliquer certains résultats antérieurs. D'un côté, la présence et l'intervention de policiers augmentent la criminalité rapportée, par le biais de différents mécanismes

interreliés ; de l'autre, elles peuvent diminuer la criminalité réelle, via un pouvoir dissuasif exploité de façon efficace. Ces deux forces opposées peuvent mener à des évaluations décevantes ; il est donc nécessaire de bien comprendre les mécanismes à l'œuvre et de prendre les précautions qui s'imposent. Notons par ailleurs que des auteurs suggèrent que l'évaluation de l'activité policière par le biais des taux de criminalité négligerait des objectifs fondamentaux de la police, particulièrement au niveau des préoccupations et du sentiment de sécurité du citoyen (Brodeur, 2003a). De futures recherches devraient donc également intégrer ces notions dans leur évaluation, de façon à faire le pont entre la police et les perceptions du public.

Bibliographie

Best, D., Strang, J., Beswick, T. & Gossop, M. (2001). Assessment of a concentrated, high-profile police operation : no discernible impact on drug availability, price or purity. *British Journal of Criminology*, 41(4), 738-745.

Block, R. & Block, C. (1995). Space, place and crime : Hot spot areas and hot places of liquor-related crime. In Eck, J & Weisburd, D. (Eds), *Crime and place, Crime prevention studies, vol. 4* (pp. 145-184). New York, Etats-Unis : Criminal justice press.

Braga, A. (2001). The effects of hot spots policing on crime. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 578(1), 104-125.

Braga, A., Weisburg, D., Waring, E., Green Mazerolle, L., Spelman, W. & Gajewski, F. (1999). Problem-oriented policing in violent crime places : A randomized controlled experiment. *Criminology*, 37(3), 541-580.

Brantingham, P. & Brantingham, P. (1981). Notes on the geometry of crime. In Brantingham, P. & Brantingham, P. (1981). *Environmental criminology*, Thousand Oaks : Sage publications.

Brodeur, J.-P. (2003a). *Les visages de la police : pratiques et perceptions*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Brodeur, J.-P. (2003b). *À la recherche d'une évaluation pauvre*. *Criminologie*, 36 (1), 9-30.

Buerger, M., Cohn, E. & Petrosino, A. (1995). Defining the « hot spots of crime » : operationalizing theoretical concepts for field research. In Eck, J & Weisburd, D.

(Eds), *Crime and place, Crime prevention studies, vol. 4* (pp. 237-258). New York : Criminal justice press.

Burrows, J., Anderson, S., Bamfield, J., Hopkins, M. & Ingram, D. (2001). *Crime against business in Scotland*. Édimbourg : The Scottish Executive Central Research Unit.

Caulkins, J. & Reuter, P. (1998). What price data tells us about drug markets. *Journal of drug issues*. 28(3), 593-612.

Chapman, J. (1976). An economic model of crime and police : some empirical results. *Journal of research in crime and delinquency*. 1976(1), 48-63.

Clarke, R. (1983). Situational crime prevention : Its theoretical basis and practical scope. *Crime and justice : A review of research*. 5, 225-256.

Cohen, L. & Felson, M. (1979). Social change and crime rate trends : A routine activity approach. *American sociological review*, 44(4), 588-608.

Cook, P. (1979). The clearance rate as a measure of criminal justice system effectiveness. *Journal of public economics*, 11, 135-142.

Cornish, D. & Clarke, R. (1986). *The reasoning criminal : Rational choice perspectives on offending*. New York : Springer-Verlag.

Cornish, D. & Clarke, R. (1987). Understanding crime displacement : An application of rational choice theory. *Criminology*. 25(4), 933-947.

Cusson, M. (1983). *Le contrôle social du crime*, Paris : Publications universitaires de France.

Cusson, M. (1989). *Délinquants pourquoi?*. Montréal : Bibliothèque québécoise.

Cusson, M. (1998). *Criminologie actuelle*, Paris : Publications universitaires de France.

Cusson, M. & La Penna, E. (2006). *Les opérations coup-de-poing*, chapitre de livre non publié, Montréal.

Cusson, M., Tremblay, P., Biron, L., Ouimet, M. & Grandmaison, R. (1994). *La prévention du crime : Guide de planification et d'évaluation*. Québec : Ministère de la sécurité publique.

Dupont, B. (2003). Évaluer ce que fait la police : l'exemple australien. *Criminologie*, 36(1), 103-120.

Eck, J. (1997). Preventing crime at places (chapitre 7). In Sherman, L., Gottfredson, D., MacKenzie, D., Eck, J., Reuter, P. & Bushway, S.. *Preventing crime : what works, what doesn't and what's promising*, Rapport présenté au Congrès des Etats-Unis.

Eck, J. & Spelman, W. (1987). Who y'a gonna call? The police as problem-busters. *Crime and delinquency*, 33(1), 31-52.

Eck, J. & Weisburd, D. (1995). Crime places in crime theory. In Eck, J & Weisburd, D. (Eds), *Crime and place, Crime prevention studies, vol. 4* (pp. 1-27). New York : Criminal justice press.

Farrell, G., Mansur, K. & Tullis, M. (1996). Cocaine and heroin in Europe 1983-1993 : A cross-national comparison of trafficking and prices. *The British journal of criminology*, 36(2), 255-281.

Farrington, D. P., & Painter, K. A. (2003). How to evaluate the impact of CCTV on crime. *Crime Prevention and Community Safety*, 5, 7–16.

Felson, M. (2002). *Crime and everyday life* (3^e édition). Thousand Oaks : SAGE publications.

Finney, A. (2004). *Violence in the night-time economy : key findings from the research*, Londres : Home office, disponible sur Internet au : <http://www.homeoffice.gov.uk/rds/pdfs04/r214.pdf>, consulté le 11 avril 2007.

Gendron, F. (2004). *Analyse d'impact d'une operation de coordination proactive localisée d'enquêtes policières en matière de cambriolages résidentiels : l'opération "Tournevis"*. Rapport de stage de maîtrise, Université de Montréal, Montréal.

Goldstein, H. (1990). *Problem-oriented policing*. Philadelphie : Temple university press.

Greenberg, D., Kessler, R. & Loftin, C. (1983). The effect of police employment on crime. *Criminology*. 21(3), 375-394.

Hesseling, R. (1994). Displacement, A review of the empirical litterature. In Clarke, R. (Ed.), *Crime prevention studies*, vol. 3 (pp. 197-223). New York : Criminal justice press.

Homel, R. & Clark, J. (1994). The prediction and prevention of violence in pubs and clubs. In Clarke, R. (Ed.), *Crime prevention studies*, vol. 3 (pp. 1-46). New York : Criminal justice press.

Homel, R., Haurotz, M., Wortley, R., McIlwain, G. & Carvolth, R. (1997). Preventing alcohol-related crime through community action : The surfers paradise safety action project. In Homel, R. (Ed.), *Policing for prevention : reducing crime*,

public intoxication and injury, Crime prevention studies, vol. 7 (pp. 35-87). New York : Criminal justice press.

Kelling, G., Pate, T., Dieckman, D. & Brown, C. (1974 (1991)). L'expérience de Kansas-City sur la patrouille préventive. *Les cahiers de la sécurité intérieure*. 5, 277-315.

La Penna, E. (1998). *Police crackdowns : A case study of the preparation and effectiveness of a drug crackdown (Montréal, 1989)*. Rapport de stage de maîtrise, Université de Montréal, Montréal.

La Penna, E., Tremblay, P. & Charest, M. (2003). Une évaluation rétrospective d'une opération coup-de-poing dans un quartier sensible. *Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique*. 56(2), 166-185.

Lemieux, F. (2003). Évaluation des impacts d'une « gestion de crise » : une étude de cas. *Criminologie*, 36(1), 57-88.

Levitt, S. (1998). The relationship between crime reporting and police : implications for the use of uniform crime reports. *Journal of quantitative criminology*. 14(1), 61-81.

Macintyre, S. & Homel, R. (1997). Danger on the dance floor : A study of interior design, crowding and aggression in nightclubs. In Homel, R. (Ed.), *Policing for prevention : reducing crime, public intoxication and injury, Crime prevention studies*, vol. 7 (pp. 91-113). New York : Criminal justice press.

Marvell, T. & Moody, C. (1996). Specification problems, police levels, and crime rates. *Criminology*. 34(4), 609-646.

Monjardet, D. (1996). *Ce que fait la police : sociologie de la force publique*, Paris : La Découverte.

Nagin, D. & Pogarsky, G. (2001). Integrating celerity, impulsivity and extralegal sanction threats into a model of general deterrence : Theory and evidence. *Criminology*, 39(4), 404-430.

Ouimet, M. & Tremblay, P. (1996). A normative theory of the relationship between crime rates and imprisonment rates : An analysis of the penal behavior of U.S. states from 1972 to 1992. *Journal of research in crime and delinquency*, 33(1), 109-125.

Paternoster, R. & Piquero, A. (1995). Reconceptualizing deterrence : An empirical test of persona and vicarious experiences. *Journal of research in crime and delinquency*, 32(3), 251-286.

Roncek, D. & Maier, P. (1991). Bars, blocks and crimes revisited : Linking the theory of routine activities to the empiricism of « hot spots ». *Criminology*, 29 (4), 725-753.

Sampson, R. (1986). Crime in cities : The effects of formal and informal social control. *Crime and justice : A review of research*, 8, 271-311.

Sherman, L. (1990). Police crackdowns : Initial and residual deterrence. *Crime and justice : A review of research*, 12, 1-48.

Sherman, L. (1992). Attacking crime : Police and crime control. *Crime and justice : A review of research*, 15, 159-230.

Sherman, L. (1995). Hot spots of crime and criminal careers of places. In Eck, J & Weisburd, D. (Eds), *Crime and place, Crime prevention studies*, vol. 4 (pp. 35-50). New York : Criminal justice press.

Sherman, L. (1997). Policing for crime prevention (chapitre 8). In Sherman, L., Gottfredson, D., MacKenzie, D., Eck, J., Reuter, P. et Bushway, S.. *Preventing crime : what works, what doesn't and what's promising*, Rapport présenté au Congrès des États-Unis.

Sherman, L., Gartin, P. & Buerger, M. (1989). Hot spots of predatory crime : Routine activities and the criminology of place. *Criminology*, 27 (1), 27-55.

Sherman, L. & Rogan, D. (1995). Deterrent effects of police raids on crackhouses : a randomized, controlled experiment. *Justice Quaterly*. 12(4), 755-781.

Sherman, L. & Weisburd, D. (1995). General deterrent effects of police patrol in crime "hot spots": A randomized, controlled trial. *Justice quaterly*, 12 (4), 625-648.

Shoemaker, D. (2000). *Theories of delinquency*, 4th edition. New York : Oxford University press.

Stafford, M. & Warr, M. (1993). A reconceptualization of general and specific deterrence. *Journal of research in crime and delinquency*. 30(2), 123-135.

Statistique Canada (2005). *Population des minorités visibles, par régions métropolitaines de recensement (Recensement de 2001)*. Canada ; disponible sur Internet au : http://www40.statcan.ca/l02/cst01/demo53b_f.htm, consulté le 30 juin 2007.

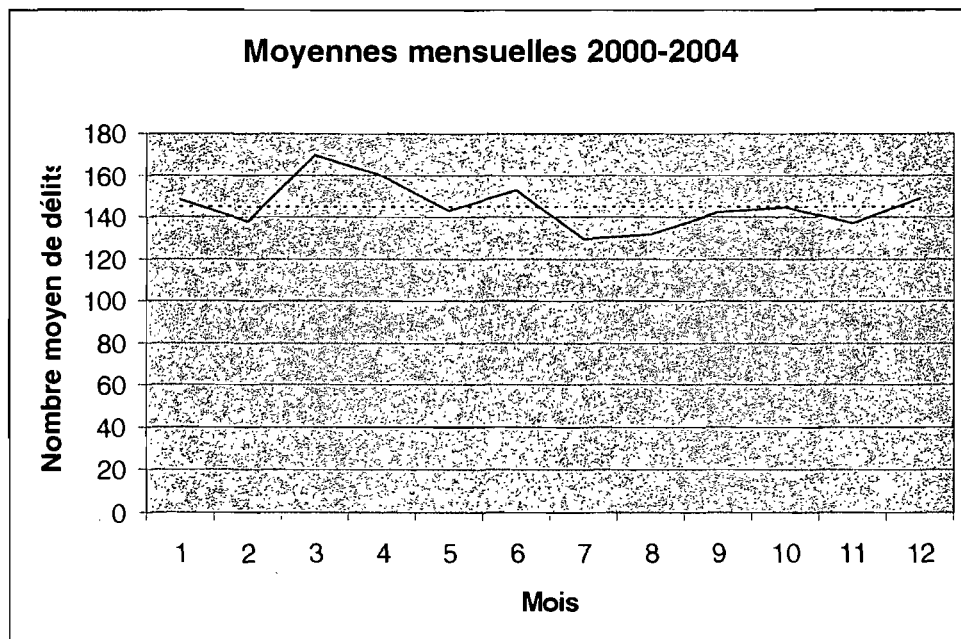
Stockwell, T. (1997). Regulation of the licensed drinking environment : A major opportunity for crime prevention. In Homel, R. (Ed.), *Policing for prevention : reducing crime, public intoxication and injury*, *Crime prevention studies*, vol. 7 (pp. 7-33). New York : Criminal justice press.

- Tauchen, H., Dryden Witte, A. & Griesinger, H. (1994). Criminal deterrence : revisiting the issue with a birth cohort. *The review of economics and statistics*. 76(3), 399-412.
- Tittle, C. (2000). Theoretical developments in criminology. *Criminal justice*. 1, 51-101.
- Tremblay, P., Bouchard, M. & Leclerc, C. (2006). La courbe de gravité des crimes. *L'année sociologique*, 56 (1), 26.
- Tremblay, P., Charest, M. & Boivin, R. (2006). *L'impact dissuasif d'Avance sur les délits violents commis dans les boîtes de nuit de Montréal (2005-2006)*. Montréal : Rapport présenté au Service de police de la ville de Montréal.
- Tremblay, P. & Morselli, C. (2000). Patterns in Criminal Achievement. *Criminology*, 38(2), 633-660.
- Weisburd, D. (2005). Hot spots policing experiments and criminal justice research : Lessons from the field. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 599(1), 220-245.
- Weisburg, D. & Green, L. (1995). Policing drug hot spots : The Jersey City drug market analysis experiment. *Justice Quaterly*. 12, 711-735.
- Welsh, B. & Farrington, D. (2002). Crime prevention effects of closed circuit television : a systematic review. *Home office research study*, 252.

Annexe 1 :

La saisonnalité de la criminalité des établissements de divertissement servant des boissons alcoolisées, 2000-2004

La figure A1 présente les moyennes mensuelles des crimes qui ont été attribués à des établissements spécifiques, de 2000 à 2004. Logiquement, le mois 1 est le mois de janvier, le mois 2 est février, etc. La moyenne globale par mois est de 145, 5 délits et est représentée dans le graphique par la ligne pointillée.



Les différentes variations s'expliquent généralement par les variations de personnel, les mois de mars et avril étant les moins populaires au niveau des vacances des policiers, au contraire des mois de juillet et août (Sherman & Weisburd, 1995).

Annexe 2 :

Les criminalités attendue et observée des établissements ciblés lors de l'opération

Avance, 2000-2004

Ciblés	n = 84				
Phase	Mois	Crimes observés	Crimes attendus (2000-2004)	Écarts de prédiction (2000-2004)	Écarts de prédiction avec tendance (2000-2004)
Noctuelle	Avril 2005	37	35,6	3,9%	22,3%
	Mai 2005	34	33,4	1,8%	12,4%
	<i>Sous-total</i>	71	69	2,9%	17,4%
Avance I	Juillet 2005	31	31	0,0%	3,8%
	Août 2005	38	26,6	42,9%	53,3%
	Septembre 2005	40	29,6	35,1%	46,6%
	<i>Sous-total</i>	109	87,2	25,0%	34,6%
Avance II	Octobre 2005	36	29	24,1%	47,3%
	Novembre 2005	41	31	32,3%	29,7%
	Décembre 2005	27	35,8	-24,6%	-4,1%
	<i>Sous-total</i>	104	95,8	8,6%	24,3%
Avance III	Juin 2006	20	36,2	-44,8%	-6,4%
	Juillet 2006	21	31	-32,3%	0,9%
	Août 2006	27	26,6	1,5%	5,3%
	Septembre 2006	32	29,6	8,1%	24,9%
	<i>Sous-total</i>	100	123,4	-19,0%	6,2%
Total		384	375,4	2,3%	20,6%

Annexe 3 :

Les établissements non ciblés, comparaisons avec les mois correspondant des années précédentes

Non ciblés n = 757				
Phase	Mois	Crimes observés	Crimes attendus (2003-2004)	Écarts de prédiction (2003-2004)
Noctuelle	Avril 2005	101	120,5	-16,2%
	Mai 2005	98	115,5	-15,2%
	<i>Sous-total</i>	199	236	-15,7%
Avance I	Juillet 2005	95	100,5	-5,5%
	Août 2005	94	101	-6,9%
	Septembre 2005	100	95,5	4,7%
	<i>Sous-total</i>	289	297	-2,7%
Avance II	Octobre 2005	89	108	-17,6%
	Novembre 2005	111	94,5	17,5%
	Décembre 2005	90	101,5	-11,3%
	<i>Sous-total</i>	290	304	-4,6%
Avance III	Juin 2006	72	99,5	-27,6%
	Juillet 2006	66	100,5	-34,3%
	Août 2006	101	101	0,0%
	Septembre 2006	94	95,5	-1,6%
	<i>Sous-total</i>	333	396,5	-16,0%
Total		1111	1233,5	-9,9%

Annexe 4 :

Les changements observés (en %) pour la criminalité des établissements ciblés et non ciblés

Le tableau A4 présente les changements relatifs observés, calculés à partir des moyennes mensuelles par établissements. Le total des délits est en fait le total des délits non initiés par la police.

Tableau A4 : Changements relatifs observés, par types de délits

	Avant- Noctuelle	Avant- Avance I	Avant- Avance II	Avant- Avance III	Avant- Après
Crimes personnes (n)					
Non ciblé (757)	-25,2%	-12,5%	-9,8%	-21,9%	-8,8%
Ciblé (84)	14,2%	5,4%	8,4%	-7,7%	-4,6%
Ciblés 1 (60)	0,7%	-13,7%	-18,5%	18,6%	-7,8%
Ciblés 2+ (24)	35,5%	35,5%	50,6%	-49,2%	6,8%
Crimes propriété					
Non ciblé (757)	0,6%	-11,3%	-18,5%	-25,1%	6,8%
Ciblé (84)	2,0%	9,7%	-34,2%	-32,5%	-20,1%
Ciblés 1 (60)	7,5%	4,5%	-28,3%	-37,3%	0,5%
Ciblés 2+ (24)	-13,2%	24,0%	-50,4%	-19,4%	-27,0%
Initiés par la police					
Non ciblé (757)	-15,2%	-24,1%	-15,2%	-42,0%	-9,5%
Ciblé (84)	27,5%	37,3%	122,3%	-26,5%	51,3%
Ciblés 1 (60)	7,3%	-4,6%	126,5%	-10,6%	1,8%
Ciblés 2+ (24)	52,1%	88,3%	117,2%	-45,7%	119,7%
Total					
Non ciblé (757)	-10,9%	-12,2%	-14,0%	-22,5%	0,4%
Ciblé (84)	5,3%	8,4%	-13,8%	-22,4%	-13,9%
Ciblés 1 (60)	-7,2%	-7,4%	-14,0%	-22,5%	-2,9%
Ciblés 2+ (24)	2,9%	-2,5%	-20,5%	-17,4%	-14,1%

Annexe 5 :

Effet réel de l'opération Avance pour les établissements B, C, D et E, en nombre de délits par mois, en comparant avec le groupe contrôle

	Noctuelle	Avance I	Avance II	Avance III	Après
B					
Personnes	-1,4039	-0,6866	-2,6246	-0,0925	-0,5716
Propriété	-6,2239	-5,6623	-9,5192	0,6753	-2,0914
Total	-7,5515	-6,0866	12,4955	0,5744	-3,2008
Total non initiés	-5,9270	-3,2180	-2,9021	2,6743	1,1363
C					
Personnes	0,1578	-0,9974	-1,2969	-0,4134	-0,8040
Propriété	-0,2696	-0,3711	-0,2443	-0,1660	-0,0014
Total	-0,8271	-2,1756	-1,0619	-1,2285	-1,9898
Total non initiés	-0,0542	-0,7839	-0,7058	-0,1424	0,0641
D					
Personnes	0,0429	0,3067	0,6897	-1,4190	0,0393
Propriété	0,1057	0,0000	0,2593	1,5154	-0,7600
Total	-0,0630	-0,3683	1,7550	-3,0100	-0,7737
Total non initiés	0,4604	0,5571	0,6556	-2,3294	0,6231
E					
Personnes	1,0238	-1,0334	-2,1910	0,3229	-1,5814
Propriété	0,1583	-4,4833	-4,3197	0,3575	-3,7372
Total	1,1157	-5,5394	-6,3335	0,6630	-5,4439
Total non initiés	1,4720	-4,9108	-4,8412	1,1231	-4,4931

Annexe 6 :

Les moyennes mensuelles par établissement, études de cas

Le tableau A6 présente les moyennes mensuelles des cinq établissements utilisés dans les études de cas. Vu les faibles fréquences des types de délits pris individuellement, seuls les totaux des délits initiés et non initiés par la police ont été utilisés.

Tableau A6 : Les moyennes mensuelles des établissements

	Avant	Noctuelle	Avance I	Avance II	Avance III	Après
Initiés par la police						
A	0,1270	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000
B	0,1587	0,5000	0,3333	0,6667	0,0000	0,0000
C	0,6984	0,5000	0,6667	1,0000	0,0000	0,1429
D	0,0794	0,0000	0,0000	0,0000	0,2500	0,0000
E	0,0317	0,0000	0,3333	0,3333	0,0000	0,2857
Total non initiés						
A	2,7143	1,5000	2,6667	0,6667	2,0000	4,0000
B	2,9524	3,5000	3,3333	0,6667	3,2500	1,4286
C	0,7302	0,5000	0,0000	0,3333	0,0000	0,2857
D	0,9206	0,5000	0,6667	2,0000	0,7500	0,7143
E	0,6508	1,5000	2,0000	0,6667	1,2500	1,4286